

LE
SYSTÈME CRIMINALISTE
DE TARDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 Mai 1935, à 14 heures

PAR

M. GEISERT

JURY.	{	Président	M. HUGUENEY, professeur.
		Suffragants	MM. DEMOGUE, professeur.
			DONNEDIEU DE VABRES, professeur

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE
SYSTÈME CRIMINALISTE
DE TARDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 Mai 1935, à 14 heures

PAR

M. GEISERT

JURY. . } *Président* M. HUGUENEY, *professeur.*
 } *Suffragants* { MM. DEMOGUE, *professeur.*
 DONNEDIEU DE VABRES, *professeur.*

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1935

* 37069



INTRODUCTION

S'il est une étude qui dépasse en intérêt beaucoup d'autres, par l'ampleur de ses vues et la portée de son champ d'application, c'est bien celle que Tarde a faite du criminel et du crime. Etude psychologique autant que sociologique, elle montre, mieux que toutes autres explications théoriques, le lien entre la partie et le tout, entre la parcelle et l'agrégat, et nous force à convenir que la sociologie n'est pas tant éloignée de la psychologie que certains penseurs ont bien voulu le dire. Dans l'œuvre de Tarde, c'est plutôt comme un complément, comme une conclusion, que nous apparaît la sociologie par rapport à la psychologie.

Du point de vue purement psychologique, l'étude du criminel va nous fournir une bonne occasion de le comparer à l'homme normal, et de voir comment la conscience individuelle peut être faussée par la conscience collective, par l'action des semblables sur le semblable, et si une telle étude ressortit de la psychologie normale ou de la science des phénomènes morbides.

Du point de vue sociologique, le crime nous apparaît comme un fait social d'une importance de premier ordre; ressenti comme un malaise, par les sociétés qui en sont atteintes, il fait naître des problèmes du plus haut intérêt, aussi importants que ceux posés par ces autres faits sociaux qui sont : la guerre, le commerce, les relations internationales, la misère, le travail, etc. A tous ces problèmes, l'étude

du crime s'apparente sur un point, se greffe, en quelque sorte, et il n'est pas une question sociologique à laquelle le crime ne touche par un certain côté.

Malaise social, le crime n'est pas, sans doute, le seul malaise, car il en est d'autres, d'ordre économique, moral, qui sont vus avec terreur par la société; mais en disant que tout problème de la criminalité se greffe, plus ou moins directement, sur un fait social quelconque et est solidaire de tous les faits sociaux, nous entendons par là que le crime n'est pas, à l'exemple de bien d'autres faits sociaux, dû à une cause unique. Multiples sont les causes de la criminalité, et l'on peut dire qu'il n'est aucun malaise social qui ne fournisse directement ou indirectement son contingent de criminels et de crimes. Le crime étant l'inverse d'un fait social normal, il n'est pas de règle qui ne reçoive des exceptions, pas de loi qui ne soit enfreinte, pas d'usages qui ne soient violés. Si l'on prend « le crime » dans son sens le plus large, dans son sens général « d'infraction », on peut dire que rien ne limite la volonté des individus, sans qu'il y ait de révolte de la part de cette volonté. Tout ce qui est contraire à l'ordre social peut être considéré comme un crime, et, si, en fait, toute infraction n'est pas punie, c'est parce que la volonté du législateur ou celle du peuple ne veulent frapper que les grands manquements, et se contentent de réprover moralement les peccadilles ou les fautes.

Nous ne nous occuperons donc que de l'étude des manquements au droit pénal, en laissant de côté les fautes morales. Elles intéressent cependant au plus haut point la société, par laquelle elles sont ressenties comme de véritables fléaux.

Mais, avant d'entrer dans le cœur de notre sujet, il serait intéressant de voir comment le problème de la crimi-

nalité a été envisagé au cours des siècles, comment il a été résolu par les différents penseurs, qui ont traité de la matière. Un rapide historique nous permettra de comprendre comment Tarde a été amené à élaborer son système.

Il ne peut être question de se reporter vers les temps les plus reculés de l'humanité. Bien que les crimes aient sans nul doute existé dans cette période, les renseignements précis nous manquent, et les études sont inexistantes. Sans doute, le droit romain a eu son système de répression, système très évolué, mais laissant peu de place à une étude théorique; l'ancien droit français, le droit germain, ont frappé également les criminels, mais jusqu'au XVIII^e siècle, une méthode empirique, expression de la colère et du désir de vengeance, a été seule pratiquée, sans aucune liaison entre les tribunaux, sans aucune idée directrice, sans aucun plan d'ensemble, aucun écrivain n'ayant sans doute jugé digne de lui un sujet qui n'intéresserait que les coquins. On se contentait donc de frapper au fur et à mesure de ses manifestations, le crime, assez dangereux cependant à cette époque. Répression cruelle sans mesure et sans méthode, tel est le caractère du droit pénal dans cette phase. La peine la plus courante était la peine de mort, infligée directement ou indirectement, par le fer ou par la corde, ou par la prison, plus pénible encore.

Cependant, malgré ces sévérités, le crime pullulait, favorisé par une police insuffisante et une justice sans jurisprudence.

Un tel état de chose devait choquer les idées de justice des « philosophes » du XVIII^e siècle, qui érigèrent en doctrine les idées plus communément ressenties par le peuple.

La liberté de conscience exigeait la suppression de tous les crimes religieux, qui avaient été frappés, jusque-là, de

peines atroces. Pour la même raison, la torture devait disparaître, car on ne peut imposer à un accusé des aveux qu'il ne veut pas faire. Seul, le tribunal doit juger sur des preuves matérielles assez convaincantes et positives.

La liberté de la presse devait avoir pour conséquence la suppression de la censure et des peines qui lui sont attachées.

La disparition des privilèges de la noblesse et du clergé entraînait la disparition des moyens différents d'exécution des peines. La corde ou la hache, sans distinction de la qualité de la personne, telle était l'alternative dans laquelle les philosophes plaçaient le législateur.

Ce ne sont là que quelques idées, les plus ardemment professées et défendues, mais le désir d'une justice égale pour tous, exempté de tout arbitraire, exigeait une unité qui n'était possible qu'avec la suppression des justices seigneuriales. Sans doute le pouvoir des seigneurs avait reculé devant le pouvoir royal, qui constituait une juridiction de dernier ressort très puissante, mais l'arbitraire ne faisait pas défaut, comme les lettres de cachet en témoignent. Ce qu'il fallait donc, avant tout, c'était une législation pénale, et ainsi, nous voyons liées les deux questions qui tenaient tant au cœur des philosophes : des lois et une justice. Plus d'arbitraire, demandaient-ils, plus de crime sans loi, tel était en résumé le sens de leurs revendications. Mais pourquoi des lois écrites ? La coutume ne suffit-elle pas ? Sans doute, elle est plus souple, mais justement à cause de cette souplesse, elle est peu commode, et, habilement conduite, elle devient une source d'arbitraire.

Réunissant toutes ces idées éparses, la première école criminaliste, l'école classique, issue en ligne droite de Rousseau et du « contrat social », va donner à la théorie générale des délits et des peines, une première forme. Cette

critique générale va porter principalement sur le droit de punir.

La société a-t-elle le droit de punir les coupables ? La question est simple, et le réponse peu douteuse. Le premier venu, l'homme de la rue répondra immédiatement par l'affirmative, et il aura raison, car le droit de la société étant supérieur à celui de l'individu, elle a le droit d'en exiger ce qu'elle veut.

Mais voilà que la question devient plus embarrassante. Quelle est la source du droit de la société, quand-elle punit le coupable ? Il n'a pas demandé à naître, ni à vivre dans le milieu où la naissance l'a placé. Aussi bien le fondement du droit de punir ne sera-t-il pas dans une adhésion expresse de chaque individu aux mœurs, mais par le fait même que sa naissance l'aura placé dans ce milieu, l'être sera tacitement obligé de suivre les règles qui le régissent. Ses ancêtres ont créé ces règles, et se sont en quelque sorte engagés pour lui. Bénéficiant de tous les avantages sociaux, il est bien juste que l'individu en subisse tous les inconvénients. L'individu s'est engagé à respecter le contrat social. Ce contrat, comme toute autre convention, est créateur d'obligations. Si les obligations ne sont pas remplies, ou ne le sont qu'à moitié, l'auteur en doit réparation à la société, envers laquelle il s'est engagé.

Quelle sera la nature du droit de la société contre l'auteur responsable de l'infraction ? Sera-ce un droit de vengeance ? Mais, si l'on admet cette idée, on s'écarte de l'idée de contrat, pour entrer, comme le fait remarquer Saleilles, dans le domaine de la barbarie, solution qui équivaldrait à justifier le geste du vainqueur achevant ses victimes. Ce ne sera pas davantage une expiation par la peine, ce qui ramène au dogmatisme religieux. En serrant de près

l'idée de contrat, on aura une idée plus exacte de ce qu'est la peine, ou plutôt de ce qu'elle doit être. Il y a deux manières de sanctionner les contrats : ou bien obtenir des dommages-intérêts, si le contrat n'est pas susceptible d'exécution, ou bien demander l'exécution forcée, s'il peut être encore exécuté. La peine procède de ces deux manières, et son but ne peut être que l'intimidation. Comme le remarque justement Saleilles, « il ne reste plus que l'idée d'exemplarité, la peine du coupable devant servir à effrayer ceux qui seraient tentés de l'imiter ». On voit immédiatement le lien entre l'exécution forcée des contrats et leur résolution en dommages-intérêts, et les sanctions pénales.

Commettre un délit, c'est, en quelque sorte, ne pas exécuter les obligations que la société impose à ses membres. En punissant les coupables d'une infraction, on leur rappelle que leurs devoirs envers la société doivent être accomplis. De même que la prison pour dettes ne pouvait faire payer un débiteur insolvable, de même la peine, quelle qu'elle soit, ne peut réparer le préjudice causé à la société ; mais grâce à elle, on espère guérir l'individu de sa négligence ou de sa mauvaise volonté.

Nous sommes donc en présence d'un système pénal bien lié, bien coordonné, sur le droit de punir de l'Etat, que Saleilles résume ainsi : « le droit de punir est le droit que l'Etat tient par voie de contrat, et qu'il ne peut exercer que dans les limites du contrat résumé... »

Mais la coordination d'un système n'empêche pas les critiques de l'atteindre, et le système classique a été des plus critiqués.

D'abord, excluant tout arbitraire, il n'en laisse pas assez aux juges. Comme dans tout contrat, on doit regarder dans le contrat social et dans celui qui résulte de sa rupture,

l'objet et les obligations qu'il engendre; ces obligations n'étant pas élastiques, et cet objet étant indivisible, la conséquence en sera une rigidité trop grande des pénalités, une tarification analogue à celle des anciennes compositions du droit germanique, sans aucune atténuation en raison de la personnalité de l'auteur lui-même. La peine est, d'après l'école classique, fonction du délit, et non du délinquant. Une telle solution est, sans doute, conforme au principe d'égalité de tous les individus devant la loi, mais auparavant, il faudrait prouver cette égalité. Sans doute, les auteurs classiques, poussant plus loin leur théorie, auraient pu dire : toutes les règles du contrat sont applicables au contrat social. Tous les vices de consentement et incapacités contractuelles : erreur, dol, violences et aliénation mentale, causes d'annulation des contrats, seront des causes d'exclusion de la responsabilité complète résultant de la nature même du délit. Ainsi aurait pu être comblée, en partie, tout au moins, une lacune qui a été toujours mise en lumière par les adversaires de l'école classique; mais il semble que ces auteurs n'y aient même pas songé, et ils ont laissé à leurs adversaires le soin de compléter la théorie générale des délits et des peines, en y introduisant une idée que l'on considère comme le plus grand progrès des idées criminalistes modernes : l'idée d'individualisation de la peine, dont une étude très intéressante a été faite par Saleilles.

L'école classique de Beccaria en Italie, Bentham en Angleterre, Feuerbach en Allemagne, a emprunté, comme nous l'avons dit, ses idées à Rousseau, et a ouvert la voie à des études plus intéressantes et plus approfondies. Avec elle, l'arbitraire de la justice pénale est noirci de telle sorte qu'il ne doit pas résister longtemps à ses attaques, mais la

crainte même de cet arbitraire a conduit à un système trop rigide, dont la critique amènera le principe de la véritable justice, telle qu'elle doit être conçue. Ce sera ce principe que s'efforceront de mettre en lumière, de deux façons différentes, l'école néo-classique et l'école positiviste. Elles essaieront d'adapter la peine, non seulement à la gravité de l'infraction, mais aussi à la personnalité du délinquant. Par deux chemins différents, elles tenteront d'individualiser la peine : l'école néo-classique, grâce à l'idée du libre-arbitre, et l'école positiviste, grâce à l'idée de « témibilita » ou état dangereux du délinquant.

L'école néo-classique d'abord :

L'école classique se heurtait à deux objections : l'objection du bon sens populaire et la logique scientifique.

Le bon sens populaire, bien qu'épris d'égalité, admet cependant des degrés dans l'égalité, degrés tenant à des différences individuelles inévitables. Autre chose est de supprimer les privilèges, autre chose est de punir également chacun d'après le délit qu'il a commis. Un délinquant d'occasion mérite beaucoup plus de pitié que le délinquant d'habitude au cœur endurci dans le vice. Le moment d'égairement, la folie peuvent rendre excusables les crimes qui n'admettraient aucune excuse s'ils étaient concertés, voulus, prémédités. L'identité des délits n'implique aucunement l'identité des délinquants, et le grand mérite de l'école néo-classique, c'est d'avoir mis ce point en lumière.

L'objection scientifique à laquelle se heurte l'école classique est non moins grave. Le principe classique fondamental repose sur une fiction, qui consiste à croire que tout homme, en face d'un même acte, jouit d'une même liberté. Il présume deux choses :

1^o Tout homme, en face d'un acte à réaliser, avait été

forcément libre. Or, à la question : Qu'est-ce que la liberté pour l'homme ? Saleilles répond : « C'est l'idée que l'on a d'être libre, c'est, pour l'homme, la conscience de sa liberté, car il suffit d'avoir conscience d'être libre, pour réaliser la liberté »¹. Dès lors, l'idée pratique d'acte libre change complètement et « la grande erreur de notre droit pénal classique, c'est de faire de l'acte prémédité et réfléchi l'acte libre par excellence... Rien de plus prémédité, de plus réfléchi, que l'obsession passionnelle de certains meurtrés, mais aussi de moins libre »².

2° Par une seconde présomption, l'école classique suppose une égalité de force dans la liberté de chacun ; l'homme est libre ou ne l'est pas ; s'il est libre il est responsable. S'il n'est pas libre, il n'est pas responsable. Entre la responsabilité complète et l'irresponsabilité, elle n'admet pas de milieu, pas de demi-responsabilité. La conscience est entière ou elle n'est pas. Entre ces deux extrémités, il faut choisir nécessairement. Mais comment choisir ? Il faudra frapper aussi sévèrement un responsable total qu'un demi-responsable. L'école néo-classique ne pouvait admettre une telle théorie, qui, cependant, avait été en grande partie adoptée par les rédacteurs du Code de 1810. Il en résulta de telles injustices que l'opinion publique s'émut. La stricte application de la doctrine classique les obligeant à châtier durement ou à acquitter scandaleusement des demi-responsables, les juges préférèrent opter pour la seconde solution, ne pouvant doser entre une peine trop forte et l'absence de peine. Grâce à ce procédé, l'attention du Parlement fut attirée sur les inconvénients du système du code, et il fut amené en 1828 et en 1832 à voter les lois sur les circonstances atténuantes, lois très importantes, qui sont les

1. Saleilles, *De l'individualisation des peines*, p. 63.

2. *Ibid.*, p. 65.

sanctions des théories néo-classiques. Grâce au jeu des circonstances atténuantes, un dosage peut être opéré, sans aucun préjudice pour la société.

Mais, que deviendront les fous ou les demi-fous, s'ils sont reconnus irresponsables ? On ne peut songer à les emprisonner avec les responsables, et on ne peut pas non plus leur rendre la liberté, car ils sont dangereux pour la société. C'est alors qu'intervient l'idée positiviste italienne d'état dangereux du délinquant ou « *témibilità* ». Ce que l'on doit prendre en considération, c'est, non pas la responsabilité, mais le danger que présente pour la société l'individu criminel.

Avec l'école italienne, la théorie criminaliste pure, l'abstraction va faire place à une sorte de pratique médicale, dont le seul but sera, non pas l'étude du crime, considéré en lui-même, mais l'étude du criminel, abstraction faite du crime. L'individu criminel sera le seul sujet des études de Lombroso. Il s'efforcera de prouver que le criminel est un être à part, nettement caractérisé par des signes anthropologiques précis, qui le distinguent de l'homme sain et le rapprochent du sauvage et de l'homme préhistorique. Il ne sera plus question de concept de crime, vide de sens à ses yeux, aux contours vagues, impossibles à délimiter. Le concret seul compte pour la science criminelle et seuls, les individus doivent faire l'objet d'une étude scientifique. L'école italienne, dit Ferri, « considère les délinquants, non comme des abstraetiens, mais comme des êtres vivants, des hommes. Elle en étudie toutes les conditions organiques et psychiques, héréditaires et surajoutées, présentes ou passées, normales, habituelles, accidentelles. Ayant trouvé que les peines édictées jusqu'à ce jour n'atteignent pas leur but, elle cherche des remèdes moins illusoires, et, au besoin, moins coûteux. Elle demande des remèdes aux recherches

expérimentales. Elle n'est, en cela, qu'un développement ultérieur de l'école classique, inauguré par Beccaria¹. » Avec cette école, la science criminelle devient une science expérimentale, une sorte de médecine sociale, par laquelle la société devra préserver sa santé, en essayant de rendre saines les cellules malades qui la rongent, ou en tentant d'éliminer celles qui ne peuvent être guéries.

Le criminel étant une cellule mauvaise du corps social, quelle est la cause de sa nocivité ? Comment et pourquoi naissent les criminels ? Peut-on empêcher de naître et de se développer les penchants criminels ? Telles sont les questions que se pose l'école lombrosienne. Elle étudiera comment naît et vit l'homme criminel, puis comment il meurt, c'est-à-dire comment il peut devenir normal et s'il peut le devenir. Toute une médecine nouvelle est créée par cette nouvelle école, médecine à laquelle doit correspondre une thérapeutique nouvelle.

Cette première phase de l'école positiviste, que l'on pourrait appeler la phase lombrosienne avait besoin d'un complément, et c'est ce complément qu'a apporté l'école dite sociologique, qui donne à la notion de criminel une forme plus complète. Le malfaiteur est bien toujours un anormal, mais les caractères anthropologiques n'ont plus le rôle exclusif que leur attribuait Lombroso. La société et les influences extérieures vont jouer leur rôle. « La science criminelle, dit Enrico Ferri, tout en restant une science juridique dans ses résultats, et dans son but final, cependant dans sa base et dans ses moyens de recherches, doit devenir une branche de la sociologie, qui aura pour science préliminaire l'anthropologie et la statistique, dans leur partie qui étudie l'homme criminel et son activité anti-sociale. »

1. *Revue philosophique* 1883-2-471, « L'école positiviste de droit criminel. »

Nous n'en dirons pas plus de ces écoles que Tarde a trouvées élaborées, quand il a commencé à étudier les problèmes criminels. Il a trouvé une école classique sans défenseurs, une école néo-classique mise au point et sanctionnée par des textes, et enfin l'école positive, en voie d'achèvement. Tout de suite, il a vu les exagérations de cette dernière école, mais, tout en critiquant ses conclusions limites, il en a adopté quelques points pour compléter l'école néo-classique. C'est donc entre les deux écoles que Tarde vient se placer, se ralliant tantôt à l'une, tantôt à l'autre, considérant que la solution la plus modérée est toujours la meilleure.

Avant d'aller plus loin, avant d'entrer dans le détail, il est nécessaire de se faire une idée générale de l'œuvre et de l'homme qui l'a conçue.

Né à Sarlat, le 10 mars 1843, Gabriel Tarde appartenait, par sa mère, comme par son père, aux plus vieilles familles du Sarladais. L'un des ancêtres, Jean Tarde, avait été au *xvi^e* siècle un astronome renommé. Il était chanoine théologal et vicaire général de l'évêque de Sarlat. De 1629 à 1792, la famille de Tarde exerça héréditairement la charge de « conseiller du roi en l'élection de Sarlat ». Telle était l'ascendance paternelle de Gabriel Tarde, composée principalement de magistrats connus et estimés dans leur province. Du côté maternel, la famille avait également une longue lignée d'hommes de loi.

Pendant les premières années de sa vie, Tarde vécut dans le calme et la dignité de la vie familiale. A l'âge de sept ans, il perdit son père, et sa mère, veuve à 28 ans, détachée du monde par sa grande piété, n'eut d'autre amour et d'autre souci désormais que son fils. L'influence longtemps presque exclusive qu'elle exerça sur lui, la tendresse

avec laquelle elle accueillait les accès de sensibilité nerveuse de l'enfant, et la vénération que celui-ci lui portait en retour, ont laissé assez de traces dans l'esprit et le caractère de Tarde, ont assez influé même sur la direction de sa vie pour qu'il fût utile de rappeler sa mémoire. Jusqu'à sa mort, survenue en 1891, son fils ne l'a jamais quittée.

Cet amour de la vie familiale est un des points sur lesquels Tarde a le plus insisté dans son œuvre, et il explique le rôle prépondérant qu'il attribue aux père et mère dans la formation intellectuelle et morale de l'enfant.

Quand Gabriel Tarde eut atteint l'âge où l'étude devait le prendre, c'est avec regret que sa mère le confia aux Jésuites, qui tenaient à Sarlat un collège florissant, et ce regret s'accrut lorsqu'elle le plaça comme interne dans cet établissement. La sensibilité du jeune garçon, trop vive, en conçut un tel chagrin qu'il conserva une longue rancune contre l'internat. Il souffrait autant dans ses sentiments refoulés que dans son esprit déjà libre, et bien qu'il fût toujours le premier de sa classe, et qu'il en remportât tous les prix à la fin de l'année, bien qu'il entretint avec ses maîtres des rapports affectueux, sa précocité même le rendait ombrageux contre toute tutelle. C'est une pointe de sauvagerie instinctive, un sentiment très vif du prix de la liberté spirituelle et de l'indépendance, qu'il a gardé toute sa vie.

Un abondant jaillissement poétique caractérisa sa dix-septième année, et sa sortie du collège. Ses poésies attestent une fécondité lyrique naturelle et sans effort.

En même temps que cet amour pour la poésie, Tarde manifestait un vif enthousiasme pour les sciences et en particulier les mathématiques. Il songea même un moment à préparer l'école polytechnique. Après son baccalauréat

ès lettres il passa son baccalauréat ès sciences, mais une infirmité physique arrêta cette fièvre intellectuelle. Tous ses projets furent anéantis par une maladie des yeux intermittente et douloureuse, qui décida de sa carrière sociale et philosophique. Contre son gré, il choisit, selon le vœu de sa mère, l'étude du droit, qui le conduirait à la calme et sûre carrière de magistrat. Par contre, obligé de ménager ses yeux, il était contraint de renoncer aux longues lectures, et, pendant les périodes de repos forcé, il méditait les passages qu'il avait lus; son esprit livré à lui-même, sans aucune influence extérieure, revenait constamment sur les chemins qu'il avait déjà parcourus. Dans ce long isolement est toute l'explication de la poésie que contient toute l'œuvre philosophique de Tarde, où l'on sent que la logique rejoint à chaque instant, dans une intuition finale, l'idéal que recherche toute âme bien équilibrée.

Cependant, il continuait ses études de licence en droit, et passait ses deux premiers examens à la Faculté de Toulouse. Pour la dernière année, il vint s'établir à Paris, avec sa mère.

Après avoir cotoyé le mysticisme, et évité de justesse ses exagérations, il vit sa santé s'améliorer, et vers la vingt-cinquième année, ses maux d'yeux disparurent, pour ne reparaitre que bien longtemps après, un an avant sa mort. Mais la spéculation philosophique avait exercé une trop forte attraction sur lui pour que Tarde y renonçât de sitôt. Aussi, en 1869, nommé juge suppléant à Sarlat, et pendant les quatre années qu'il exerça ces fonctions, il mit à profit les loisirs que lui laissaient son emploi pour élaborer les œuvres qui devaient le rendre célèbre. Ainsi qu'en témoignent ses notes, il esquissait déjà les grandes lignes de son ouvrage sur les lois de l'imitation.

En 1873, il était nommé substitut du Procureur de la République à Ruffec. Son absence ne dura que deux ans, et, en 1875, il revint à Sarlat comme juge d'instruction, c'était là son plus cher désir, et celui de sa mère : passer toute son existence dans sa ville natale, où s'était écoulée toute son enfance, où il avait laissé ses plus chers souvenirs. Il y resta jusqu'en 1894. Pendant les vingt années qui s'écoulèrent de 1875 à 1894, il conçut et rédigea la plus grande partie de son œuvre. Délaissant peu à peu l'étude de la philosophie pure, il dirigea ses recherches vers la sociologie.

Ce fut un magistrat singulier, très jaloux de sa liberté d'esprit, dédaignant l'avancement, les discussions politiques ou professionnelles, les dîners de corps ; mais ce rêveur, amoureux de la solitude intellectuelle, était d'une humeur extrêmement sociable et gaie. Toujours enclin aux plaisirs mondains, recherchant surtout la société des femmes, plus délicate et plus propre à susciter et à retenir la curiosité, il était d'un caractère si jeune, d'un esprit si pétillant et si spontané qu'on s'adressait constamment à lui pour la confection de comédies, de charades ou de poésies de circonstances. Un esprit original, mais d'une originalité charmante, où l'amour de la science ne laissait pas la société perdre ses droits, et dont la contradiction se fait sentir dans ses œuvres, contradiction apparente, à travers une unité d'idée incontestable. De ses occupations professionnelles, Tarde tira bientôt un énorme profit. Dans ce Périgord noir, dont la population rude est très portée aux crimes de sang, sa curiosité s'éveilla, le magistrat s'effaça un peu devant le savant. C'était l'époque où les criminalistes italiens publiaient les résultats de leurs recherches, et attiraient l'attention de tous ceux qui s'intéressaient à la science criminelle. L'observation des criminels qui se présentaient à

lui fut, pour Tarde, l'occasion de contrôler les théories de Lombroso, Garofalo, Ferri, et de ce contact naquirent les nombreux articles si vivants et si édifiants publiés dans la *Revue philosophique* que lui avait ouverte Ribot, dès 1880. En 1886, il réunit et refondit ces articles, et publia son premier ouvrage : *La criminalité comparée*, dans lequel, prenant parti à la fois contre l'ancienne école classique et contre Lombroso, il inaugurerait un mouvement qu'on devait appeler plus tard l'école française, et qui mettait en première ligne, avant l'étude des œuvres vitales ou anthropologiques du crime, c'est-à-dire des vices physiologiques et des atavismes du malfaiteur, l'étude des causes sociales : éducation et exemple. Par cette étude, il donnait une nouvelle démonstration au principe fondamental qu'il avait su découvrir, et dont il devait plus tard décrire le mécanisme : l'imitation. La sociologie et la morale prenaient alors un nouvel intérêt. Il collabora régulièrement aux *Archives d'anthropologie criminelle*, fondées en 1886, par le Dr Lacassagne, avec lequel il noua des liens de très vive amitié.

Cependant, son esprit curieux ne devait pas se cantonner dans la science pénale, et devait voler vers des horizons plus vastes. Après la publication, en 1890, de son plus grand ouvrage sur la criminalité : *La philosophie pénale*, il abandonnera presque complètement la science qui lui avait valu tant de succès, tant en France qu'à l'étranger, où son nom était devenu familier, en particulier en Italie et en Russie.

Il semblerait qu'à partir de cette année 1890, il n'offre plus beaucoup d'intérêt pour nous. Cette conclusion serait inexacte, car, pour bien faire comprendre son œuvre, il nous faut la voir tout entière, voir jusqu'à quel point s'est étendue la curiosité de l'auteur que nous étudions. La psy-

chologie et l'anthropologie l'ont amené à la sociologie, dont il devint un des grands maîtres, grâce à son ouvrage sur *Les lois de l'imitation* publié en 1890, peu de temps après *La philosophie pénale*. Dans cet ouvrage, loin d'abandonner le résultat de ses observations, il les généralisa et les synthétisa en une observation unique : l'imitation est la faculté universelle, qui règne en maîtresse sur l'esprit humain, et le domine, le subjugue et le forme. Bien vite, cet ouvrage devint classique, et l'obscur magistrat qu'attirait la calme vie de province devint, malgré lui, célèbre dans le monde entier. Vers la fin de 1893, M. Antonin Dubost, alors ministre de la Justice, dont l'attention avait été attirée par la grande réputation de ce magistrat, d'esprit si supérieur à ses fonctions, lui confia la rédaction d'un rapport sur l'organisation de la statistique criminelle, et le nomma peu de temps après, en janvier 1894, directeur de la statistique criminelle au ministère de la Justice.

C'était une nouvelle vie qui commençait pour Tarde, mais de nouvelles habitudes ne devaient pas influencer beaucoup sur son caractère. Au contraire, doté de tous les éléments qu'il pouvait désirer, il continua de plus belle le travail personnel qu'il avait entrepris. Pendant les dix dernières années de sa vie, il rédigea les rapports annuels qui lui étaient demandés sur l'état de la criminalité en France, et prit part aux congrès de Saint-Pétersbourg et de Copenhague.

Tarde n'avait cependant pas encore atteint l'idéal qu'il recherchait. L'enseignement de ses idées était le sommet qui l'attirait. La première, l'Ecole des sciences politiques lui donna cette occasion, en lui offrant un cours tous les deux ans sur une matière de son choix. En 1896, il choisit comme sujet de son premier cours « la politique », puis ce fut le

tour du Collège libre des sciences sociales, à lui demander des conférences.

C'était le début, mais, pendant cette évolution des amis travaillaient pour lui. Ribot et Liard voulaient lui faire obtenir une chaire au Collège de France. Encouragé par eux, il sollicita d'abord une transformation de la chaire de philosophie moderne, vacante par la mort de Nourisson, en chaire de sociologie; mais l'assemblée des professeurs refusa. Quelques mois plus tard, en 1900, la même assemblée le présentait en première ligne à la chaire de philosophie moderne, maintenue, et le ministre ratifia ce vote par une nomination officielle. Cette nomination causa à Tarde une joie immense; il se démit de ses fonctions au Ministère. Ce qui n'était jusque-là qu'un à-côté fut dès lors le but de sa vie.

Peu de mois après, en décembre 1900, il était élu membre titulaire de l'Académie des sciences morales et politiques, à la section de philosophie, en remplacement de M. Lévêque, esthéticien et disciple de Cousin. C'était le couronnement de cette carrière prodigieuse, qui, commencée dans l'obscurité et l'oubli volontaire, se terminait dans la gloire, aux postes les plus enviés de l'enseignement supérieur.

Pendant la période de la vie parisienne, il publia un grand nombre d'ouvrages. En 1894, paraissait *La logique sociale*, le plus solide peut-être de ses ouvrages. En 1896, *L'Opposition universelle*; en 1898, *Les lois sociales, esquisse d'une sociologie*; en 1899, *Les transformations du pouvoir*; *L'opinion et la foule* paraissait en 1901.

Une telle activité vint à bout des forces de Tarde, et, dès le printemps de 1903, les troubles visuels de sa jeunesse réapparurent. Il dut modérer son travail et ses lectures; son caractère fut très assombri. Il mourut le 12 mai 1904.

Tels furent la vie et l'œuvre de Gabriel Tarde. Nous y avons insisté, d'abord parce qu'elle valait la peine d'être décrite, ensuite, parce que la vie de l'homme est traduite exactement dans son œuvre. Ses idées ont reçu la forte empreinte d'une vie pleine de vertus, de droiture et de caractère. Tous ceux qui l'ont approché sont unanimes sur ce point, et confirment les traits que l'œuvre peut révéler. Le premier trait qui frappait, chez Tarde, c'était la spontanéité, et l'on retrouve aussitôt cet élan dans toutes les phrases, où l'idée est suivie jusqu'au bout, où le lien logique se retrouve à chaque instant, où l'on découvre, dans son expression, la pensée génératrice, l'état d'âme originel qui l'a fait naître. Il écrivait d'ailleurs comme il pensait, au hasard des lectures, et au cours des promenades, jetant de temps à autre une note sur le papier, et suivant sa pensée dans son vagabondage. Les notes prises ainsi étaient rarement retouchées, quand il les réunissait dans un ouvrage d'ensemble.

Comment des idées ainsi disséminées ont-elles pu former un ensemble logique, un tout ? C'est là tout le secret de l'ouvrage. Tant de questions traitées, tant de sentiers découverts et explorés n'offrent cependant pas l'aspect d'un désordre, mais au contraire, en lisant les livres de notre auteur, on est surpris de voir se lier les idées les plus imprévues, les plus inattendues.

Mais la fantaisie n'est pas le seul point intéressant de son caractère. Il en est un autre, plus important et qui vient plus directement de son éducation familiale, qui est la conséquence de l'influence de sa mère, et qui se manifestait par un vif attachement à ses amis et à son pays natal. Sur cette sympathie dont il faisait volontiers un principe d'union entre les hommes, il fondait tous ses espoirs pour

rendre meilleure la société dont les mauvais aspects l'avaient frappé, en les côtoyant. Aussi chercha-t-il le principe qui devait régénérer cette humanité sur le chemin de la décadence. Il le trouva dans l'imitation. C'est dans ce principe qu'il voit le progrès possible, qu'il aperçoit l'aboutissement de l'œuvre civilisatrice. Pour lui, les progrès de la science développent la beauté. « Se civiliser, c'est sympathiser chaque jour davantage ; le champ social agrandi veut un cœur humain meilleur, attendri, élargi comme un jardin, plus vaste, veut une eau plus abondante » (*Etudes de psychologie sociale*, p. 88).

A chaque page, à chaque phrase, on découvre ce souci d'esthétique, cette soif du beau, à côté du besoin de vérité. La sociologie, comme la morale, doit être, avant tout, une esthétique ; le beau moral comme le beau sensuel doit être le but à poursuivre. La science sociale ne suffit pas ; l'étude des phénomènes sociaux n'est qu'un moyen, et la fin qu'elle poursuit, c'est le bonheur de l'humanité. Chez Tarde on ne trouve pas seulement la science des phénomènes sociaux, mais l'art de vivre en société, en harmonie avec ses semblables. C'est pourquoi l'étude du crime se complète naturellement par une étude des moyens de répression. La science criminelle ne doit pas être seulement une « criminologie » mais une morale sociale, une éthique criminelle. C'est en partant de ces principes que Tarde put faire une critique complète de l'école italienne. Cette école menaçait de faire séparer la morale de la science criminelle. En séparant l'agent de son produit, elle en faisait un être à part, un monstre, dont la société devait se débarrasser comme un organisme vivant chasse les substances nuisibles qui le troublent. Sans doute, une société organisée emploie souvent les mêmes procédés que les cellules vivantes,

mais son action, loin d'être automatique, est le fruit de la réflexion, le résultat de la pensée. En ne voyant dans le crime qu'une simple maladie, dans la peine qu'une simple fonction d'excrétion, on n'a pas une idée assez nette, assez complète de ce qui doit aboutir au « droit pénal ». Le droit pénal est un fait social, qui se rattache à la sociologie, dont il forme la conclusion d'une partie. En abandonnant l'étude des causes sociales, Lombroso n'avait pu traiter qu'une partie de la question qu'il étudiait. Ses disciples immédiats ont réparé en grande partie l'erreur qu'il avait commise, mais tout n'était pas dit. Il fallait un grand principe pour expliquer comment les causes physiques et les causes sociales peuvent s'unir, et comment on peut aiguiller l'humanité vers son but. Ce grand principe, c'est l'imitation, qui conduit les êtres et les anime. Le criminel n'est pas un fou, un aliéné mental; c'est un anormal d'un genre spécial, mais particulièrement dangereux, étant donnée la puissance imitative de l'esprit humain. C'est là le grand mérite de Tarde, d'avoir mis en lumière la force considérable de la contagion et de l'exemple, et c'est cette force, que l'on sent présider à la destinée des organisations humaines. C'est là aussi que l'on saisit l'unité du système, malgré l'apparente diversité des sujets traités dans les différentes études de notre auteur.

Aussi nous est-il impossible de suivre un plan différent de celui qu'il a lui-même suivi. Le criminel doit être d'abord étudié; c'est l'agent actif, l'inventeur, puis l'on étudie son produit, le crime, et enfin ses moyens de le combattre, c'est-à-dire la répression. Nous sommes donc amené à diviser notre étude en trois grandes parties : dans la première, nous étudierons le criminel, et nous verrons dans quel sens et dans quelle mesure Tarde a critiqué l'école

italienne, comment le criminel naît, comment il se développe, grâce à l'imitation. Nous serons alors amené à étudier les cas exceptionnels, c'est-à-dire les criminels anormaux, puis en appendice, nous entreprendrons une petite étude, spéciale il est vrai, mais qui mieux que tout autre exemple, montre la grande influence de la contagion imitative : la foule criminelle.

Dans la seconde partie, nous étudierons le crime lui-même ; après le sujet, l'objet, après l'individu, son œuvre. Nous verrons ce qu'est le crime, à quoi il est dû, s'il est normal ou non, s'il est utile ou nuisible à la santé et à la bonne marche de la société.

Cette seconde partie servira de point de départ à une troisième partie, où nous traiterons des remèdes : répression et prévention. Nous verrons si le criminel peut être amendé, et quels sont les devoirs de la société pour faciliter cet amendement, chaque fois qu'il est possible.

Enfin, en dernière analyse, et comme conclusion générale de notre étude, nous essaierons de sonder la pensée de Tarde et de voir s'il croit à une disparition du criminel et du crime, si cette disparition est en train de s'accomplir, si l'adaptation permettra à l'individu de triompher de tous les obstacles qu'il rencontre, et si l'imitation, après avoir joué le rôle néfaste de propagateur d'idées anti-sociales, pourra changer d'objet, et devenir un facteur de pacification sociale et d'uniformisation morale.

PREMIÈRE PARTIE

LE CRIMINEL

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUE DU TYPE CRIMINEL

§ 1. *Les caractères anthropologiques.*

C'est dans sa *Philosophie pénale*, ouvrage paru en 1890, que Tarde donne l'aperçu le plus général de son système criminel. Son premier soin est de réfuter toutes les erreurs de l'école italienne, dont la plupart conduisent à des absurdités, tant au point de vue du principe qu'au point de vue des conséquences. Mais Tarde ne considère pas comme radicalement fausses et n'écarte pas *a priori* et sans examen, les conclusions de l'école lombrosienne. Au contraire, il prend une à une les idées qui y sont exprimées, les examine avec soin, démontre la fausseté de la plupart d'entre elles, et en adopte certaines, qui, loin d'être en désaccord avec son opinion, la confirment, et en font ressortir davantage la vraisemblance. Il détruit, mais, au fur et à mesure qu'il détruit, il reconstruit sur des bases plus solides, l'édifice qui menace de s'écrouler.

Tout d'abord, le grand défaut de l'école italienne est de généraliser avant d'avoir obtenu des conclusions géné-

rales. Qu'est-ce, en effet, qu'un criminel, pour Lombroso ? C'est un anormal, un individu d'un type spécial, le type criminel. On le distingue parmi les honnêtes gens, grâce à des particularités spécifiques, une conformation spéciale de son crâne, de sa face, de ses bras, de sa taille, etc... Toutes ces tares l'empêchent de s'adapter au milieu social dans lequel il vit. Il est comme un monstre dont la viabilité est subordonnée à des éléments divers. L'absence en lui d'éléments nécessaires à la vie commune en font un paria, un être à part, qui sera fatalement éliminé par les êtres qui l'entourent. Cette conception trop radicale d'un type criminel ne pouvait pas être acceptée par Tarde sans un profond examen.

D'abord, pourquoi parle-t-on d'un type criminel comme d'un « type », genre particulier d'une espèce plus générale. Le mot « type » peut convenir à deux sortes de notions distinctes. D'abord, un « type », ce peut être l'ensemble des caractères qui distinguent chaque race humaine ou chaque variété et sous-variété nationale d'une même race (*Crim. comp.*, p. 80). Est-ce dans ce sens que Lombroso l'entend ? On est bien tenté de le croire, devant les conclusions physiologiques que cet auteur expose. Mais alors, si le type criminel est une race, toutes les idées de Lombroso ne sont pas vérifiées. Il n'a examiné que les criminels italiens, et sa thèse ne serait vraie qu'en ce qui concerne une catégorie nationale, et, tout au plus, un groupe de catégories nationales, la race blanche. Mais de quel droit conclut-il à la réalité d'un « type criminel », s'étendant à plusieurs nations, au genre humain tout entier ? Cette conclusion est, pour le moins, prématurée.

Cette conception étant écartée, pouvait-on donner du type criminel une autre définition ? C'est la seconde concep-

tion qu'envisage Tarde : Le criminel ne serait qu'un type professionnel, comme le pêcheur, le chasseur, le paysan, le marin, le soldat, le juriste ou le poète. Mais, pour admettre cela, il faudrait d'abord reconnaître à ces catégories professionnelles des caractères distinctifs, qui permettraient de les reconnaître dans la foule de la société. Or, rien n'est moins vérifié, et Tarde fait de grandes réserves. « Je ne me borne pas à dire qu'il y a des habitudes musculaires ou nerveuses identiques, nées (par imitation) de la routine d'un même métier, et capitalisées, pour ainsi parler, en traits physiques acquis, surajoutés aux traits physiques innés. Je suis persuadé en outre, que certains caractères anatomiques apportés en naissant, d'ordre exclusivement vital et nullement social dans leurs causes, formés par génération seulement, et où l'imitation n'entre pour rien, font partie aussi du signalement moyen propre à chaque grande profession, sinon à chaque grande classe sociale. Ce n'est pas sans raison, qu'on dit d'un homme il a le physique de son emploi... Pourquoi la carrière criminelle aurait-elle ce privilège de posséder un physique caractéristique, dont les autres carrières seraient dépourvues ? Au contraire, il y a lieu de penser, *a priori*, que le signalement anthropologique de celles-ci doit être plus accentué, car la première se recrute un peu partout beaucoup plus indifféremment que les autres, et elle exige des aptitudes beaucoup moins spéciales (*Criminalité comparée*, p. 50 et suiv.).

Ce passage donne assez nettement l'opinion de Tarde sur la conception italienne du type criminel. Il ne nie pas absolument le type criminel, mais il n'en fait pas un type purement physiologique. Il lui adjoint des caractères psychologiques qui le complètent et le créent. C'est l'imitation, aidée de l'hérédité, qui créera le criminel. Dans un article

sur le « type criminel » (*Revue phil.*, 1885.1.617), il étudie en détails le problème. Le criminel n'est qu'un type de nature passagère et relative, variable avec les pays et les époques. De même qu'il y a des métiers différents suivant les pays et les époques de l'histoire, de même les criminels diffèrent dans le temps et dans l'espace. « Ainsi, dit-il, n'y a-t-il de prédestinations vraiment naturelles que dans un sens très large, où plusieurs métiers, indifféremment, peuvent être compris... Je crois peu à la nécessité de vocations innées et impérieuses pour des objets spéciaux, excepté probablement pour les mathématiques » (p. 624). Il ne nie pas l'hérédité, qui est une « influence permanente, d'ordre naturel, mêlée aux influences multiples et multiformes d'ordre social qui poussent à l'adoption de la voie dont il s'agit... Personne ne naît tout exprès pour tuer, brûler ou voler son prochain » (p. 625).

Mais arrêtons-nous là dans cette critique du type physique particulier du criminel. Nous verrons plus loin, le système propre à Tarde, à propos du rôle qu'il fait jouer à l'imitation dans la formation des malfaiteurs et dans leur responsabilité pénale. Bornons-nous à dire, comme le signale Tarde, que Lombroso n'a même pas songé à faire du criminel un homme exerçant une profession spéciale. « Si Lombroso, dit-il, se plaçant à ce point de vue, avait songé que son type criminel, après tout, n'est qu'un type professionnel d'une espèce singulière et singulièrement ancienne, il aurait peut-être moins souvent opposé son *homo delinquente* à l'homme moral comme si les caractères physiques distinctifs du criminel en faisaient un phénomène à part, au sein de l'humanité honnête, supposée homogène » (p. 622). Le « criminel-né des nouveaux criminalistes, c'est donc le criminel unique de l'avenir, récidiviste endurci

et indomptable. Il émerge déjà du flot montant des statistiques criminelles comme le monstre à frapper, comme l'écume à rejeter, comme la seule des conformations physiques et psychologiques qui se refuse absolument à l'assimilation sociale » (*R. phil.*, 1885, p. 623).

§ 2. *Caractères psychologiques.*

Responsabilité. — Une observation reste à faire, cependant, touchant la question de la catégorie des criminels. Tarde, dans le dernier passage cité, semble bien confondre le type criminel et le criminel né. Le type criminel c'est d'après les Italiens, une catégorie spéciale, voisine de celle des aliénés proprement dits. Le criminel-né, au contraire, est l'individu qui présente, dès sa naissance, les caractères propres à la race criminelle, et, par suite, seuls, les criminels-nés présentent les indices du type criminel. Pour Lombroso, le criminel-né et l'individu présentant les caractères du type criminel se confondent. Pour Tarde, la conclusion est toute différente : le type « criminel » existe également. Mais cela n'entraîne pas comme conséquence nécessaire que les signes du type criminel ne se rencontrent que chez les malfaiteurs. Des honnêtes gens peuvent présenter le type criminel, alors que les criminels peuvent présenter tous les caractères des honnêtes gens. Seules, des causes d'ordre social peuvent faire qu'un individu devienne ou ne devienne pas criminel. Des caractères physiques ou psychologiques peuvent le prédisposer au crime ; sa force, son horreur du travail, par exemple, mais seul, le milieu peut transformer ces prédispositions en actions. Il nous restera à déterminer la part de chacune de ces influences, pour voir l'attitude définitive qu'il convient de conserver à ce sujet. Mais nous ne pouvons nous prononcer avant

d'avoir examiné tout ce qui entre en jeu dans la formation du criminel.

L'idée essentielle qui fait la base de toute criminalité, c'est que nul n'est criminel au sens propre du mot, s'il n'est responsable. Le Code pénal français, en disant à propos des causes d'irresponsabilité : « il n'y a ni crime, ni délit... » est bien d'accord avec cette idée. Ceci n'a pas échappé à Tarde, qui en fait bien ressortir l'importance, en faisant de la théorie de la responsabilité la pierre angulaire du système pénal. Cet axiome : pas de crime ni délit sans responsabilité, est incompatible avec la théorie de Lombroso, qui reconnaît les criminels de même que les prêtres du Thibet recherchant l'âme du grand Lama, le reconnaissent à certains traits, et que les prêtres égyptiens reconnaissent le bœuf Apis. Un individu n'est responsable qu'à condition d'avoir la faculté de choisir entre plusieurs partis. Or pour pouvoir choisir il faut être libre, n'être pas obligé de s'engager dans la voie que le sort a tracée. L'homme criminel de Lombroso n'a aucun des caractères le rendant libre. Il naît criminel et reste criminel. C'est un prédéterminé, donc, un irresponsable. Le problème de la responsabilité ne se pose même pas.

Tarde, au contraire, devant cette carence, insiste tout particulièrement sur ce problème ardu, et la solution élégante qu'il en donne, est une des plus claires et des plus explicites qu'on en ait faites. L'insuccès de la théorie de Lombroso a fait faire un grand progrès à la psychologie et à la sociologie criminelles ; de cette théorie, que reste-t-il en effet ? Tarde lui-même donne sa réponse à cette question : « N'eût-elle servi qu'à faire savoir avec plus de précision ce que le criminel n'est pas, sans donner d'ailleurs aucune idée sur ce qu'il est, elle n'eût pas été inutile. Mais

elle a fait plus, elle a annulé des remarques sérieuses, sans doute utiles plus tard, elle a ébauché, en traits qui ne périront pas, la psychologie sociologique » (*Phil. pénale*, p. 216). Son insuccès a montré que le criminel n'est pas un produit de la nature; il est impossible, en employant la méthode de Galton de trouver un type moyen du criminel pour tous les pays, et Topinard a bien exprimé la vérité, quand il dit : « Sauf la saleté, le débraillé, la fatigue, et souvent la misère empreinte sur sa figure, la tête d'un coquin ressemble, en général, à la tête d'un honnête homme » (*Phil.pén.*218). La physiologie et l'étude des physiologies ne pouvant pas nous donner tous les renseignements nécessaires pour distinguer les caractères particuliers du criminel, la psychologie nous renseignera-t-elle mieux ?

L'identité individuelle. — L'individu ne peut être responsable que s'il reconnaît dans ses actes son propre fait, le résultat de son activité, ou si l'on peut lui attribuer le résultat de cette activité en comparant les actes délicieux qu'il a commis aux actes de son passé, en un mot s'il est resté un et identique à lui-même.

Avec Tarde, le problème de la responsabilité change donc complètement d'orientation. Avant lui, on recherchait le fondement de la responsabilité dans l'idée métaphysique et vague de libre arbitre. L'individu était-il libre au moment de l'action ? Pouvait-il se soustraire à l'idée de commettre un délit ? Alors, il était réputé coupable et condamné. Mais comment déterminer cet état de liberté ? Voilà où apparaissait la difficulté du problème. Comment sonder la conscience du délinquant ? Comment surtout le juge devant un demi-fou pouvait-il reconnaître un non-coupable. Il

semblerait que ce fût celui-là qui devait être réputé responsable, puisque tout dans sa vie passée, allait à l'encontre de l'acte commis. Il semblerait que ce fût chez lui, plus que partout ailleurs, que devait exister cette faculté de choix, qui permet à l'homme de ne pas faire ce qu'il veut et de faire ce qu'il ne veut pas. Il nous semble difficile d'admettre cette conséquence, et il est nécessaire d'avoir un critérium pratique pour discerner le degré de culpabilité de l'agent. Un système fondé sur la liberté absolue entraîne de fâcheuses conséquences; un récidiviste, délinquant d'habitude, étant moins libre qu'un délinquant primaire, serait par voie de conséquence, moins responsable et par suite, moins coupable. L'idée de liberté appliquée aux criminels deviendrait, poussée à son extrême limite, une idée odieuse et injuste, et c'est pour remédier à cet inconvénient que Tarde expose la théorie de l'identité personnelle.

Là encore, il est en accord avec la théorie classique des rédacteurs du Code pénal. L'article 64 dit, en effet : « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. » Le juge, au lieu de se demander si l'agent de l'infraction était libre, se demandera s'il a agi conformément à sa nature propre, à son caractère, ou sous l'empire d'une influence externe. D'ailleurs, on n'a jamais osé, à aucune période de l'histoire du droit pénal, pousser à l'extrême limite les conséquences logiques du principe de liberté. Tarde le constate lui-même : « de tout temps, dit-il, on a jugé un être responsable d'un fait, quand on a cru qu'il était lui, et non un autre, l'auteur de ce fait » (*Phil. pén.*, p. 84). La responsabilité, au sens moral du mot, au sens métaphysique, pèche par défaut de généralité. « La liberté, en ce sens, est un pouvoir créateur

ex nihilo, un attribut divin prêté à l'homme. L'agent libre fait face et peut faire échec à Dieu; il est, en réalité, un petit Dieu opposé au grand. Refuser à l'homme cette puissance de création, ce privilège de suspension des lois divines, par une sorte de veto incompréhensible, et, en même temps, le juger digne du châtement sans fin, pour avoir fait un obstacle à la volonté de Dieu, c'eût été, à coup sûr, se contredire. Mais si, au lieu d'une culpabilité absolue et infinie, désormais hors de discussion, il n'est question que d'une culpabilité relative et limitée, comme toute chose réelle et positive, une causalité relative et limitée elle-même, une causalité seconde, comme on dit, nous suffit. Partant la liberté devient un postulat inutile » (p. 85).

L'identité personnelle, imitation de soi-même. — Dès lors, apparaît une différence très nette entre l'identité individuelle et le libre arbitre. Différence de nature et non pas simple différence de degré. Par le libre arbitre, l'individu est constamment un pouvoir créateur d'individualité et d'activité. A chaque instant, il change par rapport à lui-même et se combat lui-même. C'est le principe de lutte, par suite duquel il se produit un bouillonnement intérieur dans la conscience humaine. Les divers possibles s'agitent dans l'âme, et cherchent à venir se placer dans les coins les plus éclairés de cette conscience. Les plus forts luttent, et arrivent enfin à anéantir les plus faibles, et, finalement une seule idée reste, la seule qui sera réalisée.

Mais, à côté de cette lutte que se livrent intérieurement les actes libres, la conscience embrasse aussi d'autres actes, qui, grâce à la mémoire, se sont accumulés dans le passé, et reviennent à la surface, dans la lumière la plus

vive du présent. Ces idées, ce sont des possibles réalisés, des puissances transformées en actes. Elles forment le réel, à côté des possibles, le stable, à côté de l'instable, le certain, à côté du problématique. Sans vouloir en rechercher la première origine, nous pouvons tout au moins les distinguer des autres actes qui se combattent. Ils sont précis alors que les autres sont imprécis. Ils sont certains, alors que les autres sont incertains. Ce sont peut-être des actes qui ont été formés comme celui qui triomphera du conflit actuel et qui, à son tour, prendra place parmi eux mais ce possible réalisé, par le fait même de sa réalisation, aura aussi changé de nature, et il ira grossir le nombre des faits psychologiques qui forment le caractère empirique, dont parle Kant.

Dès lors, quand ces possibles réalisés, ces éléments du caractère seront, au moment du combat des idées ramenées à la surface de la conscience, la plus forte des idées en conflit livrera elle-même un duel au caractère, et l'issue du combat sera un acte, conséquence de cette délibération. Deux conséquences sont possibles, dans ce duel logique : ou bien le caractère triomphera et l'individu une fois encore restera identique à lui-même, ou bien il succombera, et ce sera la chute. Un homme vertueux deviendra un délinquant, ou réciproquement. Dans certains cas, d'ailleurs assez rares, le combat ne se livre pas ; ce sont les cas où la personnalité de l'individu est dédoublée ; l'individu alterne avec lui-même, il a deux consciences. Mais nous verrons ce problème plus tard.

Nous sommes maintenant à même de dire ce qu'est l'identité personnelle de l'individu. Elle se produit quand le conflit actuel des idées se résout par la victoire du caractère sur l'état de conscience actuel, de l'habitude sur l'acte

isolé. Elle prolonge l'habitude, et lui ajoute un cas d'application. La conscience présente agit comme la conscience passée; l'esprit s'imité lui-même, l'individu reste un et identique.

Mais pénétrons maintenant plus avant dans le fond de la conscience. Nous avons supposé que l'homme s'imitait lui-même, agissait selon une habitude antérieurement contractée. Mais comment a-t-il contracté cette habitude. D'où est né ce premier acte? L'individu ne l'a pas créé lui-même, ou plutôt on ne sait pas par quel processus il a créé en lui-même ce premier acte, sans remonter jusqu'au problème de la liberté. Lors du premier acte, il a eu quand même plusieurs actes à envisager. Pour que l'un ait réussi à triompher, il avait quelque force propre, supplémentaire. D'où puise-t-il cette force? C'est ce que nous allons essayer de déterminer.

La similitude sociale. Imitation d'autrui. — Jusque-là, nous avons supposé que seuls, des états venant directement de la conscience elle-même, venaient troubler le calme intérieur. Mais, parmi les états de conscience, un grand nombre viennent du dehors, du milieu, en général, et, en particulier, du milieu social. L'individu isolé, abstrait de la masse sociale dont il fait partie, s'imité lui-même. Mais l'imitation suppose l'invention. Lui-même peut inventer, et en fait, il invente tous les actes qu'il imite, car il ne peut les reproduire exactement comme les actes antérieurs, mais, de plus, il invente des actes originaux, et il est conduit à cette invention, acte créateur, cette fois, soit par des déductions, soit par simple accident. Qu'un de ces actes tombe dans une conscience particulière, qu'il y soit fixé, comme une image est fixée sur la plaque photogra-

phique, et, aussitôt, ce nouveau mobile de l'activité humaine entre en conflit avec tous les autres mobiles qui s'associent dans l'esprit de l'individu qui les pense, au moment où il les pense. De cette façon, se trouve transposé sur le plan social le problème que nous nous posions tout à l'heure dans le plan individuel. L'individu imite une autre personne ; ce phénomène paraît simple, mais il est triple, en réalité. Il se produit en trois phases.

D'abord, le possible générateur est répété intérieurement par le sujet percevant. C'est un état inconscient, automatique, sur lequel la volonté n'exerce aucune influence. Puis cet état fixé dans la conscience entre en conflit avec les autres possibles et la lutte commence, le duel logique se livre au fond de l'âme. De son issue résultera un être nouveau, ou bien l'être ancien subsistera. Suivant que l'imitation de soi-même triomphera ou non de l'imitation d'autrui, ou que le contraire se produira, l'individu s'adaptera ou non à la société.

Dans cette société, préexistante à l'individu, les inventions qui se sont succédé ont été d'abord froidement accueillies puis imitées. Celles qui se sont révélées les plus viables ont survécu aux autres et se sont figées en usages et en coutumes, lesquelles souvent ont été codifiées. La société est donc une donnée primitive, préexistante à l'individu.

A un moment donné de son histoire, elle est adaptée à ses fins, puis, une fois cette matérialisation opérée, vient une période d'engourdissement, où la routine vient répéter constamment la monotonie de l'état existant. Le seul moyen de sortir de cette torpeur est de créer quelque chose de nouveau. Un acte libre peut le créer, de même que, selon Bergson, la matière crée des formes sans cesse nouvelles, pour continuer son évolution créatrice, sans

laquelle les êtres vivants ne seraient que les jouets de la nature. Les sociétés agissent comme la nature. Elles créent sans cesse, puis fatiguées sans doute d'un long effort, s'engourdissent pour se réveiller ensuite, sous une nouvelle poussée créatrice. A cet état de torpeur correspond une tendance imitative routinière, dépourvue d'originalité des individus. La coutume revit, sans cesse renouvelée par les générations successives. Puis un effort nouveau, un acte libre crée une nouvelle forme d'activité, qui vient se surajouter à la précédente, et la supplanter ou la combattre.

Telle est la façon par laquelle on pourrait résumer la théorie de Tarde sur le milieu social, sur l'imitation, principe de la société. Une multitude d'inventions, aussitôt imitées, créent un état d'esprit spécial, à un moment donné de sa genèse. C'est cet état d'esprit, exprimé ou non en lois, ou perpétué en coutumes, dictons, maximes populaires, qui forme le fond commun que chaque individu recueille, trouve en naissant, et apprend de ses contemporains. Si les éducateurs interprètent fidèlement les règles de ce sens commun, ils forment un être semblable à eux au point de vue mental. Il voit, il pense, il agit, comme ceux au milieu duquel il vit, et ce, grâce à l'imitation, lien qui unit les êtres entre eux, qui les adapte et les assimile les uns aux autres. L'être est semblable à son milieu, et c'est cette similitude sociale qui sert de fondement à la responsabilité pénale. Telle chose étant tolérée dans tel milieu, l'individu qui la conçoit n'est pas coupable d'une faute. C'est la direction donnée aux penchants par l'éducation commune, la coutume régnante, l'autorité des aïeux et des contemporains qui engendre l'idée de délit.

Formation de l'idée de délit. Conflit entre l'identité individuelle et la similitude sociale. — Reprenons maintenant les

deux idées que nous avons examinées précédemment. La responsabilité du délinquant, sa culpabilité est fonction de deux choses, inséparables l'une de l'autre :

1° L'identité individuelle,

2° La similitude sociale.

Plusieurs hypothèses sont à envisager. Si l'identité individuelle fait défaut, en même temps que la similitude sociale, l'individu est bien un délinquant, dans le sens pénal du mot. Il y a bien, au point de vue objectif, une infraction, mais l'individu n'était pas lui-même au temps de l'action : c'est une personnalité seconde, cachée sous le même corps, qui a accompli le forfait ; l'individu était dans un état d'ivresse (et encore, nous verrons qu'il y a lieu à discussion dans ce cas) ou bien il était fou. Il n'était pas normal, il ne pouvait pas comparer son acte à l'ensemble des actes accomplis par lui jusque-là, et sa conscience n'était pas à même de décider de ce qu'elle devait faire, c'est ce que nous examinerons, en traitant la question de l'irresponsabilité. Une seconde hypothèse est celle où la similitude sociale seule fait défaut, elle est plus délicate que la première. Elle suppose un individu resté semblable à lui-même, identique à lui-même, mais non en accord avec son milieu social. Dans ce cas un individu sain, d'une nature constante et constamment guidée vers le même idéal, se révolte contre l'état de choses existant qu'il juge mauvais. Il veut rallier à ses idées toute la multitude, en faire un être pensant et agissant comme lui, s'adapter la société, au lieu de s'adapter à elle. Cet individu dans la société est le germe qui propagera une idée nouvelle, et de même que chez l'individu en présence de plusieurs possibles, la lutte s'engagera.

Certains individus restent fidèles à la tradition, les autres

cherchent à faire triompher l'idée nouvelle. Jusqu'au moment où cette idée triomphera, elle sera considérée comme subversive et son auteur sera en faute et réputé délinquant. Il se produit, dans la société à ce moment, une sorte d'aliénation d'un genre particulier, ce que Tarde appelle l'aliénation sociale.

Reprenons notre étude sur la société criminelle. Il est des individus dans la société, qui vivent en dehors de cette société et en combattant les principes fondamentaux, ceux dont les lois positives sanctionnent le manquement. Ce sont des principes essentiels, sans lesquels une société bien organisée ne pourrait pas vivre : le délinquant s'oppose à ces principes. La société est-elle organisée sur la base de la propriété privée : il va porter atteinte à cette propriété, en volant. La vie d'autrui, la personne d'autrui doit être respectée, le délinquant reniera ce droit par un meurtre, un viol, des coups et blessures. De tels individus sont néfastes au bon fonctionnement du corps social. Ils sont, comme l'a justement remarqué Lacassagne, les microbes de l'organisme, et les gendarmes, la justice, seraient les globules blancs. Ce sont des inadaptés, des étrangers à la société dans laquelle ils vivent. Mais comment se fait-il que le corps social contienne en lui-même de tels germes mauvais, principes de sa destruction ? Comment de tels individus ont-ils pu apparaître au sein de la société, et s'y développer ? Le jeu de l'imitation, tel que nous l'avons vu fonctionner, va nous fournir l'explication.

Tout d'abord, il importe d'écarter une question, qui vient tout naturellement à la pensée : quelle est l'origine première du milieu criminel, comment le premier délinquant est-il apparu ? Pour résoudre cette question, il nous faudrait sortir du terrain de la sociologie et de la psycho-

logie, pour pénétrer dans celui de la philosophie religieuse et de la métaphysique. D'ailleurs la science pénale n'a pas à entrer dans de tels détails, et elle accepte les faits tels qu'ils sont, au moment précis où elle les étudie. C'est aussi ce que nous ferons et, au lieu de remonter jusqu'à Caïn, nous nous placerons immédiatement en face d'un homme, quand il délibère sur le parti à prendre, alors qu'il a le choix entre deux voies, également possibles, mais sanctionnées différemment. Va-t-il rester honnête, continuer la vie qu'il a menée jusqu'alors, en conformité avec la conscience sociale du moment, ou bien va-t-il choisir la carrière criminelle ? S'il est bon, va-t-il rester bon, ou devenir mauvais, s'il est mauvais, va-t-il changer de direction ? Tel est le problème qui se pose en chaque individu, qui se trouve en face de l'alternative à laquelle il est soumis. Mais pour quelle raison l'individu va-t-il se trouver dans cette alternative ? S'il vit dans un milieu vertueux, s'il a été élevé dans l'horreur du crime, il ne songera même pas à s'élever contre l'état des choses existant. Les habitudes honnêtes, contractées grâce au séjour dans le milieu honnête où il vit, lui font éliminer immédiatement tous les mobiles mauvais qui viendraient à sa pensée, si toutefois ces mobiles se présentent. Or, quel est le premier milieu où vit l'homme ? C'est la famille, ce sont le père et la mère, qui seuls, peuvent avoir une influence profitable sur l'enfant, dès son plus jeune âge. Outre les prédispositions naturelles héréditaires que la famille peut communiquer à l'enfant, il y a les prédispositions acquises. L'enfant est un grand observateur. Tous les gestes de ses parents sont recueillis dans son cerveau. Dès qu'il comprend la langage parlé, aucun mot, même sorti involontairement de la bouche de ses parents, ne lui échappe, et l'on peut dire que le milieu

familial, lien social primaire, qui attache l'enfant, dès sa naissance, joue un rôle aussi grand, sinon plus grand, que le lien héréditaire. Ce lien social qui découle de la famille, Tarde l'a mis soigneusement en lumière. Lui-même, nous l'avons vu dans sa jeunesse, avait reçu de ses parents et de sa mère, en particulier, une éducation propre à lui inspirer cette vie qu'il a menée. Le lien qui l'unissait à sa famille était pour lui un lien sacré, que rien n'aurait pu remplacer; or d'où vient le plus fort contingent de l'armée du crime? D'où viennent les plus dangereux malfaiteurs? La réponse est bien simple, et Tarde la formule dans la *Philosophie pénale* : « La carrière criminelle, dit-il est celle où on entre le moins par libre choix. » Il remarque que, de toutes les carrières, c'est celle où la transmission héréditaire peut jouer dans les conditions les plus défavorables et le plus rarement. En effet, le criminel, par son caractère antisocial, est inapte à la vie. La fréquentation des prisons le tue s'il n'est pas éliminé directement, par une condamnation capitale. De plus, étant toujours traqué, poursuivi, il ne cherche pas à fonder une famille, à créer un foyer; il évite le mariage et se contente de liaisons peu durables; d'où naissent des enfants naturels sans famille, qui seront facilement abandonnés, ou qui par suite de tares physiques accumulées au fur et à mesure des rencontres, les rendent chétifs, maladifs, incapables de vivre longtemps. Ce n'est donc pas dans l'hérédité qu'il faut chercher la cause première de la production des criminels, tout au moins des grands criminels (et cette restriction aux grands criminels de la non-transmission héréditaire des caractères acquis est de grande importance). Les délinquants se recrutent surtout parmi les enfants abandonnés. « On y est jeté dès sa naissance; c'est le cas habituel. La plupart des meurtriers

et des grands voleurs ont commencé par être des enfants abandonnés, et le vrai séminaire du crime doit être cherché sur chaque place ou chaque carrefour des villes, petites ou grandes, dans ces volées de gamins pillards, qui, comme des bandes de moineaux, s'associent pour le maraudage d'abord, puis pour le vol, à défaut d'éducation et de pain au logis » (p. 250). Tous ces enfants abandonnés à eux-mêmes ont les mêmes besoins que tout le monde; ils doivent se nourrir, se vêtir, etc... Mais, n'ayant pas acquis, dans leur jeune âge, le goût du travail, ils deviennent de plus en plus paresseux, ou ne songent même pas à travailler. Un métier stable les effraie. Ils quittent leur travail quelques jours après l'avoir commencé. Ils sont incapables d'effort soutenu, et par conséquent de faire un apprentissage sérieux. Ils végètent, cherchent la distraction dans les bas-fonds de la société, dans les plaisirs immoraux « du milieu » : les filles publiques deviennent leur gagne-pain, et la prostitution, leur moyen de vie normal. Toute la journée se passe à surveiller l'entrée de l'argent, et à dépenser cet argent. Ils deviennent ivrognes, jaloux, querelleurs et leur paresse se développe dans des proportions inquiétantes. Leur dignité n'existe plus, ils ne craignent même pas la justice ni l'opinion publique et ils ne recherchent que la popularité. Tant qu'ils vivent en liberté, ils veulent être les rois du quartier et ils regardent tous les autres comme des inférieurs. Dans la bassesse où leur esprit est tombé ils ne voient plus qu'eux et ils cherchent à émerger de cette vase. S'ils comparaissent en cour d'assises, ils cherchent à se rendre avantageux et leur joie n'a d'égale que leur orgueil quand ils voient leur nom ou leur photographie en première page des journaux.

Cette catégorie de criminels, souteneurs professionnels,

est extrêmement dangereuse, en raison de la solidarité qui unit les membres de cette pègre entre eux. Tous les individus qui composent « le milieu » ont déjà été condamnés, soit pour vagabondage spécial, soit pour infractions plus graves commises par eux antérieurement. C'est vraiment un titre indiscutable, pour un « homme du milieu », que d'avoir son casier judiciaire orné de plusieurs condamnations. De plus, ils sont constamment poussés au crime par leur caractère ombrageux et le désir de faire usage des armes qu'ils portent toujours sur eux. Sans doute la police connaît leur signalement, mais elle ne peut pas toujours mettre la main sur le coupable, que son entourage connaît mais qui n'est jamais « vendu » par lui, à cause de la crainte qu'il inspire et de la vengeance possible.

Mais pourquoi donnons-nous une si grande importance à cette partie du milieu criminel, et n'abordons-nous pas d'emblée, la question qui concerne le milieu en général ? La raison est bien simple. Nous nous occupons de la criminalité parmi les enfants abandonnés. Rejetant l'hérédité comme cause unique de la production des criminels, Tarde dit : « Peut-être on naît vicieux, mais à coup sûr on devient criminel. La psychologie du meurtrier c'est, au fond, la psychologie de tout le monde, et pour descendre dans son cœur, il nous suffit de sonder le nôtre » (*Phil. pén.*, p. 254). Or, que constatons-nous en nous observant nous-mêmes ? Nous trouvons peut-être ces dispositions naturelles à bien faire, mais que deviendraient ces dispositions, si nous les amortissions, si nous les refoulions derrière le champ de notre conscience ? Elles seraient annihilées et disparaîtraient rapidement. Ce sont des tendances, des inclinations, qui, si elles ne sont pas cultivées s'étioilent, et finissent par faire place à d'autres tendances, d'abord inexis-

tantes, qui grossissent et occupent le premier plan du champ de la conscience. Chez l'enfant les bonnes tendances qu'il peut avoir en naissant disparaissent vite si elles ne sont pas cultivées. Abandonné à lui-même il se lie avec d'autres enfants, court les rues, et, dans les grandes villes, il est attiré vers les petites rues, mystérieuses, où sa curiosité trouve un champ nouveau d'exploration. Il lie connaissance avec les « voyous » qu'il admire pour leur force et leur ascendant, et, prenant de l'âge, devenu un jeune homme, puis homme, dégoûté du travail, passionné d'aventures, la tête souvent farcie de romans policiers, souvent complices et recéleur des grands criminels, il devient à son tour un dangereux individu, qui n'attend qu'une occasion pour prouver sa capacité à faire le mal. Tel semble bien être le type du criminel-né que décrit Lombroso. Il n'est pas né tel, mais il est devenu tel, par suite des hasards de sa naissance, qui l'ont placé dans une situation défavorable aux influences bienfaisantes de la bonne éducation. L'homme naît sociable, mais il devient antisocial quand il fréquente les individus antisociaux. Il a des tendances à l'honnêteté, il a des prédispositions à discerner le bien du mal, mais s'il vit dans le mal, il finit par ignorer le bien, à agir mal sans s'en apercevoir, automatiquement. Elevé sans scrupules il vit en dehors de tout scrupule, ne conçoit même pas l'idée d'un scrupule. Criminel d'occasion, il devient criminel d'habitude. L'idée de la peine possible ou même probable ne l'arrête même plus. Il persiste dans ses idées mauvaises, récidive, se forme une mentalité à part, en même temps qu'une physionomie à part, un genre particulier. Ce masque grimaçant, ces rictus, que Lombroso a cru pouvoir remarquer sur le criminel, et dont il a fait les caractéristiques du criminel, ne peuvent-ils pas s'expliquer

uniquement par cette imitation du vétéran, par le néophyte, de même qu'il se fait tatouer pour avoir des points communs avec lui. Les caractères physiques du « type criminel » de Lombroso ne seraient-ils pas seulement de simples habitudes musculaires, consécutives à une imitation des autres, répétées volontairement ou involontairement. Ainsi seraient liés les deux processus physique et psychologique de l'imitation. Imitation des autres d'abord, imitation de soi-même ensuite : voilà comment naît et se développe un criminel. « La récidive, dit Tarde, naît du penchant à contracter des habitudes, à se copier soi-même » (*Revue phil.*, 1883).

Tel est le processus normal du développement du criminel. Ils ne suivent pas tous la même voie. Nous avons choisi le vagabond des grandes villes entre beaucoup d'autres, parce qu'il est caractéristique et de beaucoup le plus courant à notre époque. On aurait pu imaginer l'enfant en contact avec une bande de malfaiteurs, mais c'est toujours la paresse et l'appât du gain facile qui deviennent le mobile de son action. Il fait du crime sa profession, et il n'est pas étonnant qu'on l'ait pris pour un criminel-né.

Chez la femme l'abandon moral dans sa jeunesse peut entraîner des conséquences au moins aussi désastreuses que chez l'homme, sinon plus désastreuses. C'est la prostitution qui guette la jeune fille, avec toutes ses conséquences : l'avortement, l'infanticide, pour éviter de subir la honte que l'opinion publique attache à la qualité de fille-mère. Sortie de prison, si elle a été condamnée, il ne lui reste plus qu'à se prostituer si elle n'est pas recueillie par quelque personne ou établissement charitable.

On serait tenté de considérer comme non-coupables, de tels individus, chez qui l'absence d'assimilation sociale

contraste avec l'identité de la personne, et, en effet, ils sont moins responsables que celui qui a mûrement réfléchi son premier crime en envisageant les conséquences possibles. Il ne faudrait accuser que leur malheur, seule cause de leur dégradation ; mais cependant il leur faut une peine, mais la peine devrait être pour eux une occasion de les réadapter, de les rééduquer. Nous examinerons cette question plus tard.

Un autre moyen de devenir criminel s'offre encore, au condamné primaire qui sort de prison après l'expiration de sa peine. Il est quitte envers la société. Mais, cette société le considère comme en dehors d'elle-même. Déjà, pendant son séjour de prison, il a perdu pied avec le reste de ses semblables, et il n'est plus adapté à la vie sociale. Ici, le milieu social agit en sens contraire du milieu criminel. C'est un centre de répulsion, alors que les criminels sont un centre d'attraction. Réduit à des expédients s'il n'a pas assez de moyens de subsistances pour vivre, il doit songer à s'en procurer par tous les moyens. Parfois, il surmonte tous les obstacles, sa volonté de bien faire domine son penchant à mal faire : sa bonne conscience prend le dessus, et c'est un être nouveau, régénéré, qui naît.

Parfois, trop souvent, hélas ! dans la majorité des cas, l'ancien détenu aigri par le froid accueil de la société ne peut reprendre le dessus, se décourage, renoue connaissance avec des amis de prison, et commence une nouvelle vie pleine d'embûches. C'est un nouveau membre de la société criminelle, membre d'autant plus acharné à mal faire, d'autant moins scrupuleux, que la société aura été moins scrupuleuse à le rejeter. Dans la prison elle-même, il aura pu faire des connaissances précieuses pour sa carrière criminelle. Délinquant primaire il a rencontré des récidivi-

vistes; voleur, il a rencontré des assassins. A sa sortie de prison, il les retrouve et les imite, devient récidiviste à son tour.

Ainsi, deux pôles de sens contraire se partagent la société et tendent à attirer l'individu. Le pôle positif tend à l'attirer vers la société honnête et sage. Le pôle négatif tend, au contraire, à l'éloigner du bon chemin. Que l'un de ces deux pôles cesse momentanément d'agir, et l'être, faible par sa nature, court rapidement à sa ruine ou à son bonheur. Que le pôle positif domine, et ce sont les honneurs, ou tout au moins la considération et la sympathie qui accueillent l'honnête homme, qui vit en harmonie avec ses semblables; si, au contraire, le pôle négatif l'emporte, c'est la chute rapide le décri de l'opinion, la mauvaise réputation et le déshonneur. Entre les deux pôles, il n'y a pas à hésiter; on ne peut pas rester neutre ou chercher un compromis. On est obligé d'opter pour l'une ou l'autre des deux solutions nécessairement. L'une des deux doit être plus forte que l'autre; le bien et le mal sont deux contradictoires, qu'il est, par conséquent, impossible de concilier. Pendant la délibération, la conscience envisage comme également possibles les deux solutions, mais, de cette délibération doit sortir un seul acte, l'action devant être une et indivisible.

Mais dira-t-on, à quoi sert ce droit d'option, si la volonté est attirée nécessairement et obligatoirement vers un des pôles de la vie sociale. C'est ce dont nous nous apercevons après l'accomplissement de l'acte. Habitude n'implique pas déterminisme. Imitation n'implique pas nécessité. On imite par instinct ou par habitude, mais la volonté chez l'homme est justement capable de battre en brèche l'instinct lui-même. L'instinct ne donne qu'une direction géné-

rale : il ouvre la voie à plusieurs possibles, mais, une fois la porte ouverte, rien n'empêche de se diriger vers le chemin le moins probable. Les arguments du déterminisme se retournent contre lui. Si, au lieu de regarder l'acte une fois accompli, nous remontons, par intuition, au moment où il existait à l'état de possible, avec d'autres actes également possibles, nous pouvons dire sans doute que l'acte qui s'est accompli devait s'accomplir, qu'il ne pouvait pas en être autrement, mais nous pouvons dire aussi, que dès que l'individu a conçu un autre acte, avant d'agir, cet acte pouvait aussi bien exister, et l'individu était libre de choisir.

Lors de son premier acte criminel, le délinquant primaire n'est pas plus libre que le récidiviste qui a subi plusieurs condamnations. L'un et l'autre peuvent aussi bien peser les conséquences d'une mauvaise action, mais la volonté du primaire n'a pas subi autant d'échecs que celle du récidiviste. L'un est un criminel qui se fait lui-même plus qu'il n'est fait par la société. L'autre, au contraire, a vu s'émousser sa volonté; il l'a vue s'affaiblir en même temps que s'affaiblissait le lien qui le rattachait à la société normale. Le délinquant primaire peut puiser dans sa volonté toute neuve, non encore éprouvée, la force nécessaire pour résister au désir de suivre les mauvais exemples. Le récidiviste, surtout s'il a débuté jeune, ou si enfant, il n'a jamais pu éduquer sa volonté, est incapable de réagir contre les mauvais penchants qui l'attirent.

Au fond, faiblesse de volonté, faiblesse de cœur, faiblesse de caractère, faiblesse de l'intelligence, tels sont les traits principaux qui caractérisent le criminel de profession. C'est un faible, et peut-être sa faiblesse de volonté pourrait-elle être la seule explication plausible de toutes ses autres fai-

blesses. Il se fait redouter parce qu'il ne peut pas vouloir autrement que par la force; il vole, il tue, parce qu'il ne peut pas vouloir assez fortement pour se procurer honnêtement des subsistances, ou qu'il ne peut pas convaincre suffisamment son adversaire. Il suit les mauvais exemples parce qu'il ne peut pas vouloir y résister. Il est dur pour les autres parce qu'il est dur pour lui-même, et ne veut pas que les autres soient sensibles. Cette faiblesse du criminel peut sembler bizarre à première vue, mais elle seule peut donner une explication satisfaisante des traits caractéristiques du criminel. Est-ce une raison pour l'excuser? Nullement. Il n'est nullement irresponsable, et, de plus il est dangereux pour la société, mais, au lieu de le bafouer, de le considérer comme un paria, un rebut, la société doit s'efforcer de le corriger, tout en le châtiant, et ce n'est qu'en éduquant à nouveau sa volonté qu'elle pourra y arriver. Nous examinerons cette question à propos des remèdes à apporter à la criminalité. Pour le moment, une autre question, qui touche la précédente de bien près, doit être examinée attentivement. Le criminel est-il anormal, et, s'il est anormal, dans quelles conditions l'est-il, et quel genre d'anomalie présente-t-il?

§ 3. *L'anomalie du criminel.*

Des conclusions précédentes, il semblerait résulter que le criminel est un faible d'esprit, un débile mental, sinon un fou véritable, complètement irresponsable. Cette solution serait trop absolue, car toute répression deviendrait inutile. Or, l'expérience de plusieurs siècles a montré les bienfaits de la répression, tant sur les honnêtes gens que sur les criminels, tant sur les criminels accomplis que sur les

criminels en puissance. S'ils étaient fous ou présentaient des lésions physiques, la répression n'agirait en rien sur eux. De plus, les criminels s'imitent entre eux; rien de semblable n'existe chez les aliénés, qui ont tous leur genre original de folie. Sans doute, on peut rattacher chaque cas de folie à un cas plus général, à un genre de folie, mais chaque fou a sa manie propre, ses haines propres, ses souffrances, ses plaisirs propres, etc.

Est-ce à dire que le criminel est normal, ressemble à tout le monde, au point de vue mental? Non, car si dans certains cas seulement il présente des tares physiques, comme nous l'avons vu, dans tous les cas il présente des tares psychiques. Sans doute, dans l'étude qui nous intéresse, nous ne parlons que des délinquants d'habitude, récidivistes, criminels de profession, en laissant de côté ceux qui, par la colère, provocation, ivresse, folie ont été entraînés au seul crime de leur vie. Ce seront surtout des meurtriers, qui entreront dans cette catégorie, car le vol qualifié, le plus grave, tout au moins, nécessite une certaine réflexion qui fait défaut justement à la majorité des criminels d'occasion. Mais nous ne voulons pas dire que ce ne sont pas des criminels, loin de là, mais par le fait même qu'ils ont commis un vol ou un meurtre, le seul de leur existence, on ne peut pas dire qu'ils sont des professionnels de l'infraction. Ils ne deviennent intéressants à notre point de vue que s'ils sont entraînés, par là même, sur la pente du vice.

Ceci dit, en quoi le criminel peut-il être anormal? Il convient, en premier lieu, d'éviter une confusion. Le criminel est un anormal, parce que criminel. Il est frappé d'une anomalie qui voisine avec l'aliénation mentale proprement dite, mais il n'est pas fou. Le fou, dans une crise de fureur, par exemple, peut commettre un meurtre, mais il le com-

met parce qu'il est fou, parce qu'il est poussé par une force intérieure, alors que le criminel n'est anormal que parce qu'il est devenu tel à la suite de fréquentations mauvaises qui l'ont poussé au crime. Son anomalie psychique a des caractères propres plus faciles à saisir que son anomalie physique et plus facilement généralisables et divisibles en catégories. Elle montre mieux l'influence de l'imitation des autres, qui peut ne pas se produire physiquement. Un tic, un jeu de physionomie peuvent très bien s'imiter, les acteurs excellent dans ce rôle mais tout le monde ne peut pas se créer à volonté, une physionomie spéciale, malgré tous les efforts qu'il fait pour arriver à ce but. Combien une habitude, surtout mauvaise est plus facile à contracter ! On violente un peu sa conscience, on admire ceux que l'on craint, et on arrive tout naturellement à faire comme eux. On craint celui que l'on estime supérieur à nous, on subit son ascendant sans aucune résistance, et l'admiration est un bon terrain, bien préparé pour recevoir les actes imitables. Nous avons dit que le criminel était un faible. Insistons sur cette idée, qui paraît bien être le caractère essentiel de son anomalie. L'imitation suppose un imitateur et un imité. L'imitateur subit l'ascendant de l'imité, une force qui l'attire vers son modèle, le fascine en quelque sorte. L'idéal, pour le chrétien, c'est de vivre comme le Christ, pour le disciple, de vivre comme le maître. Sans doute, il faut quelquefois des âmes fortes, pour braver l'opinion, comme l'ont fait les premiers chrétiens, mais leur force, ils l'ont puisée dans leur faiblesse. Les souffrances du Christ leur ont fait oublier leurs propres souffrances. Un moment d'extase ou d'abandon suffit pour jeter au feu tout le passé. Mais dans l'extase, il n'y a qu'une idée, celle avec laquelle l'être coïncide. Il n'y a pas combat, mais capitulation sans

combat. Sans doute on a cherché l'extase, on a pu la vouloir, au prix de durs sacrifices, quelquefois, mais une fois obtenue, il ne reste plus qu'un champ de bataille désert. Le même phénomène se produit chez le criminel (il s'agit toujours du véritable criminel, qui agit froidement, après une longue préparation, non pas du criminel d'occasion, qui agit sous l'empire de la colère ou de l'alcool); l'idée du forfait qu'il va accomplir grandit jusqu'à occuper dans son cerveau une place considérable, sinon tout son esprit. Il lui faut agir. Il se sent attiré par cette force mystérieuse, et il se trouve en quelque sorte soulagé, quand, son forfait accompli, il n'aura plus qu'à attendre le verdict et l'arrêt qui règlera sa situation. Bien souvent il ne sera rappelé à la réalité qu'à sa sortie de prison, et alors ou bien il aura réfléchi, et n'aura qu'une pensée : se racheter aux yeux de la société, refaire sa vie sur de nouvelles bases, rechercher ce qui pourra l'aider à cette conversion, ou bien il aura noué de nouvelles connaissances, subi d'autres ascendants et aussi fait subir son ascendant à d'autres; l'effet ne tardera pas à se *faire sentir*. Voilà ce qu'est le criminel et avant tout ; un faible de caractère, dont la volonté, agissante au début, n'agit plus pour discerner le bien du mal. Elle n'agit plus que par éclipses, pour lui permettre d'accomplir ses actes mauvais. Tous les caractères psychologiques du criminel peuvent être expliqués par ce manque de fermeté, qui peut passer souvent pour de l'entêtement.

Quels sont donc ces caractères originaux, qui font du criminel un anormal psychologiquement ? Pour ce qui les concerne, Tarde ne les discute pas comme il discute les caractères physiques. Il semble les admettre sans difficulté; de nombreux écrits en font foi, articles de revues, passages de ses livres. A l'inverse de l'école italienne, il

ne les rattache pas à des anomalies physiques concomitantes; mais il les isole, les abstrait, pour les rattacher plus étroitement à la personnalité de l'individu qu'il observe. Pour l'école lombrosienne, les caractères physiques du criminel ne sont que des conséquences d'anomalies physiques : folie, épilepsie, vieillesse, alcoolisme, etc... Elle va même jusqu'à rattacher le criminel à des groupements humains, en le comparant au sauvage, à un être non évolué, en le comparant à l'enfant. La race criminelle est une race dégénérée physiquement et moralement. Il n'en reste pas moins que ses caractères existent. Garofalo les décrit d'une manière assez complète, dans un article de la revue philosophique (*R. phil.*, 1807.1). Ce qu'il remarque tout d'abord, c'est l'absence de sens moral, l'insensibilité morale. Chez les condamnés des maisons de force, il note une grande impassibilité, l'instabilité de leurs émotions, de leurs goûts, une passion effrénée pour le jeu, pour le vin, l'orgie. « Leur imprudence, dit-il, et leur imprévoyance sont deux caractères qui les distinguent surtout (p. 233). Même devant le public des cours d'assises, ils font des révélations cyniques. Incapables de remords et de regrets aucun mouvement ne trahit leurs émotions lorsqu'on leur parle de leur victime. » Dostoïewski les décrit moroses, envieux, effroyablement vaniteux, présomptueux, susceptibles et formalistes à l'excès, ne révélant par aucun signe leur honte ou leur repentir? Leurs rêves sont entrecoupés de cauchemars, où ils parlent à voix haute et où reviennent souvent des termes d'argot, des injures, des évocations de couteaux ou de haches. Ils aiment à parler de leur forfait à qui veut bien les écouter avec un cynisme déconcertant et leur victime est souvent mise en jeu, tel ce paricide qui disait : « Mon père par exemple, jusqu'à sa mort, n'a jamais été malade. »

Par tous ces caractères, Lombroso prétend rapprocher le criminel du sauvage qui, lui aussi, est insouciant, égoïste, n'a pas le sens moral. L'enfant lui-même a des ressemblances avec le criminel, par sa cruauté, son penchant à faire le mal, son égoïsme et son insouciance. Le criminel ne serait qu'un individu dont l'évolution, tant contemporaine que dans l'histoire, tant sous nos yeux que dans le cours des siècles, s'est arrêtée à un certain niveau. Le criminel se distinguerait donc par un caractère régressif très accentué, qui l'abaisse au-dessous du niveau social actuel.

Tarde ne pouvait admettre cette théorie, malgré son aspect séduisant : Que les criminels aient des traits psychologiques très originaux, c'est peu contestable, de même qu'il ne peut contester l'existence des caractères physiques spéciaux. Mais de là à admettre que le criminel ne serait qu'un rappel du passé, que ses signes distinctifs soient une survivance de caractères anthropologiques disparus ou le résultat d'une évolution restée stationnaire dès son début, il y a une différence énorme.

Ce que Tarde reconnaît chez les criminels, c'est une faible aptitude à souffrir physiquement, plus faible encore à aimer et à compatir. Chez eux, pas de culture élevée, d'où peu de généreuses affections. La base de l'idée morale étant la pitié, la bonté, l'amour, c'est là qu'il trouve son argument le plus solide et le plus convaincant. Les mal-fauteurs sont essentiellement vaniteux. La galanterie n'est pas précisément leur point faible et ils sont moins cupides, moins galants qu'ivrognes. « De leur conversation, dit Tarde, ce qui ressort surtout c'est outre leur insensibilité et leur imprévoyance profondes, leur vanité incommensurable, d'où leur ridicule amour de la toilette et des bijoux et leur prodigalité après le crime » (*R. phil.*, 1885.1.

603). Combien nous sommes loin, avec ses caractères, du primitif et du sauvage. « Je ne vois aucun type anthropologique, qui, de tout temps, ait mérité l'épithète de criminel » (p. 606). Si la vengeance est un des caractères du criminel, elle n'a pas la même origine que chez le sauvage, qui y voit plutôt un moyen religieux de laver son honneur ; le sauvage a des croyances, des cultes et la moindre infraction à ces coutumes est un péché mortel. Le criminel, au contraire, est l'être antisocial par excellence : alors que le sauvage agit ou croit agir dans l'intérêt de son milieu, le criminel agit contre cet intérêt. Du même sentiment de religiosité découle également la férocité du sauvage, qui croit faire plaisir à ses idoles. La gaieté du criminel n'est pas la même que celle du sauvage. C'est une gaieté cynique chez l'un, naturelle chez l'autre. Elle se développe, ainsi que le jeu, qui constitue une forme d'activité normale du sauvage, un déploiement de l'action pour l'action, sans contre-partie, alors que le criminel agit dans un but intéressé, joue par paresse, rit sans être gai et pour des motifs absurdes.

Deux traits surtout, analogues chez les uns et les autres et dans lesquels les anthropologistes italiens croient trouver un suprême argument, sont nettement différents chez le criminel et le sauvage : ce sont les tatouages et l'argot.

Le tatouage d'abord. Chez l'un et chez l'autre, il résulte de coutumes, mais ces coutumes sont très différentes quant à leurs origines, d'abord, et quant à la manière dont ils sont appliqués. Chez le sauvage, les tatouages procèdent d'une idée religieuse, mystique. Ils sont faits le plus souvent pour servir de masque, pour effrayer l'ennemi dans les guerres fréquentes entre les tribus, pour

lui inspirer une sainte terreur qui pourra le mettre en fuite. Ce seront des signes mystérieux, des formules magiques destinées à chasser le démon malin et à attirer les esprits favorables. Rien de semblable chez le criminel, chez qui d'ailleurs le tatouage n'est pas une originalité qui lui est propre, mais bien une habitude facilement communicable dans toute collectivité, où les individus sont en rapports assez étroits. Les tatouages sont fréquents dans les classes inférieures des populations civilisées, les marins, les militaires, etc... Il semble que ce soit chez les marins que cette mode s'est communiquée tout d'abord, par suite de leurs fréquents rapports avec les sauvages. Ils ont enlevé au tatouage son caractère mystique, tout en lui conservant son caractère matériel. Rien, mieux que le tatouage, ne prouve l'influence de l'imitation et sa facilité de propagation dans les collectivités. Cependant, si la lettre y est, l'esprit est tout différent. Ce ne sont plus, chez les civilisés, des formules magiques et expressives, mais des inscriptions absurdes, prétentieuses, cyniques, à prétentions sentimentales, des cœurs percés de flèches, des têtes ou des corps de femmes, chez l'homme, des formules ou dessins érotiques. La femme hésite plus que l'homme à se faire tatouer, ce qui s'explique d'ailleurs par ce fait qu'elle vit moins souvent que lui en collectivité et cette habitude dans le sexe faible ne se rencontre guère que chez les prostituées, où elle prend les formes les plus bizarres, dénotant une mentalité d'où toute pudeur est exempte. A propos des tatouages chez les condamnés, Tarde fait une remarque assez intéressante : « Cette mode, dit-il, a dû se propager chez les condamnés, plus rapidement qu'ailleurs, grâce à leur insensibilité cutanée, si bien démontrée par notre savant auteur (Lombroso) et par suite aussi

des longs ennuis de la prison » (p. 614). Une autre remarque intéressante, c'est que, chez les malfaiteurs, il est très rare de rencontrer des tatouages sur la face, ce qui les rendrait trop facilement reconnaissables, et pourrait entraver leurs exploits futurs. Chez le sauvage, au contraire, ce sont surtout les parties visibles du corps qui sont recouvertes de tatouages et la tête, plus peut-être que le reste du corps.

Passons maintenant à l'argot. Pas plus que le tatouage, l'argot ne nous permettra de rapprocher le malfaiteur du sauvage et du primitif. Il a un caractère professionnel très marqué; chaque métier a son langage technique et le métier criminel comme tout autre a le sien. Là encore, nous pourrions faire une comparaison avec l'argot du « milieu », parlé dans les bas quartiers des grandes villes par les individus vivant de la prostitution. Nous verrions ainsi, grâce à l'identité entre ces deux langages, l'étroite parenté qui rapproche le milieu criminel du milieu de la débauche. Les expressions rappellent parfois celles du langage enfantin : les surnoms surtout sont des abréviations. Elles sont grossières, bestiales et bestialisent tout ce qu'elles touchent, très métaphoriques et parsemées d'images triviales. Au lieu de mourir, ils diront crever; la bouche devient le bec ou la gueule. On dira d'une femme enceinte, qu'elle a un polichinelle dans le tiroir. Ce ne sont que des exemples mais qui montrent bien la vulgarité de cette langue dégénérée. Au contraire la langue des sauvages a une certaine saveur originale. Elle est toujours grave, jamais plaisante, jamais ironique, très imagée et imitative sans exagération, ne cherchant jamais à salir l'objet de la pensée. Ce n'est pas une déformation d'une langue évoluée, mais une langue qui a conservé toute la saveur expressive de son origine, conservée pendant

des siècles sans grand changement. La différence est donc très profonde et la conclusion de Tarde est très catégorique à ce sujet : « Malgré des ressemblances anatomiques et physiologiques, mais non sociologiques incontestables avec le sauvage préhistorique ou actuel, le criminel-né n'est pas un sauvage, pas plus qu'il n'est un fou. Il est un monstre et, comme bien des monstres, il présente des traits de régression au passé de la race ou de l'espèce, mais il les combine différemment et il faudrait se garder de juger nos ancêtres d'après cet échantillon. Cela ne veut pas dire que je conteste l'apparition, par ricochet héréditaire à grande distance, des caractères ou de quelques caractères propres au délinquant-né..., mais ce que je conteste, c'est que la délictuosité du délinquant-né se trouve expliquée par là » (*R. phil.*, 1885.1.617). De ce que la femme présente beaucoup de caractères communs avec le sauvage, on ne concluera pas qu'elle est un sauvage transplanté dans le monde civilisé. Elle présente beaucoup de caractères physiques et psychiques du criminel-né : elle est imberbe, ses muscles sont moins forts, elle est souvent ambidextre, le poids de son cerveau est plus faible et ses cheveux plus touffus. Elle est imprévoyante, vaniteuse, facilement imitatrice, stérile d'inventions. En revanche elle est bonne, dévouée, religieuse, superstitieuse comme le sauvage et attachée comme lui aux traditions. « Ce qui fait son charme, dit Tarde, et même son innocence, ce qu'elle a de meilleur moralement, n'est-ce pas ce goût de sauvagerie qui persiste en elle, en dépit de toute culture. »

Tels sont les caractères psychologiques, qui font du criminel un monstre, d'une nature spéciale, un monstre moral et qui le distinguent du fou proprement dit, de l'épileptique, etc..., que nous allons maintenant étudier.

CHAPITRE II

LE CRIMINEL ANORMAL

Théorie de l'irresponsabilité.

Voilà encore un terrain où Tarde attaque, de face, les idées lombrosiennes. Lombroso et ses disciples prétendaient prouver que le criminel n'est, ni plus ni moins, qu'un fou, ou un épileptique plus ou moins dégénéré : anomalies physiques et aliénation mentale sont étroitement liées chez le malfaiteur. D'après eux le criminel ne serait qu'un malade, un demi-fou, un individu d'une race dégénérée physiquement et moralement. Ce n'est pas le fou aliéné tel qu'on le conçoit, c'est un fou moral, présentant des caractères morbides très accentués, voisins de l'épilepsie ou même des caractères épileptiques proprement dits. Que faut-il penser de cette assertion ? Il semblerait à première vue que, de dire que le criminel est anormal à dire qu'il est fou, il n'y a qu'un pas ; c'est ce pas qu'ont franchi les auteurs italiens. Pour eux, le criminel-né et le fou moral sont proches parents. Le criminel-né ne diffère du fou moral que par une exagération marquée des caractères propres à celui-ci, avec lequel on peut, sans inconvénient,

le confondre. Chez lui, on rencontre la même vanité que chez l'épileptique, la même instabilité morbide, le mauvais caractère, lunatique et soupçonneux, la même obscénité, le même cannibalisme, la même tendance au suicide, les mêmes penchants à s'associer (dans les maisons de santé), la même manière de marcher. En outre, il existe des formes d'épilepsie sans vertiges, s'accompagnant souvent de tendances vénériennes, homicides, frauduleuses, incendiaires, chez des gens réputés honnêtes auparavant. Avec cette thèse, Lombroso concilie la criminalité par épilepsie et par atavisme. Les épileptiques ressembleraient à nos lointains aïeux.

Reprenant un exemple de Lombroso lui-même, Tarde va s'en servir pour réfuter sa théorie. Il s'agit d'un soldat italien nommé Misdéa, mauvais soldat d'ailleurs, mais reconnu normal. Un beau jour, dans un accès final d'épilepsie, il décharge son fusil sur ses camarades. Voilà, dit Lombroso, une preuve que l'épilepsie est cause de son crime et n'en est-il pas de même pour tous les criminels, qui, honnêtes jusque-là, cèdent soudain à de mauvais penchants ? Tarde réfute les arguments de Lombroso, avec son exemple même. « N'y avait-il pas, dit-il, chez Misdéa, indépendamment de l'épilepsie, l'étoffe d'un criminel » (*R. phil.* 1889, p. 455). Il y a eu exaspération, non création de tendances. Le dernier vertige épileptique a fourni à ses virtualités criminelles l'occasion de se révéler : c'est tout. D'autres influences auraient pu agir. S'il eut été bon, franc, généreux, laborieux, modeste, il eût été acquitté et enfermé dans quelque asile, malgré qu'un simple froissement d'amour-propre eût suffi à motiver son crime. Le criminel normal n'est donc pas un fou ni un épileptique, et Tarde conclut nettement en faveur de cette solu-

tion. Son acte, prémédité ou non, est voulu. Nous disions plus haut que, ce qui caractérise au plus haut degré le criminel, c'est sa faiblesse de volonté, mais faiblesse ne veut pas dire forcément absence. Le malfaiteur est un faible, chez qui la volonté de bien faire est presque nulle, et a été refoulée par la volonté de mal faire. Il semble qu'il n'envisage pas une solution autre que le crime, mais il doit pourtant certainement l'envisager. Sa volonté émoussée par les mauvais penchants, ne peut l'arrêter; ses passions l'ont maîtrisé. Voilà pourquoi nous disions qu'il est anormal, et Tarde, bien que ne tranchant pas la question sur ce point, laisse entrevoir souvent la solution. Il lui semble qu'une fascination agit sur le criminel et les passages que nous allons citer sont assez concluants à cet égard.

« Idée, résolution, préparation, exécution d'un crime, dit-il, ressemblent à une fièvre spéciale, comme l'impulsion au suicide, l'amour, l'inspiration poétique. Or, il est des crises de maladies constitutionnelles, d'où l'organisme sort refondu, et celle-ci est du nombre... avant d'agir, le futur coupable est agité, troublé, jusqu'au fond, par le vertige fascinateur, l'idée impossible à chasser, horrible à regarder, persécutrice. S'y précipitera-t-il? Ne s'y précipitera-t-il pas? Jusqu'au dernier moment il en doute encore » (*Phil. pén.*, p. 259). Le criminel est dans le même état d'esprit que le poète après ses premiers vers, l'amant après sa conquête, l'inventeur, l'artiste, le conquérant. Il est dans un état d'isolement pénible, qui lui fait refouler ses remords jusqu'au fond de sa conscience. Il ne considère pas les autres hommes comme ses semblables; ses seuls semblables ce sont les autres criminels. « Un meurtre est pour celui qui l'a commis, une idée fixe, comme l'idée du

génie, chez l'inventeur, comme l'image d'une femme chez l'amant. Se sentant chez lui, dans le milieu criminel, il imite ses seuls semblables, ceux qu'il juge seuls dignes d'être imités. Sa première faute connue de tous, il n'a plus de scrupules à en commettre de nouvelles. Une femme dont l'unique faute est rendue publique, est perdue à jamais, inévitablement le criminel est l'œuvre de son propre crime, autant que son crime est son œuvre; inévitablement aussi le criminel est l'œuvre en partie de la justice criminelle » (p. 605).

Rien de semblable chez le fou : sa voie est toute tracée et rien ne l'en fera dévier, sinon une intervention opportune. Tous les genres de folie que nous examinerons présentent ce caractère. L'individu anormal ne délibère pas, ne pèse pas le pour et le contre comme le criminel sain. Il n'a qu'un but : sa fureur l'emporte, et il ne peut y résister. « Le fou, dit Tarde, être isolé, étranger à tous, étranger à lui-même est, par nature, « insociable », autant « qu'inconséquent » et l'un peut-être, par suite de l'autre; il n'est pas « supra-social », en quelque sorte, comme l'homme de génie, il n'est « qu'extrasocial ». Le criminel, lui, est « antisocial » et par suite, sociable à un certain degré. Aussi a-t-il ses associations, ses usages, son langage propres » (*R. phil.*, 1855, p. 605). Chez le fou, le penchant à imiter est inexistant. Chaque fou a sa folie particulière, qui le distingue des autres fous, malgré les ressemblances approximatives entre eux. Nous allons passer en revue certains genres d'aliénation mentale et nous verrons rapidement les traits qui les caractérisent et les distinguent du criminel normal. Il arrive très fréquemment que, au cours d'une crise, un fou commette de graves infractions et il importe que ce criminel d'un genre spécial soit soumis

à un régime spécial. C'est un malade à soigner, non pas un coupable à châtier. Son crime accompli, il pourra, dans un intervalle lucide, et s'il se souvient, regretter son acte, mais rien, sinon une guérison complète, ne pourra l'empêcher de recommencer. Il admet difficilement et rarement de reconnaître cet acte comme sien; l'homme normal ne se reconnaît pas, dans le criminel. Le châtier, ce serait punir un autre homme pour lui; le reconnaître coupable serait la plus grande injustice. Il y a en lui une alternance de personnalités, une disjonction dans le courant normal de ses états de conscience, dont il faut, avant tout, tenir compte. Il faut le reconnaître comme irresponsable. Non seulement chez lui il y a désassimilation, absence de similitude sociale, mais il y a aussi absence d'identité personnelle. La folie rend doublement irresponsable; elle désassimile et elle aliène : elle nous fait étranger à notre milieu, en même temps qu'à nous-même. Elle rend réfractaire à l'imitation, et Tarde le dit expressément. « Le moi normal, ne dit, ne pense, ne sent rien, même dans la solitude, qui ne soit dit, pensé, senti sous l'empire inconscient et tout-puissant de l'exemple. Le moi anormal n'écoute et ne croit que soi-même » (*Phil. pén.*, p. 185). Tarde compare la vie à un train de chemin de fer, dont la volonté est le mécanicien. Le sens moral en est le frein. Dans certains cas, le frein n'obéit pas; il est insuffisant, par suite de circonstances internes ou externes : troubles sociaux, aliénation mentale. Ou bien le frein s'est rouillé ou brisé, dans les cas de perversion morale ou de folie morale qui précèdent la paralysie générale. Ou bien le frein conserve sa force habituelle, mais le mécanicien brûle les signaux, se trompe de voie et c'est la catastrophe inévitable, s'il

ne s'arrête pas à temps et ne fait pas machine en arrière. Dans certains cas la faiblesse anormale du frein provient d'une évolution pathologique, d'une vie de vices et d'infractions moindres aux lois sociales. Dans tous ces cas, il y a responsabilité plus ou moins complète. En cas de troubles sociaux, d'aliénation mentale, l'irresponsabilité est incontestable. Dans les cas de perversion morale ou de folie morale des paralytiques généraux, il n'y a pas responsabilité entière, mais il n'y a pas non plus irresponsabilité. Il y a demi-responsabilité. Dans les autres cas, la responsabilité doit être complète, sauf s'il y a lésion organique incontestable, entraînant des troubles cérébraux. La responsabilité n'est pas une extrémité dont le contraire est l'irresponsabilité. La responsabilité complète et l'irresponsabilité infinie sont les deux extrémités d'une même échelle, dont les échelons sont plus ou moins éloignés. Il est bien difficile de les décrire les uns après les autres, et il y a même là une impossibilité théorique, mais pratiquement les juges peuvent très bien voir des nuances entre les divers cas, et les circonstances atténuantes et les excuses servent à doser cette responsabilité, en même temps que la peine qui en est la conséquence. « Si donc, dit Tarde, la volonté n'a pas eu pour objet, au moment opportun, l'usage des forces morales dont elle avait la clé, c'est parce que le moi, dont elle est l'expression la plus pure, sympathisait avec la cause tentatrice et se l'appropriait, la faisait sienne. Sans doute, le moi, cela étant, n'a pas pu vouloir ce qu'il n'a pas voulu, mais cela prouve précisément que le moi est mauvais. Autre chose donc est de n'avoir pas pu vouloir résister à des tentations, et d'avoir voulu, mais de n'avoir pas pu leur résister. Ce sont là, deux genres de nécessités bien distinctes. La première

montre la perversité du moi, la deuxième atteste son malheur. Maudsley, dans *Crime et folie*, cite des cas de délits, symptômes d'une paralysie générale qui commence » (p. 161).

Tel est donc le caractère du fou proprement dit. Il agit sans pouvoir résister à l'impulsion qui l'entraîne. Le fou homicide se distingue des autres par le fait que le crime est contraire à son caractère véritable qui est doux. Tel est le cas de ce garçon coiffeur, dont parle Janet (*Automatisme psychol.*), qui, en rasant un client, fut pris du désir de lui trancher la gorge. Ne pouvant résister à la tentation, il se retira un instant mais l'impulsion était plus forte que sa volonté. Il suppliait qu'on lui liât les mains, qu'on le mit hors d'état de nuire. Son moi normal se révoltait, mais était impuissant à contenir le démon malin qui le combattait. Tel est encore le cas de ces enfants, qui tuent leurs parents qu'ils affectionnent. Tel est le cas, tout récent encore, de ce fourreur assassin, qui, il y a quelques années, tua sa femme et étrangla son enfant. Chez le vrai délinquant, au contraire, il n'y a rien de tout cela. Il ne se dément jamais et son caractère normal et son caractère morbide, si l'on peut s'exprimer ainsi, son être social et son être antisocial, sont toujours en accord l'un avec l'autre.

Un cas aussi curieux, bien plus rare, se présente, quand il y a alternance de deux personnalités s'ignorant mutuellement, ou dont l'une ignore l'autre et l'autre connaît la première. Il se distingue de la folie proprement dite par cette ignorance de la personnalité seconde par la personnalité première. Tarde examine ici le cas curieux de Félida, que Janet a décrit si habilement ; et il fait un intéressant parallèle avec Rousseau.

Chez Félida on découvre deux âmes alternatives, sépa-

rées par un court intervalle de vertige et d'assoupissement, l'une saine et bonne, l'autre, morbide et mauvaise. Bien que la mauvaise finisse par l'emporter, la bonne seule est normale. Chez Rousseau, nous constatons un phénomène analogue : « Une âme tranquille, franche, confiante, naïvement amoureuse, innocemment égoïste, indolente et insouciant; c'est en lui l'âme du musicien, du poète et du botaniste » (*Phil. pén.*, p.160). Cette âme est toujours identique à toutes les périodes de la vie. La seconde est sombre, fausse et méfiante; « elle devait envahir l'autre par degrés, la conduire au délire caractérisé de la persécution et au suicide final » (p. 161). Cependant, chez Rousseau, à l'inverse de Félida, ces deux natures se sont souvent pénétrées et humanisées, l'une prêtant sa force à l'autre, « qui la tempérerait de sa douceur ou l'éclairait de sa lumière » (p. 162). Cette fusion de ces deux personnalités distinctes chez Rousseau a été la cause de son génie et de la gloire attachée à ses œuvres. Une question intéressante à traiter serait de comparer l'homme de génie avec le criminel et avec le fou. Ici, « la question de similitude est admirablement remplie, non pas celle d'identité : nous avons à faire à une personne surfaite, esclave, ballottée par « les flots qu'elle croit régir ». Le grand homme n'est pas grand, parce qu'il naît conforme à la multitude, mais parce qu'il la réforme et la conforme peu à peu à soi » (p. 164). Un exemple de cette réformation des hommes, de cette suggestion des grands hommes sur la foule, est fourni par Napoléon, par la virtuosité qu'il sut déployer pour soumettre à son ascendant les « grognards » de l'armée impériale. Mais laissons là l'homme de génie et fermons la parenthèse. La folie, dans son ensemble, comme dans le cas particulier de Félida, qui ne diffère d'ailleurs que de peu des autres

cas, suppose un dédoublement de la personne en deux personnalités, dont l'une ne peut retenir l'autre. La psychologie des mystiques va nous fournir encore un point curieux à examiner. Le mystique cherche à se dépersonnaliser, pour coïncider un moment avec l'être qu'il recherche, mais son moi normal au plein milieu de l'extase n'existe plus : il ne fait qu'un avec son objet ; « le moi mystique, comme le moi amoureux transformé par la fermentation d'une image fixe, ne se dédouble que pour s'unir délicieusement, à lui-même. Le moi aliéné se combat, se déchire d'ordinaire » (p. 168). Un amoureux ne fuira pas la rencontre, mais, au contraire, il la recherchera. Un monomane du suicide, au contraire, ne montera pas en wagon, par exemple, et un monomane du meurtre essaiera de chasser de son esprit l'idée du meurtre qui l'assiège.

Citons, enfin, pour quitter la folie, les fous partiels, qui constituent une troisième catégorie d'aliénés. Moins dangereux que les autres, en apparence, parce que, chez eux, l'état de folie alterne avec l'état normal, ils sont, en réalité, beaucoup plus dangereux qu'eux. Dans le délire, ils présentent les mêmes signes que les individus atteints de folie généralisée. La question de responsabilité est alors liée à la question de savoir si l'individu était en état de démence au temps de l'action, mais cette question est très difficile à résoudre : il est difficile de dire quand on est en face d'un individu paraissant normal, s'il est sujet aux crises de folie. S'il est reconnu irresponsable il reste libre et peut commettre de nouveaux méfaits, au cours d'une nouvelle crise. S'il est reconnu coupable, l'injustice ne peut être réparée. Un autre danger que présente la folie partielle, c'est qu'elle n'est pas guérissable, alors que la folie généralisée l'est.

De la folie partielle, on pourrait rapprocher l'épilepsie,

qui est une sorte de folie intermittente, se terminant, soit par la convulsion, soit par l'idée fixe ou le désir fixe. Lombroso et ses disciples donnent volontiers au criminel tous les caractères de l'épileptique, et c'est dans une crise d'épilepsie que, d'après eux, on doit toujours rechercher la cause d'un crime. Sans doute, comme chez l'épileptique, il y a chez le criminel un prélude, une perturbation profonde du caractère, dans le sens d'un égoïsme et d'un amour-propre excessifs, d'une impressionnabilité malade. Sans doute le tempérament criminel, comme le tempérament épileptique, est un tempérament outrancier, excessif en tout, en bien comme en mal. « Aux mouvements, à la sensation, à l'émotion, à la rougeur, aux larmes, au jugement de la personne normale, correspondent les convulsions, l'hallucination, l'épouvante, la fureur, la congestion, la bouche écumante, le délire de l'épileptique. Ici et là, c'est la même vie nerveuse, plus ou moins fortement exprimée. Ce point de vue est acceptable, si l'on observe avec le même écrivain (Lombroso), chez les sujets les plus sains, qu'une excitation brusque et forte peut donner lieu à des manifestations de colère, de peur, de jalousie, d'érotisme assez semblables à des accès d'épilepsie, et tendant comme ceux-ci, à se reproduire spontanément dans des circonstances propices... Or, je n'ai pas besoin de faire remarquer que, même entendue ainsi, l'épilepsie s'explique aussi bien son contraire » (*Le crime et l'épilepsie*, *R. phil.*, 1889, 11). Il y a donc un grand pas entre l'épilepsie et le crime, entre le criminel et l'épileptique. L'un peut être épileptique, mais peut très bien ne pas l'être. L'autre peut être criminel, mais ne l'est pas forcément. Mais de l'assimilation faite par Lombroso et son école, tout doit-il être rejeté? N'en reste-t-il rien? Tarde va vous fournir la réponse : « Il en

subsiste, pourtant, dit-il, un caractère essentiel et instructif à considérer : l'intermittence, la périodicité. Dans l'épilepsie proprement dite, l'importance de ce caractère commun à tous les phénomènes psychiques il est vrai, mais en elle plus marqué qu'en nul autre, aurait pu ne pas nous frapper » (*R. phil.*, 1889, p. 446). « Tout est périodique dans le moi, normal ou non... L'espèce de tristesse enchantée et poignante, toujours la même, que ramène invariablement dans beaucoup d'âmes le retour du printemps, et qui les force à suspendre tout travail, a ses sources dans des chagrins d'amour de leur première jeunesse, oubliés et confusément ressuscités, avec accompagnement d'autres réminiscences décevantes, harmoniques de cette note et timbre de ce son..., mais il est aussi, chez les malheureux qui ont souffert de grandes privations, de grandes humiliations, de mauvais traitements dans leur enfance ou leur jeunesse, des jours, où gronde en eux une sourde colère inexplicable, un besoin confus de haine et de vengeance, une envieuse cupidité. Et si, en de tels moments, quelque'un les offense, ou quelque proie les tente, un homicide, un incendie, un vol pourront être la suite de cette fatale coïncidence. Et puis le crime, une fois fait, il y aura des jours, des mois où une sorte d'appétit criminel, indéterminé et inassouvissable, leur reviendra on ne sait pourquoi » (*R. phil.*, 1889.11.467).

Dans la même catégorie des folies périodiques, on peut ranger également l'ivresse, qui communique à l'individu une sorte de délire passager, capable d'entraîner les plus graves conséquences. Les tribunaux sont surchargés d'affaires où ils auront à juger un individu ayant agi sous le coup de la boisson et il ne se passe certainement pas une session d'assises ou une audience correctionnelle où l'on n'ait

à juger un individu accusé de crime ou délit commis en état d'ivresse. Il faut bien soigneusement distinguer l'ivresse et l'ivrognerie de l'alcoolisme, état chronique, causé également par l'alcool qui, par une action lente et prolongée, atteint le cerveau et entraîne la folie véritable. L'ivresse n'est qu'un état passager, immédiatement consécutif à l'absorption d'un liquide alcoolique.

Quels sont les genres de crimes plus particulièrement commis par les ivrognes? Ce ne peuvent être que des crimes non prémédités à moins — mais ici, ce n'est qu'une forme même de la préméditation — que l'auteur de l'infraction ne se soit enivré uniquement dans le but d'accomplir un forfait. L'ivrogne est, en général, très susceptible, et de plus, il ne peut agir que tant qu'il est sous l'empire de la boisson. Par conséquent, il ne pourra pas commettre de crimes demandant une longue réflexion, une recherche minutieuse des moyens à employer, l'embauchage de complices, etc... Le vol n'est pas le crime des ivrognes. Ils ne commettent, en général, que des crimes de sang, des crimes contre les personnes, pour parler plus exactement, sous l'empire de la colère et de l'indignation : meurtres, attentats à la pudeur, etc... La question qui se pose est la suivante : l'ivrogne criminel est-il responsable? Et s'il l'est, dans quelle mesure?

L'état d'ivresse est une sorte d'état second, suivi d'un retour à l'état normal, et séparé souvent de cet état normal par un sommeil profond. Souvent, au réveil, l'ivrogne a oublié les actes accomplis en état d'ivresse. Mais souvent aussi, il se les rappelle. Le docteur Vitault fonde sur cet oubli au réveil, l'irresponsabilité du délinquant qui a oublié son forfait. Tarde ne peut admettre ce raisonnement; tout dépend des circonstances. Le même rêve est, tantôt

oublié, tantôt rappelé. Or, l'ivrogne agit comme dans un rêve. La seconde question qui se pose est la suivante : dans quelle mesure l'ivrogne criminel est-il responsable ? Est-il responsable indéfiniment, quel que soit le nombre de ses crimes précédents commis en état d'ivresse, ou bien l'irresponsabilité s'arrête-t-elle au premier crime ? En d'autres termes, l'ivrogne criminel d'habitude est-il plus excusable que l'ivrogne criminel d'occasion ? Pour les partisans du libre arbitre, il faut frapper plus sévèrement l'ivrogne d'occasion : il pouvait résister à la tentation de boire, alors que chez l'ivrogne habituel, l'habitude était déjà profondément enracinée. Mais là n'est pas la question. Il ne s'agit pas de savoir si l'ivrogne d'habitude doit être frappé plus durement ou moins durement que l'ivrogne d'occasion. Il s'agit de savoir si l'on frappera plus durement celui qui commettra son premier crime en état d'ivresse, ne se connaissant pas une telle fureur ou une telle aberration de soi-même, ou celui qui aura été condamné une première fois, pour crime commis en état d'ivresse. Ici nous rencontrons Tarde et aussi le législateur. D'abord, l'ivresse n'est pas une excuse absolutoire, permettant de supprimer l'infraction. Elle ne peut qu'apporter une atténuation à la peine. On voit tout de suite le motif de cette opinion : l'individu qui aurait été acquitté pour un crime commis en état d'ivresse ne trouverait rien de mieux à faire que d'invoquer de nouveau l'état d'ivresse, s'il était inculpé d'un crime quelconque. Pour l'ivresse habituelle il n'y a aucune excuse possible. L'individu connaissait très bien son état et il n'avait qu'à bien se tenir ; s'il avait déjà été condamné, l'avertissement aurait dû lui servir de leçon. Malheureusement Tarde remarque que l'ivrogne se rend de plus en plus compte du péril, en même temps que le

désir devient plus grand, et la résistance à la tentation moins forte. Tels sont les problèmes posés par l'ivresse. Ils sont, il ne faut pas le cacher, très ardues et très délicats, en même temps que leur importance pratique est considérable. Il est vrai que leur importance théorique n'est pas si grande, et c'est pourquoi Tarde n'y insiste pas beaucoup. D'ailleurs, l'ivrogne n'est que faiblement imitateur. Il est vrai que ses réflexes ne lui permettent pas toujours une imitation parfaite, mais, de l'absence ou de la présence d'esprit d'imitation, on peut déduire une conscience de soi-même suffisante ou insuffisante pour fonder une responsabilité entière, ou une irresponsabilité complète. Laissons donc la question de l'ivresse sans y insister davantage et, poursuivant notre revue des causes d'irresponsabilité, posons-nous la question de savoir si l'individu qui a agi sous l'empire d'une suggestion hypnotique peut être considéré comme responsable. Ici, une difficulté se présente, difficulté particulièrement grave, puisqu'il s'agit, non seulement de savoir si l'on punira celui qui n'a pas voulu l'acte incriminé, mais encore si on n'inquiétera pas celui qui l'a voulu. Dans un cas de suggestion, en effet, l'hypnotiseur agit en pleine connaissance de cause; il veut ce qu'il fait faire à un autre, il réfléchit à ce qu'il fait, il est dans un état normal, son état habituel. Par conséquent, il doit être considéré comme coupable. Quant à la question de savoir s'il est auteur principal ou complice, elle serait intéressante à examiner, et nous inclinerions plutôt vers l'opinion d'après laquelle il serait l'auteur principal, ayant agi en la personne de l'agent actif. Cette question, Tarde ne la résout pas; il ne se la pose même pas, mais de cette absence de solution, nous pouvons penser qu'il assimile l'hypnotiseur au délinquant ordinaire, qui n'a aucun vice

mental, qui peut imiter. Il en est autrement de l'hypnotisé. Chez lui la personne de l'hypnotiseur s'est substituée à sa propre personne. Il n'agit que par l'intermédiaire de l'hypnotiseur; tous les ordres de l'hypnotiseur sont exécutés par lui sans qu'il y oppose résistance. Tarde rejette la responsabilité de tels sujets; il qualifie l'hypnotisme de folie à volonté. Il admet les mêmes principes pour le somnambule, qui se suggère à lui-même quelque forfait à accomplir. Sans doute, il aurait pu ne pas vouloir l'acte. Mais, n'étant pas dans son moi normal, étant soustrait à l'action sociale et étant dissemblable au milieu social, il est également soustrait aux conséquences pénales de son acte. S'il est coupable, ce ne doit pas être en tant qu'hypnotisé, mais seulement en tant qu'hypnotiseur. L'hypnotisé est plongé dans une sorte de sommeil, lui laissant la libre mobilité de ses membres et une certaine réceptivité des ordres du magnétiseur. « L'esprit du rêveur, dit Tarde, est un firmament éteint... à une étoile près, je veux dire à une image près, qui en évoque une autre, et ainsi de suite, l'esprit de l'hypnotisé est vide de tout son contenu, sauf la vue ou l'audition du magnétiseur » (*Philosophie pénale*, p. 194). Dans le sommeil normal, les rêves si bizarres que nous faisons semblent sortir d'un autre moi que le moi normal. Il nous semble qu'un autre nous-même se substitue à nous et agit à notre place. Le moi du rêve se reconnaît lui-même, ne se désavoue pas, trouve normal des choses anormales; mais, au réveil, la personnalité ancienne, celle qui est faite de continuité et d'harmonie, reprend le dessus. Elle découvre le moi du rêve, ce moi qui oubliait le moi de la veille. Cette connaissance du moi rêveur par le moi éveillé explique, dans une certaine mesure, la suggestion qu'exerce l'esprit sur lui-même, l'autosuggestion créatrice d'images. Chez le

somnambule, comme chez l'hypnotisé, au lieu d'assister lui-même, en spectateur, à ses propres actes, le sujet agit véritablement. Le sens moteur n'est pas atteint par l'engourdissement, il y a, comme le fait remarquer Tarde « endiguement et refoulement de forces », alors que dans le sommeil normal, il y a « épuisement de forces ». Il semble cependant que, chez l'hypnotisé comme chez l'individu normal, l'imitation joue aussi bien. Elle joue même mieux, et il semble donc que l'hypnotisé soit plus adaptable socialement que l'homme normal. Il n'en est rien. Le moi de l'hypnotisé est instable, inconséquent, changeant ; il n'imité que l'hypnotiseur, alors [que le moi normal est doué d'une faculté d'imitation beaucoup plus large, qui s'étend à tout le cercle social.

Le moi hypnotisé semble présenter, par contre, de grandes ressemblances avec le moi de l'individu en état d'ivresse, dont les actes sont tout à fait différents de sa personnalité ; il semble que, de cette analogie, on devrait conclure à une égale irresponsabilité. Mais, il faut remarquer que l'ivrogne, s'il n'est pas coupable d'avoir commis lui-même l'acte qu'on lui reproche, est coupable d'avoir exposé ses semblables à son ivresse et à ses dangers. L'hypnotisé, au contraire, est un fou à volonté, à la volonté quelquefois de son hypnotiseur seul, et à l'insu de l'hypnotisé ; tel le cas typique rapporté par Tarde et signalé par Pitres, d'une jeune fille qui, par une simple pression au coude, fut endormie aussitôt, violée inconsciemment, et qui s'étonna plus tard de se voir enceinte. Une suggestion moins forte semble se produire dans les foules où les individus, entraînés par d'autres, sont poussés à des actes dont ils auraient été incapables isolément. Il semble que la persuasion, à cet égard, agisse comme la suggestion, mais à un degré moindre.

Réserveons cette question que nous étudierons en examinant le cas de la foule criminelle. Voyons maintenant d'autres cas où, sous l'influence de dégénérescences physiques, la personne est comme transformée en une autre personne, plus faible, incapable de résister aux diverses tendances qui s'imposent à elle. Nous verrons successivement l'extrême vieillesse, la surdi-mutité et le sexe. Nous passerons très rapidement.

L'extrême vieillesse, période de désassimilation mentale, aussi bien que de désassimilation organique, produit chez certains individus des effets semblables à l'aliénation mentale. Chez le vieillard, la perte de la mémoire accompagne et résume la perte des autres facultés. Les souvenirs récents, images fixées par un organisme usé, naissent eux-mêmes usés, et peu viables. Au contraire, les souvenirs lointains survivent plus longtemps et, dans certains cas, revivent exclusivement : le vieillard « retombe en enfance ». Il a retrouvé le caractère de sa jeunesse, et ses impulsions d'adolescence. La vieillesse reflète la vie entière : quiconque a eu une vie digne conserve dans sa vieillesse cette dignité et cet amour-propre. « La vieillesse, dit Tarde, est le fruit vidé de la vie; une mauvaise vieillesse est un certificat de la mauvaise vie; aussi les passions auxquelles le vieillard succombe le font ressembler au cocher qu'écrase le char lancé par lui » (*Philosophie pénale*, p. 199).

Faut-il dire que, fruit de toute une vie, point final d'une longue expérience, l'infraction commise par le vieillard entraîne pour lui une responsabilité d'autant plus grande? C'est à cette conclusion qu'aboutissent Chauveau, Faustin, Hélie. Tarde ne va pas si loin. Des considérations d'humanité le poussent à déclarer au contraire que, le vieillard, malgré les vices qui se sont accentués au fur et à mesure

qu'il avançait en âge, doit être considéré comme l'aliéné mental, dont les facultés physiques sont très affaiblies.

Le sourd-muet a été longtemps considéré comme irresponsable. Incapable de s'obliger civilement, il l'était aussi pénalement. Cet état de choses a duré tout le temps que les sourds-muets n'ont pu être l'objet d'aucune instruction ni éducation spéciale. Mais, dès qu'on est arrivé à les assimiler, à les intégrer dans le groupe social auquel ils semblaient être auparavant étrangers, on leur a appris en même temps à discerner le bien et le mal et, par suite, on doit les considérer comme responsables.

Plus faible encore est l'irresponsabilité résultant du sexe. Plus faible au point de vue physique, la femme compense cette faiblesse par une force de caractère, un entêtement, une ruse que l'on ne trouve pas chez l'homme. Ce qu'elle ne peut obtenir par la violence, elle l'obtient grâce à des détours subtils qui ne sont guère moins blâmables que le recours à la force.

Nous avons ainsi terminé l'examen des causes entraînant l'irresponsabilité devant la justice répressive. Nous pouvons donc dire que, en règle générale, la responsabilité, pour être complète, exige une absence de similitude sociale, en même temps qu'une conformité de l'acte délictueux avec les états exprimés ou non en actes par l'individu, antérieurement à cet acte. Chaque fois que nous nous trouverons en face d'un individu dont un acte surprend, en le comparant aux actes antérieurs, qui, brusquement, sans aucune raison majeure, sort du cadre qu'il s'était tracé, nous pourrions dire qu'il était irresponsable. Un acte délictueux peut être commis soit sous le coup d'une des causes de désassimilation que nous avons déjà examinées, soit sous le coup de la colère, dont on a dit qu'elle était une

folie passagère, folie ayant tous les caractères d'une folie complète, soit enfin après de mûres réflexions. Si l'individu a commis son acte sous l'influence d'une surexcitation quelconque, provenant de quelque cause que ce soit, nous aurons un crime non prémédité, qui sera puni plus ou moins sévèrement, suivant qu'il s'agit d'un individu fou, ivre, coléreux, etc... »

A l'opposé, nous avons les crimes prémédités; le criminel est bien resté lui-même : il est arrivé à la conception d'un méfait, a envisagé sans aucune objection, cette éventualité, a préparé et mis en œuvre tous les moyens nécessaires pour l'accomplir et, au besoin, pour favoriser sa fuite. Pour cela, il faut un certain temps, une certaine réflexion. La conscience s'adresse à elle-même des objections, dont certaines feraient grand poids et emporteraient l'adhésion de la volonté chez un honnête homme. Aucune ne triomphe. L'école du crime fait son chemin, et l'acte s'ensuit. Pour celui-là la responsabilité sera complète : le moi, un et identique, qui opérait pendant les préparatifs, se retrouve entier et tel qu'il était, dans l'action elle-même. S'il va jusqu'au bout, il est responsable. Mais, s'il ne va pas jusqu'au bout, que faut-il faire ? Doit-on absoudre un homme, dont les desseins connus et affirmés ne se sont pas réalisés ? Si tout a été fait, et que seules, des circonstances extérieures, indépendantes de la volonté de son auteur ont arrêté l'agent, il n'y a pas de doute, il est responsable, même de ce qu'il n'a pas fait : c'est le cas de la tentative ou du délit manqué. Au contraire, si l'agent est revenu sur sa décision, de son propre gré ou sous l'influence d'un tiers, ou de ses propres scrupules, il y a un effort de l'individu pour rentrer dans le cadre social, dont il avait voulu sortir; il y a un effort louable de régénération et de conversion, dénotant

une force de volonté peu commune, et un instinct de sociabilité qui veut persister malgré tout, qui veut surmonter les obstacles les plus difficiles à franchir. C'est un moment d'égarément, un nuage qui est passé dans la vie et a troublé la quiétude de l'esprit. C'est une épreuve, comme beaucoup en ont traversé, un rude combat, dont beaucoup sont sortis victorieux, et qui montre bien malgré tout, que l'homme n'est pas si mauvais que certains ont bien voulu le dire. Une volonté forte, indomptable, même dans les heures les plus douloureuses, voilà ce qui fait vraiment la nature propre de l'homme. Que cette volonté fasse défaut, et c'est la chute. La chute, non pas forcément dans le crime, mais dans le mal en général, dont le crime est l'un des aspects. L'être faible de volonté ne devient pas forcément un criminel, mais soumis à toutes les influences, et principalement, aux influences mauvaises, qui sont pour lui, plus faciles à imiter que les bonnes influences; il tombe dans la débauche, en arrive au dégoût du travail, et souvent, trop souvent, hélas ! au crime.

Nous en aurions fini avec ce premier chapitre, concernant le malfaiteur lui-même, l'individu, son milieu, si nous ne disions pas quelques mots sur la foule criminelle, qui, tout en formant un groupe distinct des individus considérés en eux-mêmes, en est tout de même composée et s'y lie étroitement. Cet appendice sur la foule criminelle entre bien dans le cadre de notre étude, et complète celle des individus.

CHAPITRE III

LA FOULE CRIMINELLE

En traitant de la foule criminelle, nous n'entendons pas traiter la question du crime organisé, tel qu'il a existé en Sicile pendant de longues années, et tel qu'il existait encore en Corse ces derniers temps. La foule criminelle n'est pas cela. Alors que les bandes de malfaiteurs ne sont composées que de malfaiteurs, se réunissant uniquement dans le but de délibérer sur un « coup à faire », sur les moyens à employer, sur les mesures à prendre, la foule criminelle n'a rien préparé, rien fait, pour rester impunie ; elle n'est composée, en grande partie, que d'honnêtes gens, ou plutôt de gens restés honnêtes jusque-là, mais qui, exaspérés par les idées émises par une poignée de menteurs, persuadée qu'elle fera œuvre salubre en débarrassant la société de telles ou telles personnes, de tels ou tels biens, se met en marche pour réaliser cet idéal. Si le mouvement atteint une ampleur assez considérable, et entraîne à sa suite, à son imitation, une grosse majorité d'individus, il peut en résulter une révolution, une série de changements profonds dans un régime politique ou social existant. Les vols, les pillages, les incendies, les meurtres, seront justifiés par là même, et seule, une contre-révolution pourra anéantir tout ce qui aura été fait, et rétablir l'ordre de choses existant auparavant.

Combien d'actes nuisibles par eux-mêmes, causés par les foules révolutionnaires, ont été excusés par la nécessité sociale, pendant les années sanglantes qui ont suivi l'effondrement de l'ancien régime !

Dans d'autres cas, il y a simplement émeute, ou bien simple « lynchage ». Si la foule ne réussit pas à entraîner la majorité à sa suite, si elle se heurte à une tendance dominante de la majorité, qui reste maîtresse de la situation, il y a émeute, et les émeutiers sont soumis à des lois spéciales. Il en est ainsi en cas d'émeutes politiques ou bien en cas de troubles causés par une grève. Ces cas, malheureusement, sont assez fréquents, surtout dans cette dernière hypothèse, quand des ouvriers, interrompant collectivement le travail, incendient des usines, « sabotent » des machines, occasionnant des accidents graves, capables d'entraîner la mort des non-grévistes qui y travaillent, se heurtent aux forces de police chargées de les contenir, et blessent ou tuent des agents. Dans tous ces cas, le but n'était pas de tuer, de piller, d'incendier, mais de faire pression sur le patron, pour l'obliger à céder. Combien de victoires ouvrières ont été conquises par le feu et le sang ! L'émeute politique a un autre but : elle vise à réduire au silence un parti, le parti qui tient le pouvoir, en général. Ici, la violence est moins exceptionnelle, et l'intention des manifestants est bien de protester non pas par l'abstention, mais par l'action directe, par la force.

Le « lynchage » peut se produire, soit au cours d'émeutes, soit en cas de grève, soit même dans une période de grand calme, contre une personne vis-à-vis de laquelle chacun des individus qui composent la foule a une certaine animosité.

Quelle que soit la forme que puisse revêtir la fureur col-

lective d'une foule, il s'agit de dégager les caractères essentiels qui nous serviront à déterminer les responsabilités ?

D'abord qu'est-ce qu'une foule ? Nous avons déjà distingué la notion du crime des foules, de celle du crime collectif, dont le brigandage, la « maffia », la « camora », offrent des exemples saisissants. Tarde distingue ainsi la foule du public. Alors que le public est une association de personnes liées par un lien d'opinions, de croyances, d'intérêts semblables, la foule est une association hétérogène réunie par le hasard d'une rencontre, par les circonstances et la nécessité naturelle qui pousse chacun à savoir ce qui se passe. La foule, c'est la populace moutonnaire où chaque individu imite ce que font les autres. Le public sait ce qu'il veut, la foule ne le sait pas ; il sait qu'il devait venir là et pour quels motifs ; il est homogène alors que la foule ne l'est pas. Le public d'un journal est très différent de la foule qui s'arrête tous les jours pour lire les dernières nouvelles devant le siège de ce journal ; la foule qui assiste à une réunion publique diffère de beaucoup du public partageant les idées de l'orateur. Sans doute dans beaucoup de cas, le mot « public » a la même signification que le mot « foule ». C'est dans ce sens, comme le remarque Tarde (*L'opinion et la foule*, p. 1), « que l'on désigne le public d'un théâtre ou d'une réunion quelconque ». L'intérêt du public n'est pas le même que celui de la foule, « il en est d'un journal de la veille ou de l'avant-veille, dit Tarde, comparé à celui du jour, comme d'un discours lu chez soi comparé à un discours entendu au milieu d'une immense foule » (*L'opinion et la foule*, p. 4).

Or, que voyons-nous dans une foule ? Nous voyons un nombre plus ou moins grand d'individus, aux tendances diverses, aux tempéraments, aux caractères, aux occupations, aux professions les plus hétérogènes, s'assembler,

discuter, se poser des questions. Que l'un d'eux prononce un mot, qu'il semble mieux renseigné que les autres, et aussitôt, il est entouré par un nombre grandissant de curieux. Si l'on est en période troublée, au milieu d'une grande crise économique, de chômage, à un moment où un grand nombre de personnes, libres de disposer de leur temps peuvent se porter là où on les conduira, une foule pourra se former n'importe où et à n'importe quelle occasion. N'importe où s'entend, encore faut-il trouver des éléments, et les foules véritablement agissantes ne se formeront que là où il y aura des individus, dans les agglomérations, quelles qu'elles soient, et au moment où seront libres les habitants.

Rien, plus que les foules, ne semble suivre les lois de l'imitation, et cependant, rien plus que la foule criminelle ne semble vérifier et confirmer l'opinion de l'école italienne, car il semble bien que ce soit là que le semblable attire le semblable, et que le criminel-né puisse exercer son action pernicieuse, non seulement en assouvissant lui-même ses passions malsaines, mais en donnant à d'autres individus criminels latents, l'occasion de tirer du fond de leur être où il s'est caché jusque-là, cet instinct mauvais, le démon du crime.

Une étude intéressante de la question a été faite par un auteur italien : Scipio Sighele, dans son ouvrage intitulé *La foule criminelle*, ouvrage où il essaie de montrer, que, non seulement les facteurs anthropologiques, mais encore les facteurs psychologiques, contribuent à donner aux foules criminelles un caractère original, qui ne procède pas uniquement des individus qui les composent, mais qui en procède dans une grande mesure. De même qu'un mur n'est régulier, qu'un tas de pierres ou de boulets sphériques ne tiennent en équilibre stable, que si les éléments sont d'une

certaine qualité, et occupent des positions déterminées, de même les individus participent à donner au groupe une unité déterminée. Pour Sighele, comme pour Tarde, d'ailleurs, la Sociologie n'est qu'une psychologie en grand où les lois principales de la psychologie individuelle se reflètent étendues et complétées, elle est, comme a dit splendidement Tarde, « le microscope solaire de la psychologie » (p. 10.) Mais, dès le début de son ouvrage, Sighele est arrêté par cette question : comment se fait-il que plusieurs personnes réunies ne pensent pas toujours comme chacune de ces personnes prises isolément ? Il commence par citer des exemples, tirés d'acquittements scandaleux d'individus par des jurés, qui, pris isolément, les auraient, sans aucun doute, sévèrement condamnés. « Que prouvent tous ces faits ? se demande-t-il... ils prouvent simplement ceci : que douze hommes de bon sens et intelligents peuvent énoncer un jugement stupide et absurde. Une réunion d'individus peut donc donner un résultat opposé à celui qu'aurait donné chacun d'eux » (p. 12).

Même remarque au sujet de sentences rendues par des commissions artistiques, scientifiques ou industrielles, qui semblent confirmer l'opinion de Sabelli, écrivain italien, contemporain de Sighele, opinion d'après laquelle « les forces des hommes réunis s'élident et ne se somment pas ». Autrement dit, la somme des opinions d'un groupe d'hommes n'est pas égale à l'opinion de la somme de ces hommes. Il se fait une sorte de moyenne, où les opinions les plus fortes éliminent les plus faibles, et se combattent entre elles, jusqu'au triomphe définitif de la plus forte de toutes. Que se passe-t-il alors ? L'opinion dominante, la seule qui ait actuellement assez de poids pour tenir en échec toutes les autres, entraîne l'adhésion de toutes les autres cons-

ciences individuelles, en même temps qu'elle les oblige à abdiquer en sa faveur. Il suffit qu'une seule idée soit lancée, qu'un seul geste soit accompli pour qu'immédiatement, un processus d'imitation achève le geste individuel, pour le transformer en geste collectif. Parti de l'hétérogénéité de la foule, le groupe considéré est arrivé à une homogénéité telle qu'il a confondu en une seule toutes les tendances individuelles qui y étaient contenues. Tout le secret de la psychologie des foules est là : à des éléments hétérogènes, incapables de s'unir, sont substitués des éléments homogènes, formant un tout indivisible et reflétant ce tout, des sortes de monades perçues et percevantes à la fois. « La foule, dit Sighele, est, en effet, un agrégat d'hommes hétérogène par excellence puisqu'il est composé d'individus de tous les âges, des deux sexes, de toutes les classes et de toutes les conditions sociales, de tous les degrés de moralité et de culture ; et inorganique par excellence, puisqu'il se forme sans accord antécédent, soudainement, à l'imprévu » (p. 23).

Mais alors, comment va s'opérer ce passage de l'hétérogène à l'homogène ? Comment la différenciation qui caractérise la foule va-t-elle faire place à une pensée unique ? Comment ce groupement va-t-il prendre une direction précise, malgré l'absence d'un plan préétabli ? Comment va-t-on enfin punir les auteurs d'un crime collectif ? Va-t-on les punir tous, va-t-on n'en punir qu'un seul, ou quelques-uns, mais lesquels faudra-t-il choisir ? Et, avant de résoudre ce problème, il faudra résoudre celui de la responsabilité des participants.

Pour l'école classique, dit Sighele, la question de culpabilité ne se pose pas : le libre arbitre existait, le châtiement doit suivre. L'école positiviste, au contraire, ne tient pas compte du libre arbitre, qui est, dit Sighele, « une illu-

sion de la conscience ». Un positiviste, Puglièse, admet une demi-responsabilité pour les coupables, demi-responsabilité que Sighele rejette immédiatement, pour raison d'ordre social : « Nous devons rechercher, dit-il, seulement quelle est la manière la plus adaptée de réagir contre eux » (p. 30).

Pour expliquer cette solution, Sighele se réclame de Tarde et il fait ressortir toute l'importance que prennent la contagion et l'exemple dans le crime collectif : « La majorité était venue là par pure curiosité, mais la fièvre de quelques-uns a rapidement gagné la cause de tous, et, chez tous, s'élève au délire.

» Tel, qui était accouru pour s'opposer au meurtre d'un innocent, est des premiers saisis par la contagion homicide, et qui plus est, n'a pas l'idée de s'en étonner » (*Philosophie pénale*, p. 320, cité p. 31). Ce qui frappe le plus Sighele, dans ce crime collectif des foules, c'est l'organisation instantanée et surtout la faculté d'imitation. D'ailleurs, Tarde disait : « Les hommes sont un troupeau de brebis, parmi lesquelles on voit naître une brebis-folle — le génie — qui, par la seule force de l'exemple, contraint les autres à la suivre » (*Lois de l'imitation*).

Quelle est la nature de cette imitation ? Pour Tarde toute la vie intellectuelle n'est qu'une suggestion de cellule à cellule, quand on la regarde du point de vue psychologique ; elle est une suggestion de personne à personne, du point de vue social. Mais, pour cela, il faut une personne qui suggère, et d'autres qui reçoivent la suggestion ; il faut des meneurs, doués d'un grand ascendant sur le reste du groupe ; et qui lui imposent leur volonté. De même que les muscles ne se meuvent que sous l'influence d'une excitation extérieure, de même les penchants ne se réveillent que par une action réflexe. Pour Sighele, de même que pour

Tarde, ce réflexe se rapproche de la suggestion, car il prétend que des actes, même émanés d'une force, sont susceptibles de produire des effets sur les foules. Il va même plus loin; alors que l'hypnotisé apportera souvent quelque résistance à exécuter l'ordre reçu, le suggéré d'une foule sera entraîné sans résistance.

« Ceci, dit Matagrín, ne tend à rien moins qu'à pénétrer de logique morbide, l'activité mentale normale, et c'est une conséquence que Tarde acceptera volontiers, par sa théorie des raisons extra-logiques ou paralogiques de l'imitation » (Matagrín, *la Psychologie sociale de G. Tarde*, p. 107).

L'influence du semblable sur le semblable n'est rien moins qu'un phénomène de la même nature que la suggestion hypnotique. Les consciences individuelles se comprennent et communiquent entre elles par une sorte d'automatisme qui les fait coïncider et engendre une seule représentation. C'est une sympathie « qui consiste, ainsi que le dit Cabanis, dans la faculté de partager ses idées et ses affections, dans le besoin d'agir sur leur volonté » (Cabanis, *Rapports du physique et du moral*, cité par Matagrín, p. 116).

Sympathie, imitation, suggestion semblent donc se rejoindre chez Tarde, pour concourir au même but : engendrer, dans une conscience, les sentiments conçus par une autre conscience. L'imitation étant un résultat de la sympathie ou de la suggestion, la vie sociale est fondée sur la transmission inconsciente des pensées sur les individus.

« La société, dit Tarde, c'est l'imitation, et l'imitation c'est une espèce de somnambulisme. » On en revient donc, dit Matagrín, à l'idée de suggestion, et toute vie sociale n'est plus qu'un hypnotisme complexe (Matagrín, p. 121). Mais alors qu'est-ce qui créera l'invention, l'idée généra-

trice ? Car il faut bien, avant toute propagation imitative, avant toute révélation, créer ce qui sera révélé ? L'invention sera une exception, on échappera, pour ainsi dire, un moment à la société ; puisque l'imitation est le lien social, l'invention qui ne se commande, ni ne suggère sera suprasociale » (Matagrín, p. 121).

Mais tout cela explique bien comment la foule se met en marche vers un idéal quelconque, mais n'explique pas pourquoi elle est poussée au crime. Les meneurs, d'après Sighele, sont toujours des criminels-nés, déjà condamnés ou criminels en puissance. Beaucoup d'entre eux, enfermés dans les bas-fonds, souteneurs professionnels, encouragés par les prostituées qui les entretiennent, profitent de la moindre occasion pour sortir de leur retraite. Ils trouvent dans la foule, d'autres individus, dont le penchant criminel ne demandait qu'à se manifester ; ils les aident à franchir ce dernier pas. Ils entraîneront également des honnêtes gens, pour qui le mal est plus facile à faire que le bien, par timidité et surtout par crainte. Ainsi, Sighele remarque très justement que « la foule est un terrain où le microbe du mal se développe très facilement, tandis que le microbe du bien meurt presque toujours, faute de trouver des conditions de vie » (p. 63). « Il faut une force de caractère peu commune pour réagir contre les excès que commet la foule dont on fait partie » (p. 70). Essayer de résister, c'est s'exposer à une mort certaine, pousser à de nouveaux crimes une multitude déjà surexcitée. Sighele nous donne quelques exemples frappants de cette facile contagion du mal. La théorie de Lange sur l'émotion semble confirmée ; les individus reproduisent les mouvements de leurs voisins, et ressentent une émotion correspondante. Sighele nous cite

enfin quelques scènes de la Révolution française, dont l'atrocité fait ressortir la cruauté de la foule, quand elle a soif de sang. Il remarque, en particulier, que les meurtres les plus atroces ont été commis, que les plus cruels meneurs ont été des gens aimant à voir couler le sang, des bouchers, en particulier, et il croit expliquer par là, l'assouvissement, chez les individus exerçant cette profession, de tendances criminelles et la satisfaction du penchant à tuer. Il nous fait remarquer également la barbarie des femmes, quand elles se sentent appuyées par le sexe fort, leur tendance à encourager les hommes aux meurtres les plus affreux et à les pousser aux pires horreurs. Elles-mêmes se livrent à des choses abominables, et exercent leur fureur principalement sur les cadavres. En tout cas, ce qui est certain, c'est que Sighele se refuse à voir d'honnêtes gens parmi les assassins. Des honnêtes gens ont pu suivre la foule, s'y mêler, proférer quelquefois des menaces, sous la poussée environnante, mais, devant l'œuvre criminelle, ils reculent toujours et laissent le soin aux malfaiteurs en puissance, à moins, bien entendu, d'être forcés par l'entourage. « C'est l'âme même de la foule, dit Sighele, qui fait que les bons se gâtent, et que les méchants ou les cruels en puissance, le deviennent par le fait » (p. 125). Maintenant le problème est nettement posé, avec toutes ses données, il ne s'agit plus que de le résoudre. C'est ce qu'essaye Sighele. Il cite, tout d'abord, la parole de Napoléon : « Les crimes collectifs n'engagent personne. » Puis il examine la réponse du bon sens, d'après lequel toute la foule doit être responsable. La foule, nom collectif et indéterminé, être vague, ne peut plus être l'objet, vu l'état de nos mœurs, d'une responsabilité collective, semblable à celle de la familia ou de la tribu. Le seul cas que nous admettons actuellement d'une

punition collective, Tarde croit le voir dans l'immunité parlementaire. Sighele en admet d'autres, sans toutefois y insister (p. 128, note). Une telle responsabilité solidaire de tous les membres de la foule étant impossible, doit-on incriminer le milieu social? C'est une idée séduisante, et bien plus scientifique, mais malheureusement encore trop vague et ne changeant pas grand chose à la notion primitive de responsabilité collective du groupe social. Sighele s'arrête donc à la notion de redoutabilité, d'état dangereux du coupable (*temibilita*), notion très en vogue dans l'école positiviste. Il s'agit de savoir maintenant si celui qui a commis un crime au milieu d'une foule est à craindre. Si c'est un meneur, pas de difficulté : il doit être entièrement responsable. Pour celui qui obéit à la suggestion, le cas est plus douteux. Il faut rapprocher la suggestion de la foule de la suggestion hypnotique. Or, pour celle-ci on n'admet pas l'obéissance aveugle aux ordres donnés dans toutes les écoles. L'école de Nancy admet cette obéissance automatique; on peut abolir complètement la personnalité de quelqu'un en l'hypnotisant. L'école de Charcot : Gilles de la Tourette, Brouardel, Féré, Pitres, Laurent, Delbœuf, n'admet pas l'anéantissement complet, chez le somnambule, de toute personnalité; même pendant le sommeil hypnotique, il reste quelques traces de cette personnalité. Sighele semble partisan de cette théorie, et, transposant la question dans le domaine de la suggestion, il conclut que, quel que soit le degré d'assujettissement auquel est soumis l'individu criminel dans la foule, il garde toujours quelque chose de son individualité propre. Il doit donc être déclaré responsable, s'il s'est livré à des actes que la loi pénale déclare répréhensibles. « Le crime commis par un individu dans la fureur de la foule, dit-il, aura donc toujours une

partie (si petite quelle soit) de ses causes, dans la constitution physiologique et psychologique de son auteur. Celui-ci en sera, par conséquent, toujours légitimement responsable » (p. 149). Cet individu n'est pas forcément un criminel-né, car Sighele dit lui-même expressément qu'« un homme peut commettre bien des homicides, dans une foule, sans être pour cela un criminel-né. L'ivresse morale dont il est victime peut l'entraîner à de tels excès; et ce n'est qu'après les avoir commis, qu'il comprend — comme en sortant d'un rêve — à quelles énormités il s'est laissé aller. Il a le repentir sincère et le remords, inconnus au délinquant par tendance » (p. 163). Ce petit ouvrage de Sighele, très intéressant, très vivant, n'a été l'objet de la part de Tarde, que de très courtes critiques, dans la *Revue philosophique* (« Études criminelles et pénales », 1891.II.496). La grosse majorité des idées de Sighele sur la contagion imitative des foules rentre bien dans le cadre de ses idées, mais il n'admet pas l'assimilation complète de l'hypnotisme et de la suggestion. L'action de l'hypnotiseur sur l'hypnotisé est, selon lui, supérieure à celle des meneurs sur les menés. Mais il admet, par contre, que certains individus puissent entrer dans la voie du crime grâce au concours des autres, que des individus groupés soient capables de commettre des actes qu'ils n'auraient pas commis isolément. Pour les mêmes raisons qu'il admet la demi-responsabilité de certains aliénés mentaux, il admet la demi-responsabilité des criminels ayant agi en concours avec d'autres. Leur moi normal s'est aliéné au profit du moi collectif, mais ils ont participé, dans une certaine mesure, à la formation de ce moi collectif. L'identité de la personne n'est pas complètement réalisée.

En outre, il reproche à Sighele d'avoir perdu une belle

occasion de souligner l'influence exceptionnelle que jouent dans les foules les facteurs physiques et biologiques de l'école lombrosienne, pour contrôler surtout l'influence prépondérante de la race et du climat dans la production des crimes. Cette seconde partie de la théorie de Lombroso lui a totalement échappé, et c'est très regrettable, car on ne saurait nier l'action de la pluie, de l'hiver, de l'été, du tempérament de la race, sur la formation des rassemblements extérieurs de personnes.

Conclusion. — Avec l'étude de la foule criminelle, nous avons épuisé tout ce qui concerne le criminel. Avant de passer à une autre étude, essayons de déterminer les points principaux auxquels nous avons abouti. Le criminel nous apparaît comme un désassimilé, à la fois vis-à-vis de la société et vis-à-vis de lui-même. Il a été amené à cette extrémité par divers facteurs : hasards de la naissance, abandon par sa famille, misère, paresse, et en un mot, par des contingences auxquelles il a été poussé par la faiblesse de sa volonté, mal éduquée. Cruel par sa nature, désireux de se procurer toutes les jouissances sans aucune contrepartie, sans aucune peine, l'homme recherche les moyens les plus faciles et les plus inhumains de conserver sa personne. On peut dire que, pour Tarde, la conception du criminel est tout à fait différente de celle de Lombroso. Alors que Lombroso le considère comme un anormal physique, Tarde le considère comme un anormal psychique et moral, fruit de l'éducation et de l'imitation. Qu'il ait agi sous l'influence de vauriens déjà engagés dans la carrière criminelle, ou sous l'influence de la foule, dans tous les cas, l'influence de son milieu s'est fait sentir. Nulle part nous ne voyons d'individus devenir criminels par le seul fait de leur naissance. L'hérédité, à elle seule, ne suffit

pas à montrer la nécessité qui s'attache au seul fait d'être issu d'un sang taré. On a cité des exemples de familles ayant, de père en fils, exercé le métier de malfaiteur. Nulle part on n'a cité des exemples de fils de criminels ayant rompu avec la tradition paternelle. Nulle part on n'a essayé de soustraire à leur milieu des enfants nés d'unions que l'on peut qualifier de désastreuses. Si l'abandon moral des enfants nés de parents honnêtes peut amener, et amène en fait, de nouvelles recrues à l'armée déjà trop nombreuse des malfaiteurs, l'éducation par des parents malhonnêtes d'enfants naturellement, mais non pas nécessairement poussés vers le mal, ne peut que produire le même fâcheux résultat. La famille est le premier milieu. Seule elle peut communiquer de bonnes ou de mauvaises habitudes à l'enfant.

DEUXIÈME PARTIE

LE CRIME

Après la réfutation de la théorie anthropologique du criminel-né, la première préoccupation de Tarde est d'étudier le crime dans ses causes et dans ses effets. Ici, nous pénétrons en plein terrain de la sociologie, et nous côtoyons à chaque instant le droit criminel. Nous voyons apparaître sous les critiques serrées, sous les réponses à Durkheim, l'effort de Tarde pour concilier la sociologie et le droit pénal. Alors que chez Durkheim, le point de vue doctrinal seul apparaît, Tarde nous fait toucher la réalité en face de l'abstraction. Dans ses études sur le crime, il concentre toute l'expérience acquise en quarante-cinq années d'exercice de la profession de magistrat criminel et de directeur de la statistique criminelle.

CHAPITRE PREMIER

QU'EST-CE QUE LE CRIME ?

Tout d'abord, qu'est-ce que Tarde entend par ce mot : le crime ? Il ne semble pas cependant que cette définition ait une grande utilité et qu'elle soit le centre de la théorie, puisque sa place dans l'œuvre de Tarde est assez restreinte : un article assez bref de la *Revue philosophique* de 1898, de beaucoup postérieur à la *Criminalité comparée* et à la *Philosophie pénale*. Il y fait bien une brève allusion dans la *Philosophie pénale*, mais en passant seulement et comme critique de l'école positiviste. Rien jusque là, dans les ouvrages antérieurs, ne laissait donc entrevoir la difficulté, et Tarde semblait admettre la notion vague et communément admise de rupture du lien social ou d'acte contraire à la mentalité actuelle du moment. C'est pourquoi dans « la philosophie » pénale, il entre d'emblée dans l'étude plus édifiante et moins théorique des causes de la criminalité et des lois de sa propagation.

C'est, disions-nous, en 1898 que Tarde semble s'être aperçu de cet oubli, bien excusable, d'ailleurs, dans une œuvre qui s'inspire de considérations pratiques, et vise à un intérêt pratique. La notion du crime, l'idée générale du crime était impliquée dans son œuvre, mais manquait de définition claire, chose essentielle dans tout système bien

compris. Jusque-là les diverses écoles dogmatiques ou critiques, attaquées à leur base, s'étaient efforcées de serrer de près la notion de criminel, et avaient laissé dans l'ombre l'idée de crime; le délinquant avait été étudié en dehors de son délit. Or, le crime et l'idée de crime se sont transformés à travers l'histoire : le blasphème, la sorcellerie, le lèse-majesté, ont été autrefois des crimes capitaux, mais aujourd'hui il n'en est même plus question. Des essais de définitions scientifiques avaient été tentés en tenant compte des caractères psychologiques et en reliant le fait social-crime à d'autres faits sociaux. « Suivant MM. Ornanoff et Blocq, dit Tarde, le crime et le malheur auraient cela de commun que l'un et l'autre, finalement, transformeraient les forces physico-chimiques instables de l'Univers ambiant en forces physico-chimiques stables, tandis que la vertu et le bonheur produiraient l'effet inverse. Seulement, le malheur serait une stabilisation de ces forces accidentellement survenue, contrairement à l'attente de l'agent, par suite d'un « défaut de son mécanisme fonctionnel », c'est-à-dire parce que l'agent « a déterminé aux choses des attributs non identiques à ceux de la représentation mentale qu'il en avait eue ». Au contraire, il y a crime « chaque fois qu'un sujet, ayant des représentations mentales exactes des attributs des choses, aura dérivé ces choses à son profit personnel, et n'y sera parvenu qu'en diminuant par le même acte les forces vives terrestres utilisables » (p. 339). D'après cette définition, le crime serait un malheur volontaire, tandis que l'essence du malheur est d'être essentiellement involontaire. Or, il est certains malheurs qui sont bien imputables à la faute de l'individu, qu'il a voulu, et qui ne sont pas pour cela des crimes. En outre, d'après ces auteurs, le crime est d'autant

plus grand que la perte de force vive est plus considérable. Or, le meurtre d'un co-naufagé, sur le Radeau de la « Méduse », entraîne une perte de force vive, mais cependant, on ne peut pas dire ici qu'il y a crime, puisque cet acte permet de conserver une force vive plus grande. De même, il n'y aurait pas crime, si une fille violée se trouvait, par ce fait, enceinte, car il en résulterait non pas une diminution, mais une augmentation de force vive. Le vol d'un avare augmente la somme des richesses en circulation, au lieu de la diminuer. La définition précédente pêche donc par défaut de précision. Elle est une définition « de médecins, non de sociologues ». D'après ces auteurs, « le crime fait de pathologie sociale, au premier chef, n'est que l'émanation d'un trouble fonctionnel, dont le point de départ réside dans une modification dynamique déterminée. C'est l'explosion d'un centre (nerveux) « en état d'hérétisme ». Mais en quoi, je me le demande, le vol, dont l'argent est employé par le voleur à se bien nourrir, est-il contraire au bon fonctionnement de la nutrition dans l'ensemble de la société? En quoi le meurtre de l'époux impuissant par l'amant prolifique est-il contraire au bon fonctionnement de la reproduction? » (p. 340).

De telles définitions étant rejetées comme erronées, nous arrivons à un deuxième groupe de définitions conçues en termes psychologiques. Elles sont erronées « si on n'y a eu égard qu'à la psychologie proprement dite, purement individuelle, intra-cérébrale, et non à l'inter-psychologie, pour ainsi dire, à la science d'origine assez récente, qui étudie les rapports psychiques de personne à personne » (p. 340).

Pour Bentham, le crime est un acte qui tend à diminuer la somme totale de plaisirs et augmente celle des douleurs

dans la masse sociale, soit par le mal direct que cet acte produit, soit par le mal de l'alarme qui s'ensuit. Il ne s'agit que d'actes volontaires, non pas d'actes commis par imprudence ou par négligence, de délits par omission, comme le fait, pour un employé de chemins de fer, de provoquer un tamponnement en oubliant d'ouvrir ou de fermer un signal. Mais, parmi les faits volontaires, ceux qui, seuls, sont susceptibles d'être imités, peuvent être alarmants. Dans la définition de Bentham, le rôle de l'imitation n'est donc qu'imparfaitement indiqué.

Chez Garofalo, on retrouve le même désir de donner une définition à la fois claire, précise et générale du crime. Devant la multiplicité des notions de crime dans le temps et dans l'espace, il se demande s'il existe une notion de « délit naturel » et, si elle existe, quel est son critérium.

D'abord y a-t-il une notion de délit naturel? Pour Darwin et Spencer, chaque race possède aujourd'hui une somme d'instincts moraux innés, dont quelques-uns se remarquent dès l'enfance, comme le sacrifice de soi-même. Il est impossible de nier l'existence psychologique du sens moral, car, si la morale n'était que le fruit du raisonnement, les individus les plus intelligents seraient les plus moraux et les plus honnêtes : « Mais du moment que ce sens moral est une activité psychique, dit Garofalo, il peut être sujet à des altérations, à des maladies..., il ne faut donc pas nous étonner si, dans une race normale, on trouve un nombre plus ou moins grand d'individus d'une immoralité frappante. Ce sont des anomalies tout à fait naturelles » *R. phil.*, 1887-1, 7 et 8).

Pour Garofalo, le sens moral a varié dans le temps et dans l'espace. Pour Darwin, le capital d'idées morales que nous possédons est le produit d'une élaboration de tous les

siècles qui nous précèdent et qui nous les transmettent par l'hérédité aidée de la tradition. Pour Garofalo, chaque époque a sa morale relative, chaque classe ayant les siennes. Mais « au-dessus de toutes ces sortes de lois superficielles et spéciales, il y en a d'autres, bien plus générales, dont la force pénètre dans toutes les classes sociales ..., c'est à ces principes qu'on appelle proprement « la morale », que le temps apporte des variations très lentes ... même les bas-fonds de la Société ont quelque chose de commun avec les couches supérieures en fait de moralité ... tout en renonçant à l'idée de l'universalité absolue de la morale, nous pourrons parvenir à déterminer l'identité de certains instincts moraux d'une très vaste région du règne humain » (p. 10).

Quels sont ces instincts moraux ? Tout d'abord, Garofalo remarque que le patriotisme, la religion, la pudeur, ne marchent pas forcément de pair avec la moralité. « Le sens moral d'une agrégation humaine ne peut consister que dans l'ensemble des instincts moraux altruistes. » Les sentiments altruistes peuvent se réduire à deux : la bienveillance, sentiment d'abord égo-altruiste dont l'amour, amour de la famille, des enfants, et la pitié ou sympathie pour la douleur ont été les premières formes. Le second est le *sentiment de la justice*, forme la plus marquée de l'altruisme, dont la probité et la délicatesse sont les principales formes. « L'élément nécessaire pour qu'un acte soit considéré comme criminel par l'opinion publique, c'est la lésion de cette partie du sens moral qui consiste dans les sentiments altruistes fondamentaux, c'est-à-dire la pitié et la probité » (p. 22). « Il faut, de plus, que la violation soit, non pas à la partie supérieure et la plus délicate de ces sentiments, mais à la mesure moyenne dans laquelle

ils sont possédés par une communauté, et qui est indispensable pour l'adaptation de l'individu à la Société. C'est là ce que nous appellerons crime ou délit naturel » (p. 22).

Tel est le critérium par lequel nous reconnaitrons un acte criminel, violation des sentiments moyens de la conscience. Tarde le juge incomplet, et voici les raisons qu'il donne.

D'abord il remarque que, beaucoup d'actes de héros, perfides et impitoyables, sont jugés sublimes; il faudrait donc donner la raison des limites reconnues par le cercle social à un moment donné.

« En second lieu, ce n'est pas le sentiment blessé qu'il importe de considérer, mais c'est le jugement de blâme, de réprobation provoqué par cette lésion du sentiment moyen, et ce sont les motifs de ce jugement qui s'appuient sur la violation plus ou moins audacieuse ou hypocrite de droits ou de devoirs reconnus, droits et devoirs exprimés et consacrés, mais nullement créés par les sentiments qui sont leur forme exécutive, en quelque sorte » (*R. phil.*, 1898, II. 342).

Tarde s'attaque ensuite à la définition de Colajanni, d'après laquelle le crime est une action « déterminée par des motifs individuels et antisociaux, qui troublent les conditions d'existence et atténuent la moralité moyenne d'un peuple à un moment donné. Il suffit de remarquer que, dans la plupart des cas, sinon dans tous, les mobiles des crimes, leurs buts, n'ont rien d'antisocial. Vésale, par exemple, a été « accusé d'avoir pratiqué la vivisection humaine », « ce qu'il y a d'antisocial, ce sont les moyens employés pour atteindre ces buts » (p. 363).

Enfin Tarde s'attaque à la définition de Durkheim,

qui qualifie de crime tout ce qui est réprouvé par la conscience collective. Mais avant de connaître l'objet de cette réprobation, il faudrait d'abord savoir comment cette conscience collective est devenue telle. Il est nécessaire que quelqu'un ait répandu ses idées grâce à son prestige et en ait inspiré l'imitation à ses contemporains.

Ces critiques formulées, Tarde expose sa théorie propre. Pour lui, « le crime c'est, à coup sûr, un acte senti par le groupe environnant comme une attaque et un trouble, de même que la peine sera sentie comme une défense et un apaisement. Mais quelle espèce d'attaque? Quelle espèce de trouble? Un obus qui tombe dans une ville est agressif et perturbateur, sans qu'il y ait rien là de criminel. Distinguons entre l'agression perturbatrice qui provient d'un ennemi extérieur, et celle qui émane de l'ennemi interne, compatriote, coassocié. Celle-ci de tout temps, et partout, quand elle se présente comme intentionnelle, est caractérisée par la nature de l'émotion qu'elle suscite : non pas seulement alarme, mais indignation. Par le crime une volonté se dresse contre une autre volonté jugée supérieure (divine, royale, populaire) et il consiste en une violation des droits établis par cette volonté législative. Mais toute violation, même volontaire, d'un droit, n'est pas regardée comme criminelle. Non seulement toutes les désobéissances à la loi commises par erreur ne donnent lieu qu'à des procès civils (où il y a toujours, soit une demande injuste, soit une résistance injuste à une demande juste) mais encore, beaucoup de demandes ou de résistances volontaires et sciemment injustes sont réputées de nature purement civile, quand elles portent atteinte à des droits d'une importance toute individuelle ou jugée telle » (p. 344).

Le législateur va donc rencontrer de grandes difficultés. En réprimant sévèrement tout trouble à l'ordre social, il risquerait de frapper trop fort des crimes qui n'en sont pas, des actes que la conscience sociale ne désapprouve pas, qui ne l'indignent pas. Tels sont, par exemple, les délits supérieurs : escroqueries financières, chantages de la presse, délits collectifs, sectaires, politiques, qui étaient impunis à l'époque de Tarde. Ce n'est donc pas par le péril social qui résulterait de son impunité qu'il faut définir le crime. « Le danger social du crime, c'est l'éventualité de son imitation ... Voilà pourquoi il ne serait pas permis de définir le crime : tout acte qui, s'il était répété imitativement, par tout le monde, serait préjudiciable à l'ordre social » (p. 346). Si l'on adoptait cette définition, il n'est pas de simple contravention de voirie, comme le fait de ne pas éclairer sa voiture la nuit, qui ne dût être élevée au rang de crime ou de délit. « Donc, il ne peut être question que d'une imitation partielle et restreinte, considérée comme probable et non comme simplement, possible ou imaginable » (p. 346). L'instabilité de l'agent, par lui-même ou par autrui, est donc un élément essentiel d'incrimination.

Deux autres éléments sont essentiels de la notion du crime : l'alarme, l'émotion soulevée par le crime, et l'indignation qu'inspirent les mobiles de certains actes. Le premier dépend souvent de circonstances bizarres, telles que, la personnalité de l'agent, ou la chronique dans les journaux. « L'intervention de la presse a pour effet de rendre ainsi capricieusement inégale la destinée des divers crimes, et, par là, de tendre à fausser le sens moral du public, en l'habituant à s'intéresser aux procès criminels comme à des pièces de théâtre très réalistes » (p. 347). L'indignation est l'expression du dissentiment entre l'agent et la société :

l'individu est senti comme une honte, une tache pour son pays. « L'indignation est une sorte de nausée sociale » (p. 348). Elle « exprime le besoin impérieux d'unanimité que la société, que toute société ressent sur certains points, regardés comme fondamentaux » (p. 349).

Il y a deux sortes de crimes : ceux qui alarment plus qu'ils n'indignent et ceux, qui indignent plus qu'ils n'alarment. Les attentats monarchistes appartiennent à la première catégorie ; d'autres appartiennent à la seconde catégorie. L'affaire Dreyfus, par exemple, a indigné plus qu'elle n'a alarmé, car le danger d'imitation de la trahison est très rare chez les officiers.

D'autres alarment et indignent à la fois, comme, autrefois, le crime de sorcellerie, et, dans ce cas, la répression est très sévère. Au contraire, la répression est très faible, voire même inexistante, quand le crime alarme ou indigné peu ou n'alarme ni n'indigne. C'est le cas de l'avortement, qui est à peine puni, même dans les pays à natalité insuffisante où l'avortement devrait cependant alarmer au plus haut point, à cause de la grande facilité de son imitation. Il en est de même pour l'infanticide, la diffamation par les journaux, la pornographie. Aussi, Tarde croit-il nécessaire de préciser le sens de sa définition du crime : « En somme, dit-il, le crime est la violation d'un droit, c'est-à-dire d'une volonté jugée supérieure (divine, royale, collective) contre laquelle s'est dressée une volonté rebelle et hostile, et cette violation est conçue comme présentant, à des degrés inégaux, ce double caractère d'être un danger social et une souillure sociale. Un danger social à prévenir, une souillure sociale à effacer. Il alarme d'autant plus qu'il est plus susceptible d'être imité. Il indigné d'autant plus qu'il exprime chez son auteur une dissemblance morale

plus profonde, qui l'a rendu réfractaire à l'imitation morale de son milieu » (p. 350).

Tels sont les signes auxquels on reconnaît l'acte criminel, d'après notre auteur. Indignation et alarme causés au milieu social sont, d'après lui, les caractères que l'on rencontre dans tous les délits. Tarde va se demander maintenant, s'il y a des actes qui, en tout temps et en tout pays, alarment et indignent à la fois, et, si oui, quels sont ces actes. Remarquons en passant, qu'il traite la question du délit naturel à l'inverse de Garofalo. Alors que Garofalo se demandait d'abord s'il existait un délit naturel, pour en rechercher ensuite le critérium, Tarde suit la marche inverse. L'avantage de cette méthode est le suivant : alors que Garofalo part de notions imprécises, générales, et arrive à affirmer que la notion du délit existe, Tarde, procédant à rebours, part du critérium même du délit, pour se demander si le délit naturel existe dans la réalité. Tarde part de quelque chose de connu, de positif, alors que Garofalo part de quelque chose de vague, pour en faire l'analyse, qui ne pourra être elle-même que vague.

Tarde constate qu'il y a deux actes qui, de tout temps et en tout lieu, ont alarmé et indigné à la fois : l'homicide volontaire et non excusé par la légitime défense ou la légitime vengeance et le vol, qui en est une sorte de rallonge. De même que chacun est propriétaire de sa personne, chacun est propriétaire des produits de sa personne, de son patrimoine. Sans doute la notion de meurtre ou de vol, la notion de propriété a subi bien des variations : jadis le meurtre d'un esclave n'était considéré que comme un dommage causé à une chose matérielle, dont réparation civile seule était due. Mais à côté de cela, le meurtre d'un homme libre était susceptible d'entraîner la responsabi-

lité pénale. Il y a donc crime quand un individu est lésé dans sa personne ou dans ses biens ; s'il y a meurtre, coups et blessures, etc..., si aucune erreur n'est admise, et s'il s'agit d'un homme libre. Avec les progrès de la liberté, tout crime contre une personne, quelle qu'elle soit, est devenu un meurtre, des violences, etc... ; tout crime contre un bien, quel qu'il soit, est devenu un vol, ou un acte similaire. On pourrait ajouter un troisième crime universel : l'injure grave adressée à un membre du groupe, mais à un membre jugé supérieur : père de famille, chef de clan, de tribu, roi ; mais la nature des imputations réputées injurieuses varie tellement de pays à pays, d'âge en âge, qu'il est difficile de définir exactement ce qu'on entend par injure, et de trouver quelque chose qui, en toutes circonstances de temps et de lieu ait été jugé injurieux.

Dans tous ces domaines : meurtre, vol, injure, l'histoire a apporté un changement dans le sens de l'élargissement progressif, en même temps que s'élargit le groupe social, depuis la famille préhistorique jusqu'au christianisme, pour qui l'avènement de la cité de Dieu entraîne une internationalisation de l'idée de crime. Ainsi, le meurtre, autrefois, n'était criminel que s'il était commis par un individu d'un groupe contre un individu du même groupe. Avec le christianisme, il y a meurtre chaque fois qu'un homme meurt, frappé volontairement par un autre être humain, et sans l'avoir provoqué, à quelque nation qu'il appartienne. Il en est de même pour le vol.

Le progrès a été double : d'abord unilatéral. Il est devenu réciproque, faisant disparaître toutes les barrières de maîtres à esclaves, de mari à femme, qui existaient entre les individus. « On arrive à une époque, dit Tarde, où les classes supérieures sont regardées et se regardent elles-

mêmes comme ayant plus de devoirs envers les classes inférieures que celles-ci n'en ont à leur égard..., les lois ouvrières, les règlements sur la responsabilité des patrons, sur les secours dus aux ouvriers, l'instruction gratuite, la munificence démocratique envers le peuple, sont nés de cette extension unilatérale de la moralité... On peut dire que le progrès historique de la moralité a consisté bien plus à s'étendre, comme nous venons de le voir, qu'à se transformer. Et il en a été de même de la criminalité, le domaine du crime s'est élargi bien plus que la nature du crime ne s'est renouvelée profondément. En cela le progrès moral est bien différent du progrès scientifique ou même du progrès artistique..., dans une grande mesure aussi, la morale se perfectionne et se complique, et de nouvelles formes de Devoir et de Délit apparaissent et surgissent par suite des agrandissements mêmes du domaine moral » (pp. 354, 355).

Bien que l'époque où Tarde écrivait ses lignes soit très éloignée de nous, les constatations qu'il faisait sont encore exactes aujourd'hui, et elles se vérifient de plus en plus. Les congrès internationaux, les traités d'extradition se multiplient de plus en plus, et même, depuis la Grande Guerre, on remarque une évolution très nette dans le sens de l'internationalisation de la justice pénale, aussi bien que dans l'unification des rapports de classes à classe. La collaboration, dans l'organisation internationale du travail, des patrons et des ouvriers, la collaboration des Etats pour régler pacifiquement les conflits entre eux, les pactes contre la guerre et les projets de paix perpétuelle, unissant des nations de races, de religions, de climats, de latitudes différents, sont une preuve indiscutable de l'existence d'un certain fonds commun dans les consciences individuelles et collectives.

CHAPITRE II

LES FACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Quand nous avons étudié l'individu criminel, nous avons fait entrevoir que, s'il était poussé au crime par des influences internes, le rôle des influences externes était loin d'être négligeable, et, bien au contraire, la réfutation des idées lombrosiennes sur le type criminel et le criminel-né, nous a fait mettre en évidence une influence de tout premier ordre, jouée par les facteurs sociaux, et, en particulier, par le facteur social par excellence, véritable trait d'union entre l'individu et le groupe social : l'imitation. Nous croyons l'avoir étudiée assez en détails pour ne pas devoir insister plus longuement. « Pour juger de son pouvoir propre, dit Tarde, il faut observer d'abord, les manifestations chez les idiots. En eux, le penchant imitatif n'est pas plus fort qu'en nous, mais il agit sans rencontrer l'obstacle de nos idées, de nos habitudes morales, de nos volontés... tous les actes importants de la vie sociale sont exécutés sous l'empire de l'exemple » (*Phil. Pén.*, p. 319). L'imitation agit comme l'électricité, dont une étincelle, un simple contact suffit pour faire jaillir la lueur et faire circuler le courant. Les duels, les guerres, les suicides, les révolutions sont le résultat de l'imitation. Malgré le mépris, le dégoût qu'inspire un individu, son contact répété peut éveiller,

chez celui qui le fréquente, la tendance à copier. Le rayonnement de l'exemple agit comme l'attraction d'un corps. De même que les corps froids élèvent leur température au contact des corps chauds, de même les esprits inventifs tendent à communiquer leurs actes à la foule imitatrice; une attraction se produit de l'inférieur vers le supérieur qui tend à se l'assimiler. Parfois, l'imitation imposée fait respecter celui que l'on craint, mais la contrainte ne peut pas toujours durer, et, au moment où elle faiblit, « c'est le supérieur social, le plus riche en idées civilisatrices, même lorsqu'il est distinct du supérieur politique et opposé à celui-ci, qui finit par l'emporter » (*Phil. pén.*, p. 326).

Nous avons vu (le criminel) le rôle joué par l'imitation dans la germination de l'idée du crime. Nous avons vu l'influence du milieu criminel sur l'individu. Nous avons à examiner maintenant l'influence de l'imitation dans l'accomplissement même de l'acte criminel, les moyens employés pour y parvenir. Nous n'avons pas d'ailleurs à y insister outre mesure, car nous serions entraînés dans nombre de détails. Tout d'abord, notons que les moyens employés varient avec le degré de civilisation et les chances d'être découvert. L'ingéniosité des malfaiteurs se multiplie à mesure que se multiplient les moyens de dépistage de la police. Un crime aura d'autant plus de chances d'être imité qu'il sera plus longtemps ignoré. La découverte de moyens capables de déceler les moindres empreintes digitales ont amené des malfaiteurs à employer des gants de caoutchouc, et grâce à ce subterfuge, à n'être pas découverts. L'invention était bonne, elle a été imitée. Il semble donc que, dans le domaine des moyens employés, le facteur imitation se combine avec les progrès de la science. Au début, pour tuer plusieurs hommes, il était difficile d'être seul et les

malfaiteurs s'unissaient, se communiquant leurs habitudes et s'imitant mutuellement. Ils pouvaient faire, à plusieurs, ce qu'un seul n'aurait pas osé tenter. Avec les progrès de la science, qui ont substitué le pistolet et le revolver à la hache et au poignard, l'automobile au cheval, ou à la marche à pied, le malfaiteur agit plus souvent seul, imitant quelque grand criminel, dont la méthode lui a été révélée, soit par la presse, soit par le hasard des rencontres. Il y trouve l'avantage, d'abord de bénéficier seul du produit de son forfait, et ensuite, d'être beaucoup plus difficilement reconnaissable. Alors qu'autrefois, l'association de malfaiteurs était une association d'un « coup » à faire, aujourd'hui elle est une conférence, en vue de plusieurs coups à tenter, chaque individu allant de son côté. En général, Tarde constate une recrudescence du crime dans les villes par rapport à celui des campagnes. Pourquoi ?

D'abord, nous avons constaté plusieurs fois cette tendance de l'inférieur à imiter le supérieur. Mais qui est supérieur, et qui est inférieur ? Le supérieur, c'est celui qui arrive à dominer, à se procurer sans peine tous les moyens de subsistance nécessaires, qui réussit le mieux à parvenir à ses fins. Dans une monarchie, c'est le monarque qui joue le rôle d'inventeur, et il est aussitôt imité, par rayonnement divergent, par la cour et la bourgeoisie. Les nombreux adultères de Louis XIV ont été vite imités par son entourage et par le peuple. Aujourd'hui l'exemple du bien-être est donné par les grandes villes, les capitales en particulier. L'ouvrier des villes se procure bien plus facilement que le paysan et avec moins de souffrances et de privations tout ce qui lui est nécessaire pour vivre, lui et sa famille. Plus que le paysan, il a des loisirs qui lui permettent de se distraire, grâce aux nombreux lieux de plaisirs que l'on trouve

dans les villes modernes. De plus, la grande industrie permet d'amasser d'immenses fortunes, qui attirent tous ceux qui veulent gagner sans travailler. Par conséquent, imitation de la capitale, point de concentration des énormes fortunes, par les villes de grande importance; imitation des villes de grande importance par les petites villes, imitation des petites villes par les campagnes, déplacement des paysans vers les villes, tel est le processus de l'imitation dans une démocratie. Or, tout ce processus est issu en ligne droite du progrès scientifique et des progrès de la civilisation qui ont engendré les grands centres. Le résultat est un dépeuplement des campagnes par rapport aux villes, une surpopulation des grands centres, et, grâce à la rapidité de propagation de l'exemple dans un milieu très dense, un accroissement de la criminalité chez les gens sans travail ou avides de plaisirs gratuits.

Les habitudes de libertinage, sous l'empire des excitations urbaines, entraînent une dissolution des mœurs et un accroissement de la voluptuosité, avec son cortège habituel d'attentats à la pudeur, de viols, d'avortements et d'infanticides. « En somme, l'action prolongée des grandes villes sur la criminalité est manifeste, ce nous semble, dans la substitution, non pas de la ruse à la violence précisément, mais de la violence cupide, astucieuse et voluptueuse à la violence vindicative et brutale » (p. 353). Cependant, Tarde ne va pas jusqu'à nier les bienfaits du progrès, bien au contraire; il y reconnaît un facteur de moralisation. La criminalité n'est qu'un cas de propagation imitative; il est d'autres phénomènes de propagation qui, loin de les favoriser, entravent les progrès de la propagation criminelle. Ce qu'on appelle la « civilisation » est l'ensemble de ces phénomènes, et la naissance, la rapide diffusion de l'immoralité

est combattue par une diffusion égale, et même supérieure, de la moralité, grâce à l'extension des modes d'enseignement : artistique, littéraire, religieux. Et l'assimilation de la campagne à la ville montre que le crime est un fait social singulier, mais un fait social comme un autre. Il grandit en se conformant à la règle de l'imitation du haut en bas, obéit à la loi du passage de la coutume à la mode et du retour à la coutume élargie. Le domaine territorial de l'imitation s'agrandit, étendant le champ de l'assimilation sociale. Au commencement ou à chaque recommencement de l'histoire, on trouve des idiomes, des cultes, des législations, des procédés industriels ou artistiques, des morales, des vices et des crimes aussi différents que les familles ou groupes de familles qui vivent dans ces périodes. Chaque conquête politique, scientifique, ou autre, apporte son tribut de troubles et d'insurrections. Chaque invention criminelle, chaque emploi d'un procédé nouveau pour donner la mort, ou pour voler, est rapidement imité, s'il réussit, et, pendant un certain temps, la justice est déroutée et arrêtée. Puis, une contre-invention vient combattre la première, et il semble que l'assimilation se produise, et elle se produit en effet, car, découragés par leurs échecs, les malfaiteurs vont renoncer à ce procédé qui ne leur réussit plus. Beaucoup d'ailleurs s'arrêteront là, hésitant à employer d'autres moyens, mais d'autres seront pris par un autre courant, nouvelle phase du recommencement de l'histoire.

En même temps qu'elle progresse, la civilisation change les moyens d'accomplissement des délits. L'adoucissement des mœurs amène une suppression des crimes nés de l'intolérance et du fanatisme religieux, en même temps qu'elle range parmi les infractions certaines atteintes à la morale et à la liberté. Les moyens barbares de mise à mort des

condamnés étant supprimés, les malfaiteurs emploient des modes moins cruels et souvent plus raffinés et plus scientifiques. Seuls, les paysans restent fidèles aux moyens « naturels » : au poignard, à la hache, au poison des reptiles. Le revolver est de plus en plus utilisé, même par le sexe faible, dont les procédés favoris étaient le vitriol et le poison. Il semble que l'on puisse remarquer, en même temps que la suppression, grâce aux machines, d'un effort musculaire considérable, une certaine paresse, une crainte de la fatigue, qui exclut toute cruauté. Le voleur n'emploiera que rarement l'effraction violente par bris de clôtures, mais il faussera des serrures, emploiera le chalumeau, voire même un simple levier ou de simples opérations d'écritures. Par contre, de grandes précautions étant nécessaires, il sera plus circonspect, n'agira, le plus souvent, qu'après une longue préméditation, qui comportera un examen attentif de l'état des lieux. Telle est la marche que croit surprendre Tarde dans le progrès de la criminalité. Telle est l'influence qu'il croit pouvoir attribuer au progrès de la civilisation et à sa combinaison avec l'influence sans cesse croissante et sans cesse plus rapide de l'imitation. Facteur essentiel dans la propagation des moyens et de l'exemple, l'imitation n'est pas pour cela un facteur unique dans le domaine social. Elle est souvent un facteur primaire, mais souvent aussi elle est un facteur secondaire, en quelque sorte, le résultat d'un certain dégoût causé par le manque de travail et la nécessité de subsister, ou la paresse accompagnée de mauvaises fréquentations. Poletti a cru voir un lien entre la criminalité et le progrès de la civilisation. Progrès plus apparent que réel. « On étonnerait un professeur, dit Tarde, en lui demandant si, à mesure que sa classe devient plus laborieuse, elle donne lieu

à un chiffre plus élevé de punitions » (p. 377). Si l'on veut chercher la cause de l'accroissement de la criminalité, il ne faut pas la chercher dans le travail lui-même, mais dans sa mauvaise répartition entre les individus, les uns travaillant trop et les autres pas assez ou même pas du tout. Qu'on ajoute à cela l'influence des grandes villes « où la frénésie du luxe dépasse l'ascension des salaires » (*id.*, p. 377), et la facilité d'entrer en contact avec des bandes de malfaiteurs organisées, et l'on verra que le travail, ou plutôt l'absence du travail, n'est pas un facteur négligeable dans les causes du crime. Un dernier facteur, à la fois physiologique et social, facteur auquel certains auteurs, tels que Colajanni, attribuent une influence capitale, c'est la misère. En abaissant la moralité elle élève la criminalité. Elle engendre le vagabondage et la prostitution, qui engendrent à leur tour le délit masculin ou féminin. A cette assertion, Tarde oppose une première objection : « Si la criminalité, dit-il, avait seulement pour cause la mauvaise répartition des richesses, l'Angleterre, où se touchent les extrêmes de la pauvreté et de l'opulence, devrait être le pays le plus criminel de l'Europe. Elle est l'un des moins fertiles en crimes, parmi les grands Etats. Est-il permis de dire, après cela, que, si la criminalité suisse est inférieure à celle des autres Etats européens, c'est parce que dans cette petite nation, la fortune est divisée avec une égalité remarquable. La vérité est que, les deux conditions principales de la moralité : minimum d'inégalité et maximum de stabilité, distingués par M. Colajanni, la seconde, contrairement à sa pensée, est bien plus importante encore que la première » (*Rev. phil.*, 1899.1.512).

Par cette objection, la misère en tant que cause du crime chronique se trouve écartée, et liée à celle du travail, mais elle ne saurait être une cause exclusive. « Toutes choses

égales, d'ailleurs, dit Tarde, — restriction scolastique qui a du bon — l'aisance rend honnête, et la gêne ou la ruine pousse au délit » (p. 516). Sous l'ancien régime, la misère était la grande cause des crimes, surtout des crimes d'ouvriers. De nos jours, avec la criminalité individuelle ou par petits groupes, le penchant à s'associer pour le crime diminue, en même temps que croît le penchant à récidiver, « quoi qu'il en soit, la faim, je le répète, et je l'accorde, détermine des accès périodiques de violences » (p. 517). Mais d'où viennent ces accès ? D'où vient cette faim ? Elle vient de la diminution de la richesse par de lourds impôts, d'une terre moins travaillée, du besoin de salons mondains, de théâtres, etc... Dans les soulèvements révolutionnaires, l'exemple est donné par les repris de justice, les braconniers, les faux ouvriers et autres malfaiteurs, et cet exemple est suivi par la foule inconsciente. C'est, en effet, dans les crimes des foules, que l'on trouve, le plus souvent, comme origine, la misère. Des émeutiers trouvent, dans une bande d'affamés, un terrain favorable à l'exemple, des individus décidés à les suivre, sinon à les imiter. Le crime devient une conséquence indirecte et médiate de la misère. Et Tarde cite la parole de Taine : « On était parti pour avoir du pain, on finit par des meurtres et des incendies. »

Misère causée par la paresse, misère causée par des circonstances économiques, telles sont les circonstances par lesquelles le crime peut être favorisé ! La première fait partie de la criminalité véritable, c'est un facteur social ; la seconde se rapproche des facteurs physiques. Le facteur géographique, d'après l'école italienne, joue un rôle très important ; le crime, d'après Lombroso, découlerait, dans une grande mesure, de la température, du climat, du régime des pluies, de la fertilité du sol dans un pays donné.

On a dressé des cartes, où l'on a indiqué les régions les plus touchées au point de vue criminel, et on a cru constater une criminalité violente, plus forte dans le Midi, que dans le Nord. Lacassagne a prétendu dresser un « calendrier criminel », et remarquer une recrudescence du crime dans la belle saison par rapport à la mauvaise. Il croit remarquer des différences analogues entre les crimes contre les personnes et les crimes contre les propriétés, avec diminution des uns quand les autres augmentent. Ainsi, le maximum des crimes contre les personnes se trouverait en juin et le minimum des crimes contre les propriétés, en juin-juillet. Tarde ne peut admettre ces solutions. Pour lui, les facteurs physiques, quels qu'ils soient, se rattachent à des causes sociales. L'été, on voyage plus, on se rencontre plus, et les chocs entre les personnalités sont plus nombreux, les occasions de meurtres plus fréquentes, et les passions, plus surexcitées, donnent lieu à de nombreux attentats à la pudeur. Quant aux crimes contre les propriétés, ils sont dus également à des causes sociales. « Plus le délit devient une industrie et une industrie savante, et plus les adroits, les féroces meurtriers eux-mêmes savent attendre l'heure, le lieu, la saison les plus favorables à leurs desseins. De là une répétition plus fréquente de certains délits en telles saisons, à tels moments de la journée. Mais cela ne prouve pas le moins du monde que la saison et l'heure aient été complices ou coauteurs de ces mêmes faits... Quel est le vagabond de profession qui ne s'arrange pas de manière à vagabonder, mendier et voler pendant la belle saison, et à se faire arrêter en automne ou en hiver » (*Phil. pén.*, p. 309).

De même que le mariage, à certaines époques, est plus fréquent qu'à d'autres, que les naissances sont plus fréquentes en automne, à cause de l'interdiction du mariage

catholique pendant le carême, cause sociale, de même que l'instinct sexuel, source de la famille, peut pousser à la fois, à la paternité, à l'adultère et à l'infanticide ou à l'avortement et que, dans ce cas, ce sont finalement les facteurs sociaux qui jouent le premier rôle, de même, dans le crime, la plus grande cause est celle qui résulte du facteur social. Les facteurs physiques, dans le crime, pousseraient à un maximum de criminalité, de même que l'instinct sexuel pousserait à un maximum de procréation. Or, toutes les familles légitimes ou naturelles, toutes les unions sexuelles n'aboutissent pas au maximum nécessaire d'enfants, et, aussi, la société n'a pas tous les criminels qu'elle pourrait avoir. Le lien social est un frein, qui empêche la nature, bonne ou mauvaise, d'agir avec toute sa force d'expansion.

« Je me permets de conclure, en résumé, dit Tarde, que la moindre criminalité violente dans les pays septentrionaux tient à un fait social, la direction longtemps septentrionale de la civilisation, et que ce fait lui-même a une cause sociale, la force de propagation imitative dans tous les sens » (*R. phil.*, 1886.1.13).

Ainsi, tous les facteurs du délit : physiques, anthropologiques, géographiques, se ramènent, en fin de compte, au seul facteur social de l'imitation, qui les englobe tous. La civilisation naît de l'imitation ; le crime, né d'un mouvement de révolte contre la civilisation, s'est, comme elle, propagé, par imitation. Si l'on croit, dans certains cas, reconnaître au premier abord, un rôle aux facteurs physiques, c'est que l'on n'approfondit pas assez la question. Dans certains cas, il est impossible de nier le rôle de ces facteurs, mais il est indiscutable que, dans tous les cas, sans exception, le premier rôle est joué par les facteurs sociaux, nés de l'imitation. Un crime se compose d'un fait et de moyens. Le fait,

l'acte criminel, peut être commis grâce au concours de certaines circonstances, de temps ou de lieu ; l'agent peut, lui-même, attendre le moment favorable, ou profiter, sans attendre, d'une circonstance propice. Dans l'accomplissement du fait lui-même, répétons-le, et dans ce cas seulement, peuvent jouer ce que les lombrosiens appellent le « facteur physique », de même que chez l'individu criminel-né, des circonstances peuvent réveiller l'instinct qui dort, mais, pour le choix des voies et moyens, et pour le choix de l'acte lui-même, les facteurs sociaux, et, en particulier, l'imitation joueront seuls. Comment ne pas voir un fait d'imitation, dans la répétition à un court intervalle, de crimes de même nature. Un meurtre est suivi aussitôt d'autres meurtres, un attentat, d'autres attentats. Grâce à la facile diffusion des nouvelles par les journaux, chaque candidat au crime verra s'éveiller en lui le penchant à imiter ceux dont il a lu les exploits la veille et une longue recherche de la police le déterminera d'autant plus à imiter ceux que l'on ne peut pas arrêter. C'est ce qui explique, en grande partie, les résurrections brusques de procédés que l'on croyait à jamais relégués dans l'ombre. Si la température, par exemple, jouait seule, on devrait avoir une répétition bien définie, à intervalles réguliers, des mêmes infractions, et même (pourquoi ne pas aller jusqu'au bout du déterminisme physique) des procédés criminels. Or, il n'en est rien. Sans nier l'influence du milieu physique, il importe de lui faire sa part, et de le subordonner, dans tous les cas, au milieu social qui en complète l'action.

CHAPITRE III

CRIME ET SANTÉ SOCIALE

Une question intéressante à étudier dans l'œuvre de Tarde, c'est celle de savoir si le crime est normal ou non. Cette question, dont on ne voit pas l'importance au premier abord, n'a jamais fait l'objet, dans aucun ouvrage, d'une étude spéciale, jusqu'au moment où Durkheim, dans ses *Règles de la méthode sociologique*, se mit à considérer le fait social sous un autre aspect que le point de vue de Tarde. Il en est résulté une controverse, que l'on peut constater par deux articles de la *Revue philosophique* de 1895.

Le point de départ, c'est la conception que Durkheim avait exposée dans ses *Règles*, conception tout originale du fait social et du crime, en particulier. Après avoir exposé les règles sur la manière de reconnaître si un fait social est normal ou pathologique, Durkheim passe à l'application, et il choisit comme exemple le fait social-crime. Durkheim constate d'abord que personne, avant lui, n'a contesté le caractère anormal du crime. Cependant, il ne faut pas rester dans cette erreur; car le crime s'observe à chaque instant, dans des sociétés de tous types, et dans toutes les sociétés, à chaque période semblable de leur évolution, « Partout et toujours, il y a eu de ces hommes qui se condui-

saient de manière à attirer sur eux la répression pénale » (*Règles*, p. 82).

Donc, première conclusion de Durkheim : le crime est normal. Mais une deuxième conclusion, plus paradoxale encore que la première, semble s'imposer en même temps. Chose normale, le crime devient chose nécessaire : « classer le crime parmi les phénomènes de sociologie normale ce n'est pas seulement dire qu'il est un phénomène inévitable, quoique regrettable, dû à l'incorrigible méchanceté des hommes : c'est affirmer qu'il est un facteur de la santé publique, une partie intégrante de toute société saine » (p. 83). Quant au criminel, c'est un facteur d'évolution, « qui implique que la voie reste ouverte aux changements nécessaires ». Socrate, nul n'oserait le nier, était un criminel en son temps, et sa condamnation était juste, mais son crime était utile. Or, le cas de Socrate « se reproduit périodiquement dans l'histoire ». « Contrairement aux idées courantes, le criminel n'apparaît plus comme un être insociable, comme une sorte d'élément parasitaire... c'est un agent régulier de la vie sociale. » (p. 89).

De telles idées, très facilement justifiables pour un professeur de sociologie, ne pouvaient être admises par le praticien, le magistrat qu'était Tarde. Ce dernier est même assez sévère pour son contradicteur qu'il accuse de construire en l'air « une sorte de sociologie en soi et pour soi, qui, purgée de toute psychologie et de toute biologie, aurait bien de la peine à se tenir debout, sans le remarquable talent du constructeur » (*Rev. phil.*, 1895.16.148).

Tout d'abord Durkheim appuie son opinion sur ce fait que le crime n'a guère varié depuis que l'on en suit la marche grâce à la statistique. Or, la statistique nous montre un accroissement de la criminalité concomitant à l'accrois-

sement de la population et de la prospérité. Or, peut-on dire qu'un tel fait, qui, en somme, reste constant, est normal? Evidemment, non. Cette affirmation semble logique, mais Tarde ne peut cependant pas l'admettre. En 1883, il avait essayé de réfuter une opinion à peu près semblable de Poletti, « qui prétendait que, si, quand l'activité criminelle a doublé ou triplé, la prospérité industrielle et financière a doublé ou quadruplé, cet accroissement absolu de la criminalité équivaut à son abaissement relatif, le seul qui importe » (*Rev. phil.*, 95.1.149).

Pour Tarde, malgré l'apparente logique de cette conclusion, il faut l'écarter. Durkheim et Poletti ont le seul mérite « d'exprimer avec beaucoup d'originalité une impression très banale, qui se traduit tous les jours par l'indulgence croissante des juges et des jurés, par le relâchement des fibres de l'indignation et du mépris public en présence de certains attentats... J'ai bien peur, dit-il, pour M. Durkheim, qu'il ne se trouve d'accord ici, avec le sens commun ou plutôt vulgaire si méprisé par lui » (p. 149).

Durkheim, d'ailleurs, n'insiste pas sur ce point de vue et, au contraire, dans un article de la même année, dans la même revue, il s'empresse de mettre au point une idée, qui semblait le mettre en contradiction avec lui-même, puisqu'il réfutait publiquement Poletti, dans une leçon du cours de sociologie professé à Bordeaux. Si les faits nous permettaient de croire, que, plus on avance dans l'histoire, plus la criminalité, « sans disparaître, se rapproche de zéro, on pourrait supposer que cette universalité et, partant, cette normalité sont temporaires. Mais justement, il se trouve, que les seuls renseignements dont nous disposons, nous montrent une progression au lieu d'une décroissance. Il faut donc écarter l'hypothèse, puisqu'elle est sans fonde-

ment dans les faits. Mais de ce que cette marche ascendante des crimes ne nous permet pas d'admettre qu'ils diminuent, il ne suit pas qu'elle soit normale » (p. 518). La question reste donc entière. Durkheim ne conteste pas que l'accroissement énorme des délits de notre temps soit morbide, mais il considère comme possible que les délits progressent avec la civilisation. Sur ce point, nos deux auteurs sont donc d'accord, et cela ne change rien à l'opinion de Durkheim, puisque dans son livre il écrivait : « Il peut se faire que le crime lui-même ait des formes anormales, c'est ce qui arrive quand il atteint un taux exagéré. Il n'est pas douteux, en effet, que cet excès ne soit de nature morbide » (p. 82). Cette question étant tranchée, du moins provisoirement, examinons une autre critique que Tarde adresse à Durkheim : celle d'atténuer ou même de supprimer l'intérêt pratique de la peine. La nécessité et la légitimité de la peine se concilient, d'après lui, avec l'utilité et la nécessité du crime.

« S'il est normal, dit-il, que dans toute société, il y ait des crimes, il est non moins normal qu'ils soient punis » (p. 150). Ici, Tarde ne reconnaît plus chez Durkheim l'habileté de sa dialectique ordinaire. « Il nous dit notamment que les sentiments d'aversion et de « haine » inspirés par le crime sont fondés parce qu'il n'est volontaire que malgré lui. Mais depuis quand est-il permis de haïr un bienfaiteur involontaire?... Il ne suffit pas de comparer la pénalité aux fonctions d'excrétion du corps vivant..., c'est plutôt une fonction d'encrétion, car ce qui est encrété, c'est l'inutile ou le nuisible, jamais l'utile, sauf le cas de grave et sérieuse maladie » (p. 150). Mais puisque Durkheim compare le crime à la douleur et à la maladie, pourquoi y aurait-il absurdité à la réprimer, de même que l'on réprime la douleur par le chloroforme et les anesthésiques, qui per-

mettent d'opérer sans douleur. De plus, Durkheim prétend que le crime est utile. Mais à quoi est-il bon ? Il est utile pour maintenir le niveau de la conscience collective, sans renfermer dans cette austérité impossible à maintenir. « Dans une société où il n'y a pas d'homicides, de vols, d'attentats aux mœurs, la conscience collective se mettra à incriminer avec une sévérité extravagante les plus légers actes de violence, d'indélicatesse ou d'immoralité ; on sera comme dans un cloître, où faute de péchés mortels on est condamné au cilice ou au jeûne pour les plus vénielles des peccadilles » (p. 152). A cette idée Tarde oppose plusieurs objections : d'abord si on perd l'habitude de châtier, on prend l'habitude de ne plus punir un gros méfait, même accidentellement commis. Mais il ne faut pas généraliser, car seul, le tribunal de l'opinion, qui, même actuellement, ne pardonne pas des fautes légères, deviendrait en l'absence de fautes lourdes « rigoureux, exigeant et difficile ». De plus, on pourrait croire d'après Durkheim que, plus un délit croît en fréquence, intensité, etc..., plus la conscience collective est disposée à l'excuser. Mais c'est justement le contraire qui se produit, car, devant un afflux de crimes, la conscience des honnêtes gens s'énerve et demande des sanctions.

Dans sa réponse, Durkheim se défend d'avoir émis de telles idées. Il transpose dans le « plan sociologique la théorie microbienne de Pasteur ». La maladie, si l'on généralise cette explication microbienne, se présente à nous comme le combat d'une armée de cellules et d'une armée de microbes. Combat dont notre organisme est, à la fois, l'enjeu et le champ de bataille. Ces deux armées sont composées séparément de combattants bien portants, jusqu'au moment où elles s'exterminent, mais c'est leur rapport qui

est morbide... Rien ne s'applique mieux que cette notion de maladie à la criminalité. La criminalité, c'est le conflit entre la grande légion des gens honnêtes et le petit bataillon des criminels, et ceux-ci comme ceux-là agissent normalement étant donné le but que les uns et les autres poursuivront. Mais comme ces deux buts sont contraires, la résistance qu'ils s'opposent mutuellement est sentie par chacun d'eux comme un état pathologique, qui, pour être permanent et universel, n'en est que plus douloureux » (p. 159). Durkheim en arrive à une solution finaliste. Si un changement se produit dans les conditions d'existence, ce qui était normal, telles les pratiques religieuses, la vie ouvrière, etc..., devient normal, en dépit de la généralité persistante, et Durkheim est entraîné beaucoup plus loin, quand il va jusqu'à dire que les progrès de la criminalité sont une chose normale, de même que la décroissance actuelle du sens religieux. Un réveil de ce sentiment serait anormal, morbide; notre état économique actuel, à structure segmentaire, est morbide. Chaque espèce a sa normalité propre. « Pour chaque individu, suivant le but qu'on lui sait ou qu'on lui suppose, les conditions de la normalité changent » (p. 160). Dans son milieu, un sauvage qui aurait le cerveau développé et le tube digestif réduit, c'est-à-dire, en un mot, qui aurait tous les caractères du civilisé, serait un anormal, mais non un malade individuellement, même si son idéal propre est contraire à celui du milieu. Pour Stuart Mill, l'état normal, c'est l'état le plus élevé, l'idéal qu'on approche, mais qu'on ne peut jamais atteindre; la morbide, c'est le général, le commun, le vulgaire. Le normal, pour une société, c'est la paix dans la justice et la lumière, après l'extermination complète du crime, du vice, de l'ignorance, de la misère et des abus. De ce que la science n'atteint

pas son idéal : le maximum de vérité, il ne faut pas conclure à sa faillite. Quoique chimérique en apparence, la solution de Stuart Mill serait préférable, mais peu pratique. La science ne doit aller au delà de ce qu'elle peut donner, « c'est en lui prêtant des droits qui outrepassent sa portée, déjà bien assez vaste, qui ont donné lieu de croire à sa prétendue faillite. La science n'a jamais failli à ses promesses véritables, mais il a circulé sous son sceau une foule de faux billets revêtus de sa fausse signature et qu'elle est dans l'impossibilité d'acquitter. Il est inutile d'en augmenter le nombre » (p. 160).

Enfin Durkheim reproche à Tarde de lui avoir fait dire que, si certains crimes devenaient plus rares, les peines qui les frappent s'élèveraient nécessairement. Il ne faut pas confondre répression et incrimination, confusion que semble faire Tarde. La répression n'est pas une conséquence nécessaire de l'incrimination. Le sentiment collectif froissé par le crime l'est également par la peine, et, entre les deux se produit une sorte de compensation, « qui empêche le châtimement de croître comme l'intensité du blâme » (p. 510).

Une autre erreur que Tarde attribue à Durkheim c'est celle de croire à un lien indissoluble entre la production des variétés criminelles de l'espèce humaine et de la production des variétés générales. « La conséquence serait la suivante : en étouffant le crime, on tuerait du même coup le génie » (p. 153). Pour Durkheim, la preuve de la normalité d'un phénomène n'est autre que sa généralité. Le type normal, c'est le type moyen, le type collectif, et tout ce qui s'en écarte, est une anomalie. Tarde se demande si, vraiment, il y a solidarité entre le génie et le crime, et il est obligé de conclure dans un sens opposé, car, si la statistique générale semble indiquer une diminution du crime corres-

pondante à une diminution de génie, la statistique générale montre que le degré de criminalité, ou son minimum correspond au maximum de génialité scientifique.

Tarde reproche à Durkheim de n'avoir vu dans le crime que ses plus basses manifestations.

Tout ceci est contesté par Durkheim qui prétend n'avoir dit nulle part que « le crime et le génie n'étaient que deux aspects différents d'un même état mental » (p. 520). Dans toute société, il est utile, voire même indispensable, que les types exceptionnels se fassent jour et produisent des divergences dont les variétés sont l'homme de génie et le criminel, le criminel pouvant avoir du génie ou être au-dessous de la moyenne. Durkheim se défend de n'avoir envisagé que le crime « bas et rampant », haï et méprisé. Il a voulu dire :

a) Utile ou non, le crime est normal; il n'est pas de société où les individus ne divergent plus ou moins du type collectif. Un nivellement matériel complet est impossible, et, entre la disparition du crime et celle de l'esclavage, il n'y a aucun rapport.

b) L'utilité du crime est généralement indirecte, quelquefois directe. Le criminel est parfois un précurseur de la morale à venir. « Je n'ai pas dit que le crime ne faisait pas de mal; j'ai dit qu'il avait l'effet utile que je viens de rappeler. Les résultats nuisibles qu'il peut avoir ne démontrent pas qu'il n'ait pas cette utilité...; il n'est rien qui ne soit mauvais par quelque endroit..., ce qui est normal, c'est le couple inséparable du crime et de la peine ... » (p. 521).

c) La morale, étant une fonction sociale, doit « comme toute fonction sociale, n'avoir qu'un degré de vitalité limité... Si notre respect de la vie humaine dépassait une certaine intensité, nous ne tolérerions même pas l'idée de la

guerre; et pourtant, dans les conditions actuelles des rapports internationaux, il faut que nous puissions le faire... » (p. 522). En résumé, le normal se confond avec le type moyen; car de même que tout le monde est malade, et par là même, la maladie normale; de même chacun a sa maladie propre, mais tous ces caractères individuels s'effacent devant le type générique qui n'en porte pas trace. Mais alors, Tarde aurait la partie belle s'il n'y avait que des hommes moyens, au point de vue physique, intellectuel, moral, la société serait à un tel niveau qu'elle ne pourrait s'y maintenir. Comment admettre qu'une telle société soit saine. Et, en vérité, une telle société n'est pas saine, si elle n'est composée que d'éléments normaux. « Il est donc seulement normal qu'il y ait dans toute société des individus psychologiques anormaux » (p. 523). « L'état normal des sociétés implique la maladie des individus, un certain taux de mortalité comme un certain taux de criminalité est indispensable à la santé collective » (p. 523).

En somme, de ce duel entre le pessimisme de Tarde et l'optimisme de Durkheim, que reste-t-il de la doctrine de l'auteur que nous étudions? Pas grand'chose semble-t-il, à première vue, mais à la réflexion il semble que rien, dans les grandes lignes de la critique de Tarde, n'ait été touché. A la théorie et à la logique très poussées de Durkheim, Tarde oppose la pratique et le bon sens. En réalité, tous les deux sont dans la vérité.

En effet, dire que le crime est un mal, ce n'est pas dire qu'il est normal. Tout en étant normale, la maladie n'en est pas pour cela un bienfait. Les manifestations du crime, pour être normales, ne doivent pas, pour cela, être laissées à leur libre cours. Si l'on veut continuer à comparer la cri-

minalité à la maladie, il nous faut remarquer que les maladies les plus dangereuses sont celles qui couvent longtemps sans se manifester. Leur éclosion est un grand désastre pour l'organisme, qui doit posséder une force extraordinaire pour y résister. Combien d'exemples des plus graves maladies, qui sont, en même temps, des fléaux sociaux, voyons-nous dans la tuberculose, le cancer et la syphilis ! De ce qu'une société, de ce que toutes les sociétés possèdent de tels germes de destruction, devons-nous conclure qu'il faille les laisser évoluer jusqu'à prendre des formes inquiétantes ? Combien de cas de maladies chroniques voyons-nous, qui, mal soignées, rarement prises en considération, négligées, affaiblissent l'organisme progressivement, et le mènent à la désagrégation et à la mort. Et ne pouvons-nous pas dire qu'un individu atteint d'une maladie chronique qu'il est dans son état normal, même étant malade ? Peut-on dire, comme Durkheim, que, de même que tous les individus sont plus ou moins malades, de même toutes les sociétés sont plus ou moins atteintes de lésions. Ce serait, semble-t-il, pousser la comparaison trop loin. Si l'on considère les maladies dont sont atteints les individus, ces maladies peuvent être toutes différentes. Mais le crime, tout en revêtant différentes formes dans les différentes sociétés, est toujours le crime. C'est toujours une même maladie, que chacune ressent comme un malaise qu'il faut, le plus possible, éliminer. Ce serait donc une erreur de vouloir comparer le crime à la maladie individuelle ressentie différemment par les différents organismes. Il faut le comparer à la maladie, considérée non pas du point de vue des remèdes ordonnés, et pour lesquels un facteur organique individuel peut s'opposer à la prescription du remède commun à toutes les manifestations de

cette maladie, au mode d'action des facteurs (microbiens ou autres) qui en sont la cause. La même distinction s'impose entre les crimes considérés en eux-mêmes et le crime de tel ou tel individu. Les mobiles peuvent être les mêmes, mais l'individu est différent.

Mais si nous continuions à raisonner là-dessus, nous sortirions du domaine de notre question, pour empiéter sur celui de la peine. Durkheim ne voit un caractère morbide au crime que quand il atteint un taux trop élevé, et il ne voit pas l'impossibilité de déterminer un taux normal, le niveau normal qu'il ne doit pas dépasser, en plus comme en moins d'ailleurs.

Voilà une conclusion qui semble bien hardie et bien risquée. Il semble que, sur cette question, Tarde aurait répondu qu'il existe un maximum de criminalité, au-dessus duquel l'alarme et l'indignation causées à la société seraient si grandes qu'il serait nécessaire de prendre des mesures de répression.

Mais alors, tout le problème se résout à fixer ce minimum que Durkheim préconise, et le moment où le crime peut être considéré comme normal. Doit-on considérer le moment présent ? Mais alors, comment Durkheim, considérant notre période, pourra-t-il conclure à une criminalité normale ? Si l'on prend à la lettre la conception de Durkheim, comment ne pas concevoir comme normale une société où la criminalité serait réduite à zéro. Chimère, dira-t-il, impossibilité pratique, idéal, mais pourquoi ? Pourquoi prendre pour base telle proportion plutôt que telle autre ? Pourquoi prendre un zéro relatif, aussi imaginaire peut-être que le zéro absolu ? Quand peut-on dire dans le sens absolu, qu'un homme est bien portant ? Devra-t-on éliminer les petites circonstances n'entraînant pas un grand change-

ment dans son organisme, établir une moyenne ? C'est peut-être ce que cherche Durkheim, ce qu'il entend par normalité. Une société avec le minimum de crimes sans doute, mais c'est ce minimum que l'on veut déterminer. Durkheim ne semble pas tenir compte, à côté des individus très moraux et des amoraux, d'un groupe tout aussi nombreux d'individus moraux de même qu'entre l'état de parfaite santé et l'état de maladie, il y a l'état de santé proprement dite, l'état normal. La comparaison physiologique des sociétés avec les individus devrait nous conduire, en bonne logique, à considérer le crime comme un état normal, état où les cellules mauvaises ont la priorité sur les cellules bonnes. Dans la maladie, il ne faut pas considérer uniquement les bonnes et mauvaises cellules en conflit, qui luttent les unes contre les autres ; il y a les cellules neutres, qui le sont perpétuellement. Entre le criminel et l'ascète il y a l'homme normal, l'homme de la rue, qui répugne aussi bien à la stricte morale qu'à la négation de cette morale. Considérer le crime du point de vue de l'ascète, de celui qui ne voit rien en dehors de lui, que le mal qu'il faut châtier, c'est le considérer non pas du point de vue négatif, mais du côté positif. Voilà pourquoi une société composée de gens trop moraux serait insupportable, incapable d'absoudre les moindres peccadilles, toujours prête à en faire des péchés mortels. Le criminel raisonne de la même façon que l'homme trop vertueux mais à rebours. Tous les deux sont antisociaux, dans leur genre. L'un est nuisible à la société, l'autre y est étranger. L'homme moyen, l'homme de bon sens fuit les deux extrémités. « La parfaite raison, dit Molière, fuit toute extrémité, et veut que l'on soit sage avec sobriété. »

Et, n'exprimons-nous pas, non plus, par là, l'opinion de

la généralité des humains, même internationalement parlant, en disant que le crime ne peut être normal. La volonté criminelle s'oppose au désir de vivre en paix, désir humain, par excellence, à la confiance qui fait unir les hommes et les pousse au groupement. Ce groupement, on ne peut nier son existence en tant que fait social. Est-il possible qu'un autre fait social, qui vient combattre ce fait normal, soit lui-même normal? De deux causes absolues qui s'opposent l'une est bonne, l'autre est mauvaise nécessairement. Deux faits sociaux contradictoires ne peuvent coexister l'un en face de l'autre, sans que l'un d'eux ne succombe. Si, dans la lutte de la société honnête contre le crime, le crime finit par l'emporter, alors à ce moment, et à ce moment seulement, on pourra dire que le crime est normal et la vertu pathologique. Mais ce n'est là qu'une hypothèse, qui ne peut se réaliser sans amener la mort de la société, de même que le triomphe des bacilles sur les globules blancs amène fatalement la mort, par l'anéantissement de l'organisme tout entier.

Pourquoi l'homme moyen répugne-t-il au crime? Pour la même raison que les cellules neutres du corps résistent à l'action des microbes. Elles-mêmes ne luttent pas, mais se contentent de résister, et il en est de même pour la société. Tant que le monde honnête résiste, rien n'est perdu, ni d'un côté, ni de l'autre, les deux forces en présence s'équilibrent, mais dès que l'un des deux adversaires gagne du terrain, il garde le terrain conquis, en l'espèce certains individus honnêtes, et organise ce terrain, grâce à la force d'attraction qui est son apanage. L'imitation est donc, encore ici, le facteur essentiel, une force considérable. Quelle illustration plus éclatante pourrions-nous donner de ce mouvement de l'homme de la rue, de la neu-

tralité vers l'une et l'autre des extrémités, que le schéma d'une grande révolution politique. Au début, deux forces opposées s'équilibrent, et, entre les deux, les hésitants se contentent de s'abstenir, de n'attacher aucune importance à des idées extrémistes (qui les attaquent l'une et l'autre, remarquons-le bien). Puis, l'une ou l'autre grandit, sous une influence quelconque, et parvient à obtenir la majorité, ceux qui hésitent encore sont pressés de prendre parti le plus vite possible. S'ils se rangent du côté du vainqueur, tout est bien pour eux, mais s'ils font profession de foi d'adversaires, ou même s'ils ne se décident pas assez vite à opter, c'est leur extermination rapide, et que l'on veut complète, mais cette extermination complète effraye ceux qui, parmi la majorité, sont restés bien pensants et réveille en eux un sentiment hostile. Une scission se produit, une nouvelle majorité se forme qui devient à son tour victorieuse et ainsi recommence toujours le cycle de l'histoire. Combien de révolutionnaires de 1789 n'ont-ils pas considéré comme normal, comme seul capable de faire triompher leurs idées, le moyen qu'ils avaient eu souvent en horreur auparavant : le crime ! Combien de chefs d'armée ne considéraient-ils pas aujourd'hui comme seul normal le règlement pacifique des conflits internationaux, après avoir, pendant la guerre, considéré comme seul normal, le moyen qui consiste à exterminer totalement, sans quartier, une race entière ? Ce qui est normal, c'est ce qui seul peut satisfaire le besoin de tranquillité, de calme, de repos absolu vers lequel tout le monde aspire. Il ne faut pas confondre le normal avec le chronique ; une maladie chronique, quoique instituant en quelque sorte, chez l'individu qui en est atteint, un état permanent de troubles, n'en est pas moins pathologique par rapport à l'état de santé normal de cet

individu. Or, dans une société, combien d'états de ce genre rencontrons-nous ? Le chômage permanent, quoique considéré comme normal, en quelque sorte, n'est pas moins pathologique pour la société qui en est atteinte, et qui est obligée de subvenir aux besoins de ceux qui ne trouvent pas de travail. La guerre, quoique générale, parmi tous les Etats arrivés à un certain degré de leur développement, n'en est pas moins un état de maladie. Le crime n'a-t-il pas tous les caractères d'une maladie chronique, qui, pour être chronique, n'en est pas moins dangereuse et peu souhaitable, comme la misère ? La méfiance engendrée par le crime, le manque de sincérité qui en découle entraînent une insécurité publique, empêchant d'utiliser les choses ou les personnes dont on se méfie. Que de temps perdu et que d'argent dépensé en surveillance des indésirables, en location et vente de coffres-forts, de revolvers et objets semblables ! Si le crime est un facteur de génialité, pourquoi n'emploierait-on pas cet esprit inventif à des découvertes mieux adaptées aux fins humaines ? plus conformes au but social.

En considérant le crime en lui-même, comme un fait social, Durkheim n'est pas en contradiction avec lui-même. Il n'est même pas en contradiction avec les faits considérés en eux-mêmes, en ne tenant compte que de leur existence. Mais là où il se trompe gravement, c'est quand il conclut à la normalité de ce fait social, dont le rôle est justement de s'opposer à la marche normale des tendances humaines, d'empêcher ce besoin d'unité vers lequel aspire toute société. Pourquoi empêcher les progrès du crime, puisqu'il est nécessaire ? Sans doute, Durkheim prétend que la répression est normale, comme ce qui est réprimé, mais pourquoi ce combat, s'il est sans issue ? Peut-être pourra-

t-on empêcher le crime de dépasser cette ligne de démarcation entre le normal et le pathologique, que Durkheim admet lui-même. Mais si cette ligne de démarcation est variable, comment peut-elle varier? Le facteur social seul ne peut pas nous donner une explication satisfaisante, si l'on se borne à enregistrer des faits sociaux qui se combattent. Le parti du crime ne peut augmenter que par l'adhésion à ce parti de nouveaux membres. Et comment ces membres auront-ils été conquis aux idées mauvaises? Comment des gens neutres jusque-là, considérant comme normaux les seuls moyens répondant à la fin de la société, pourront-ils se rebeller contre cette société et devenir des êtres anti-sociaux? Seule, la contagion imitative peut arriver à ce résultat.

Une comparaison avec la mécanique va éclairer cette démonstration. La force totale d'un système de forces est égale à la somme algébrique des forces qui le composent, et cette somme est d'autant plus grande que les composantes positives sont elles-mêmes plus fortes; elle est au maximum si les forces négatives sont nulles. Dans une société, la force totale est égale à la somme des forces des individus qui la composent; elle est au maximum si la force négative, si la tendance antisociale est à zéro. Si les deux sommes : celle des composantes positives et celle des composantes négatives, s'équilibrent, le point d'application de ces forces ne bouge pas. Mais si l'un des systèmes l'emporte, il cherche toujours à entraîner le point d'application dans la direction vers laquelle il tend. Le crime tend à entraîner le point d'application, c'est-à-dire la société vers la désagrégation et la mort; la vertu tend à l'attirer vers l'ordre parfait, le parfait accord avec son

objet. Dire qu'un tel combat est normal, ce n'est pas dire qu'il est nécessaire. Il pourrait ne pas exister. Par conséquent, la répression n'est pas la conséquence logique de la criminalité. La répression ne peut naître que de l'émotion soulevée par la propagation de la criminalité, par le triomphe possible, grâce à la contagion, des forces négatives anti-sociales. L'incrimination, dans ce cas, n'est pas le synonyme de la criminalité, puisqu'elle en est la conséquence, et la répression sera l'ensemble des moyens employés par l'incrimination pour arriver à ses fins. Quels seront ces moyens ? Par l'analyse de la criminalité, celle du crime et celle du criminel, et par l'étude de leurs modes d'action réciproques, nous pouvons dégager dès maintenant les principes essentiels de la répression. Elle sera, avant tout, éliminatrice. Éliminatrice par la persuasion, par la diffusion d'idées propres à fortifier dans la conscience des individus leur croyance dans l'efficacité de l'ordre dans la société. Par l'éducation sociale, les spectateurs désintéressés deviendront intéressés, et prendront part au combat social, pour permettre à la société de persévérer en elle-même. En même temps qu'elle sera éliminatrice, cette éducation sera préventive, et elle tuera dans l'œuf les conflits possibles qui ne sont pas encore nés. Elle s'exercera surtout sur les enfants chez qui elle empêchera de naître toutes les tendances mauvaises innées;

Elle s'exercera également sur les adultes, déjà engagés dans la voie du crime, et elle s'unira alors avec l'intimidation et la force. Son but sera d'éliminer du camp adverse des individus qui pourraient très bien combattre au profit de l'ordre social. A l'intimidation qui leur sera imposée par le séjour en prison, se joindra l'influence bienfaisante des enseignements moraux et des réflexions qu'ils pourront avoir faites dans cette prison.

Enfin, il est des individus dont la conscience est si profondément imprégnée de l'idée du crime, qu'il est impossible de les croire capables d'un relèvement moral. Et ceux-là, il faut encore les éliminer; et le seul moyen d'y parvenir, c'est de les soustraire à la société, par les peines perpétuelles et par la peine de mort. L'élimination se fera ici par la force, et cette force, en tant que moyen d'élimination individuelle, châtierait l'individu. Mais, en châtier l'individu, on enlèvera un élément à l'opposition, directement, d'une part, comme nous l'avons vu, et indirectement, d'autre part, en enlevant aux autres, le goût d'imiter cet individu.

Tel est le but de la répression. Les moyens sont : la contrainte, l'intimidation, la persuasion. Rien ne nous empêche de croire que, si ces moyens devenaient inutiles, la criminalité n'existant plus, la société serait normale. Elle ne serait pas nécessairement bonne, mais elle aurait atteint un certain degré de perfection et tendrait à la perfection complète. Elle aurait acquis un élément de cette perfection. Au fond, si nous disons que le normal est ce qui devrait être, nous devons considérer ce qui est parfait comme normal et tout ce qui est parfait serait anormal, ce qui est ne serait donc pas normal. Si nous considérons comme seul normal ce qui est, il faut conclure que le normal est constamment changeant, que tout est normal, relativement aux circonstances où on envisage tout. Dire que le crime est un élément de santé sociale, ce serait dire que la maladie est une condition nécessaire à la santé. C'est une illusion. En réalité, la santé nous apparaît comme un bien-être, quand nous sommes malades, et la maladie nous semble nécessaire pour apprécier cette santé. Mais entre apprécier et éprouver, il y a une grosse différence,

la même qu'entre le jugement de valeur et le jugement d'existence. Au moment où nous sommes malades, nous pouvons dire que nous sommes dans un état normal, mais nous ne pouvons pas dire que nous sommes en bonne santé. Au fond, toute la controverse entre Tarde et Durkheim est là, et le grand tort de Durkheim, c'est de rattacher la question de la santé à celle de la normalité.

TROISIÈME PARTIE

LES REMÈDES

Nous avons étudié les principes qui régissent la diffusion du crime dans la société et nous en avons dégagé un qui domine tous les autres qui en est la cause première : Facteur à double face, suivant qu'on le regarde du point de vue de l'individu ou du point de vue de la société, l'imitation peut être à la fois un agent de perturbation ou un agent de réformation de l'ordre social.

De même que la médecine traite certaines maladies en faisant absorber au malade les principes mêmes qui ont causé la maladie, de même la médecine sociale se servira de la cause du mal pour le supprimer.

L'imitation a été la cause de la création du criminel. Elle a été la cause de la diffusion de ses idées, la vraie cause du crime, elle doit être la cause de sa disparition. Le rôle néfaste que nous lui avons vu jouer jusque-là ne doit pas nous en faire proscrire l'usage, et, au contraire, il doit nous encourager à l'employer d'une manière plus large, mais tourné vers le bon sens. Tout individu naît capable d'imiter les bons exemples aussi bien que les mauvais, de contracter de bonnes ou de mauvaises habitudes. Puisque « rien n'est plus contagieux que l'exemple » il faut se servir de l'exemple pour provoquer la contagion. Il faut

s'en servir pour faire des hommes sociables, d'enfants qui, privés de bons exemples, imiteraient peut-être les malfaiteurs. Il faut s'en servir pour faire des hommes moraux d'individus qui avaient été entraînés sur la pente du vice. C'est vers ce but que devront tendre toutes les institutions pour la suppression des malfaiteurs.

Le crime est un mal et comme tout mal, il crée une certaine souffrance; c'est cette souffrance qu'il faudra réduire, c'est ce mal qu'il faudra éliminer. Comment s'y prendre? Va-t-on endormir le mal sans supprimer la souffrance, pratiquer une sorte d'anesthésie, pour calmer momentanément la société? Non! Il faut faire cesser et la souffrance et le mal qui en est la cause. Il ne suffit pas de calmer, d'endormir l'opinion, il faut aussi et surtout lui enlever tout objet de crainte, et c'est vers ce but que vont tendre les moyens éliminateurs du crime dont l'imitation sera le principe actif.

CHAPITRE PREMIER

LA REPRESSION

Le premier moyen d'élimination du crime qui se présente à notre pensée c'est celui qui a été employé le plus souvent sinon exclusivement jusqu'à nos jours : la répression. Par ce mot, nous entendons l'ensemble des actes qui, depuis la recherche du malfaiteur jusqu'au moment où il a acquitté sa dette envers la société, contribuent à le mettre hors d'état de nuire. Dans son principe, la répression consiste en une privation infligée à l'individu et l'on espère par cette privation lui enlever ou enlever à quiconque sera tenté de l'imiter tout désir de renouveler les actes commis par lui. L'essence même de la peine réside dans cette idée de privation : privation de vie, privation de liberté, privation de richesses, et l'on graduera l'importance de la peine suivant l'importance de la privation. Les plus graves infractions seront punies de mort, les moins graves ne seront punies que d'une simple amende.

Nous distinguerons trois moments dans la répression :

1° La poursuite de l'infraction qui comprend elle-même deux phases :

- a) La recherche du malfaiteur;
- b) L'instruction, ensemble d'actes par lesquels on cherche à lui attribuer son infraction;

2° Le jugement ;

3° La peine, but de la répression et son application.

§ 1. *La poursuite de l'infraction*

a) La recherche du malfaiteur. Comme nous l'avons déjà vu, l'ingéniosité du malfaiteur consiste dans l'imitation de celui qu'il admire et qu'il juge supérieur. Tous les moyens susceptibles d'égarer la police chargée de le rechercher seront par lui mis en œuvre pour s'assurer l'impunité. Il serait donc difficile d'énumérer ce qui a été fait jusqu'à nos jours pour mettre la main sur les coupables. Une seule remarque s'impose : la chasse à l'homme, pratiquée depuis les temps les plus reculés de la civilisation, subsiste toujours ; mais combien simplifiée ! Grâce à la multiplication des forces de police et des moyens de communication, grâce aux progrès de la science, les moindres indices peuvent permettre aujourd'hui l'arrestation rapide des plus dangereux malfaiteurs.

b) L'instruction. Ici encore, nous allons rencontrer un principe qui s'est toujours conservé, dans le temps comme dans l'espace. Le but à atteindre c'est d'obtenir l'aveu par lequel l'individu reconnaîtra lui-même l'infraction qu'il a commise. Quoique cet aveu soit obtenu d'une manière différente aujourd'hui, il reste toujours le point essentiel de l'instruction.

Cependant il est intéressant de constater le sens dans lequel les progrès ont été faits à ce point de vue. L'idée générale qui domine ces progrès est une tendance à l'adoucissement des moyens d'obtenir l'aveu. D'abord obtenue par la torture, les ordalies, le jugement de Dieu, le duel judiciaire, la preuve de la culpabilité est arrivée peu à peu,

à être acquise par des moyens plus humains. On se méfie de l'interprétation par les hommes de la volonté divine et aussi de l'insensibilité caractéristique des malfaiteurs. Cependant la torture morale plus douloureuse parfois que la torture physique est devenue le seul mode par lequel le juge peut obtenir sa conviction et confondre le coupable.

§ 2. *Le jugement.*

C'est l'acte par lequel la juridiction de jugement apprécie l'opinion de la juridiction d'instruction, et juge si les faits qu'elle a recueillis sont suffisants ou non pour justifier le bien-fondé de l'avis de cette juridiction. Une accusation confirmée devient un jugement de condamnation.

Les plus grands reproches que Tarde fait aux modes de jugement actuels portent principalement sur le jury. « L'ignorance, la peur, la naïveté, la sensibilité, l'inconséquence, la partialité, tour à tour servile ou frondeuse des jurés, sont prouvés surabondamment » (*Philosophie pénale*, p. 455). Importée d'Angleterre, l'institution du jury a triomphé en France à la faveur des troubles révolutionnaires. Les modifications successives qu'elle a subies en ont fait une chose très critiquable et très critiquée. Le choix combiné avec le tirage au sort, et le droit de récusation de la défense et du ministère public, l'ont rendue insupportable, à cause des aléas que présente sa formation. L'aléa est encore augmenté par le sens de la décision. « Elle dépend d'abord de plus ou moins d'éloquence dépensée par l'avocat. Et de quelle éloquence ! Les salles d'assises semblent être le conservatoire de tous les lieux communs de la rhétorique démodée » (p. 436). La crainte de l'opinion publique et la peur que peut lui inspirer un parti bien organisé,

expliquent en grande partie les acquittements sans raison, obtenus à la suite des verdicts des jurys. Cette inconséquence du jury est d'ailleurs légendaire, et elle était déjà connue par Bonaparte; quand il voulut pacifier la Corse, il eut recours à des tribunaux d'exception. Aujourd'hui encore Tardé signale que « toutes les fois du reste qu'on veut assurer l'exécution des lois, on doit faire échec au jury : de là l'usage de la correctionnalisation, qui équivaut à sa suppression partielle et graduelle » (p. 438).

Le reproche le plus fréquent que l'on fait au jury, c'est sa faiblesse pour certains crimes, sa férocité pour d'autres. En général, les propriétaires sont très sévères pour le vol, et leur grande indulgence pour le meurtre est frappante. En Bretagne, l'infanticide étant très rare, et plus déshonorant qu'ailleurs, les jurés sont très féroces pour ce crime. Malgré des lois multiples sur le recrutement du jury, rien n'y fait; toutes les critiques adressées aux juges populaires restent fondées. « L'institution pêche par sa base » (p. 440). La plus grande difficulté que l'on éprouve pour la supprimer, et qui lui permet de résister aux coups qui lui sont portés, réside dans les difficultés que l'on rencontre pour le remplacer. La magistrature actuelle est peu préparée à ce rôle. A son entrée dans la carrière, le magistrat ne connaît que les éléments de droit criminel qui lui ont été enseignés à la faculté accessoirement au droit civil, comme dit Garofalo. Ce qui importe au magistrat, c'est, non plus la culpabilité de l'agent, mais la qualification de l'infraction. Il n'éprouve pas le même intérêt au criminel qu'au civil, où il cherche à rivaliser avec l'avocat. Le magistrat criminel ne devrait pas être seulement un juriste, mais aussi un psychologue; or, la question juridique seule l'intéresse, et il a hâte de quitter la salle d'assises, pour, dès

le lendemain, reprendre les audiences civiles. Tarde déplore les résultats néfastes du « roulement » au point de vue criminel. Les magistrats criminels et correctionnels devraient être spécialisés, et cela, non seulement dès leur entrée dans la magistrature, mais dès le moment où ils se décident à exercer la profession. On devrait imposer aux candidats la fréquentation des prisons et la visite des prisonniers. Une fois ces réformes opérées, on pourra « enlever au jury les fonctions qu'il remplit si mal ». Dans la preuve de la question de fait, des experts scientifiques pourraient suffire, mais bien entendu, la décision resterait réservée au juge. Certains auteurs italiens vont même plus loin, et poussant à l'extrême la théorie de Lombroso, demandent la suppression des tribunaux qui seraient remplacés par des commissions d'aliénistes, jugeant sans appel. Mais ne serait-ce pas une imprudence que de laisser juger par des individus, portés à reconnaître comme fous, des criminels qui, nous l'avons vu, ne présentent aucun des caractères des aliénés. Lombroso lui-même ne va pas jusque-là, bien que ses adversaires l'aient fait croire.

Mais ici encore, comme dans tous les domaines de la sociologie, nous allons voir l'imitation jouer un rôle des plus importants. Ce qui forme un groupe social homogène, c'est, nous l'avons vu, l'action épidémique de l'imitation. Or, le jury est un groupe social, très restreint, d'ailleurs, puisqu'il ne comprend que douze éléments, mais un groupe social quand même, qui, composé d'éléments hétérogènes, demande une unité. Parmi les membres du jury, il en est rarement qui soient à la hauteur de leur tâche, et qui soient capables d'entraîner l'adhésion de leurs collègues à leurs idées. S'il en est un qui soit énergique, il peut ne pas suivre l'opinion dominante du moment. Donc, absence d'opinions

bien nettes, appuyées sur des arguments bien convaincants, à cause du manque de préparation à leur rôle, voilà ce qui caractérise en premier lieu le jury. Il est un autre caractère qui manque à cette institution : c'est l'absence d'homogénéité des verdicts, considérés dans l'ensemble du pays. Des différences régionales, un certain esprit de parti de la classe dominante empêche la formation, au point de vue criminel, d'une jurisprudence bien fondée. Or, cette jurisprudence est une forme de l'imitation. Elle consiste dans l'imitation, par les tribunaux inférieurs, des tribunaux supérieurs et en particulier du tribunal suprême, la Cour de cassation. Formée de magistrats particulièrement remarquables, la Cour de cassation constitue, au point de vue de la pratique juridique, le tribunal dont la décision s'impose. Dans l'ordre correctionnel, la jurisprudence existe ; bien que les questions de fait échappent à la Cour de cassation, elle joue un rôle bien plus grand que dans l'ordre criminel. D'abord le double degré de juridiction empêche les questions d'être traitées au hasard, non pas que les juges de premier degré soient inférieurs aux juges d'appel, mais plus anciens dans la magistrature, les conseillers de cours d'appel possèdent à un plus haut point cet esprit de corps qui donne de l'unité à l'ensemble de leurs décisions. De plus, la Cour de cassation, juge du droit, est souvent appelée sous prétexte d'application stricte de la loi, à sanctionner les décisions des cours d'appel.

Rien de tout cela dans les cours d'assises. Le rôle des magistrats, réduit à poser des questions, rend presque impossible une jurisprudence ferme. Si l'esprit de corps existe chez les magistrats de la cour, il n'existe pas chez les jurés, corps passager et instable, dont toute cohésion est absente. L'influence de l'avocat l'emporte souvent sur celle

des juges suprêmes; aucun des arguments de la doctrine et de la Cour de cassation ne sont invoqués. Quelquefois même, des arguments peu convaincants en bonne logique, mais qui soulèvent la pitié et la compassion des jurés, leur font oublier tout souci de sécurité publique, et les pousse à rendre des verdicts d'un illogisme déconcertant.

Avec des institutions semblables, il est donc impossible d'obtenir des jugements d'une équité et d'une logique dont les nécessités de la justice sauraient se contenter. De grands progrès sont à réaliser dans ce domaine, et ils ne seront réalisables que quand on aura trouvé des institutions capables de développer l'esprit d'imitation nécessaire pour homogénéiser les opinions, et apporter l'unité là où elle n'existe pas.

A la question du jugement, Tarde rattache celle de la circonstance aggravante générale de préméditation et celle de la complicité. Ici, Tarde est en accord avec la nouvelle école et avec le jury, qui, sur ce point, et inconsciemment d'ailleurs, tient compte du mobile excusable ou honteux, passionné ou cupide des homicides, et non pas de la question secondaire de savoir s'ils ont été prémédités. Il faut remarquer que deux points de vue différents ont été suivis dans l'antiquité : le point de vue romain qui distingue l'homicide simple et l'homicide prémédité, et celui des barbares, dont la loi ripuaire est une des expressions typiques. D'après cette loi, l'homicide par vengeance, commis avec franchise et hardiesse, même prémédité, est excusé. Est seul puni l'homicide clandestin et lâche.

Tarde se refuse à voir dans la préméditation, en soi, le symptôme d'une nature dangereuse. « En elle-même, la préméditation n'est pas un facteur susceptible de pousser à l'imitation des individus jusque-là réfractaires au crime.

Sans doute, elle est le fondement de la responsabilité, et plus longue elle a été, plus elle prouve l'identité personnelle de l'individu, en permettant d'écarter la colère et l'indignation. Mais en elle-même, abstractivement, la préméditation dépend non seulement du dessein qu'on prémédite, mais de la passion qui pousse à la préméditer » (p. 461). Il est donc nécessaire de ne pas considérer la préméditation, abstraction faite des motifs aggravants.

La préméditation, comme circonstance aggravante, doit être réservée aux crimes prémédités de sang-froid, ce qui se produit surtout pour le vol, rarement pour le meurtre. Un vol simple, par exemple, serait un vol non prémédité. Quant à la complicité elle est punie, chez nous, de la même peine que le délit principal, y compris les circonstances aggravantes réelles qui ont pu accompagner ce délit, mais on n'appliquera pas au complice le bénéfice de circonstances atténuantes ni l'aggravation qui pourra résulter de la personnalité de l'auteur principal. Cette solution serait assez critiquable, et l'ascendant de l'auteur principal sur les complices pourrait être rapproché de celui qu'exercent les meneurs sur une foule. Nous avons examiné cette question assez en détail pour ne pas y revenir, mais au point de vue de la punissabilité, si nous admettons que l'imitateur est moins responsable que l'imité, il doit en découler qu'il doit être également moins puni.

§ 3. *La peine.*

Nous avons vu ci-dessus que la peine répond au double but d'intimidation et de réformation. C'est elle qui est l'objet du jugement et le point final des poursuites judiciaires. Elle constitue le moyen normal de la répression

contre les individus qui ont déjà manifesté leur inadaptation à la société par un acte antisocial.

Examinons d'abord si la peine répond à son double but : intimidation et réformation. D'après Lombroso et Ferri, il est vain de s'imaginer que les peines aient cette double utilité. Elles ne servent absolument à rien, et la grande erreur de toutes les sociétés modernes, c'est de les conserver. Les auteurs italiens pensent prouver cette inefficacité, en invoquant l'imprévoyance, comme caractère psychologique essentiel des criminels-nés, et ils pensent la vérifier par la statistique, qui montre une augmentation de criminalité chaque fois que la répression devient plus forte. Tarde proteste contre cette opinion. Il n'est pas vrai, d'après lui, que les malfaiteurs soient imprévoyants ; ils ne le sont pas plus que les écoliers, qui, cependant, redoutent les punitions, et cherchent à les éviter. De même que les crimes, les fautes scolaires sont les résultats des trois facteurs de Ferri : paresse, insubordination, saisons. En outre les criminels ne sont pas plus imprévoyants que les amants pour la paternité et l'abandon de leurs enfants. L'argument que l'on croit tirer du fait que les futurs guillotins assistent en spectateurs aux audiences criminelles et aux exécutions capitales, ne prouve pas du tout d'une manière péremptoire l'imprévoyance des criminels ou futurs criminels. Il montre seulement l'existence chez ces individus d'une idée fixe, d'une crainte, d'une inquiétude, qu'ils s'efforcent de surmonter. Enfin, les précautions que prennent les malfaiteurs, grandissant avec les progrès de leurs recherches, prouvent bien qu'ils sont capables de prévoir toutes les circonstances qui pourraient amener leur arrestation et leur punition. Cependant, si la pénalité en elle-même est capable d'arrêter les actes délictueux, la pénalité excessive

n'est pas un obstacle bien grand à leur accomplissement, ainsi que le montre la faible efficacité des pénalités sévères de la censure contre la presse, sous l'ancien régime, qui pouvaient atteindre la mort ou les galères à perpétuité.

Mais, si la pénalité ne suffisait pas à arrêter le flot montant de la délictuosité, la flétrissure de l'opinion publique suffirait-elle ? Ce serait une grande erreur de le croire, selon Tarde. « Il est des crimes, même très graves, que l'opinion en certains pays, ou en certains milieux, ne flétrit point, précisément parce que, à raison d'une impunité antérieure, ils y sont très répandus : l'assassinat en Corse, l'incendie volontaire, dans maintes communes » (p. 472). Donc, les peines jouent un très grand rôle dans la diminution de la criminalité ; les rigueurs de l'inquisition ont eu, sur ce point, souvent de bons effets et, dans l'armée, la rigueur des peines est une des plus grandes causes de la rareté des crimes et délits militaires. En temps d'anarchie, où la répression s'exerce faiblement, la criminalité grandit : telle est la constatation que l'on a pu faire pendant les guerres de religion et pendant la Révolution de 1848. Les peines, même imparfaitement appliquées, ont donc rendu un grand service à la société, mais on peut certainement leur faire rendre de plus grands services. D'abord expiatoires, découlant de l'idée de sacrifice religieux, les peines sont devenues, avec la torture et ses moyens féroces, intimidantes et exemplaires, pour devenir ensuite correctionnelles et sanitaires, et atteindre enfin, dans une quatrième phase, un stade utilitaire et rationaliste. Ces quatre phases de la punition ont suivi les quatre phases de la preuve : à la première correspond la preuve par les ordales ; à la seconde, celle de la torture ; à la troisième, celle du jury ; à la quatrième, celle de l'expertise scientifique. Nous n'en sommes pas encore

arrivés à cette dernière phase, souhaitée par les auteurs italiens, mais nous la voyons déjà se dessiner, étant donnée l'importance que prennent les expertises médico-légales et autres, et leur influence sur la décision du juge.

Cet enchaînement est irréversible, ce qui ne veut pas dire qu'il soit invariable; pour des circonstances diverses, un anneau de la chaîne peut manquer, mais, ce qui est certain, c'est que la peine est toujours en conformité avec l'état social du moment. « La peine est donc devenue simplement la manifestation extérieure et sociale du remords, le remords renforcé, en même temps qu'attesté par la forme visible et traditionnelle, intelligible à tous, qu'il revêt » (p. 480). Les progrès de la pénalité, dans leurs grandes lignes, ont été dans le sens d'un adoucissement graduel des peines, adoucissement des peines corporelles elles-mêmes, diminution des cas d'application de la peine de mort, et adoucissement du supplice lui-même et enfin substitution, dans beaucoup de cas, de la peine pécuniaire à la peine corporelle. Le Wergeld, composition en argent, d'origine germanique, montre « la force de la tendance qui pousse l'homme à tout chiffrer, à tout mesurer, même les maux et les douleurs, et à convertir les peines en prix, ou pour mieux dire, à traiter les peines comme des prix au rebours » (p. 482). Elles sont l'origine des peines pécuniaires, des amendes, fixées à forfait, pour réparer le préjudice social en essayant d'arrêter, par la crainte d'une perte d'argent, le jeu de l'imitation, et, en même temps, elles sont à l'origine des dommages-intérêts civils, chiffrés proportionnellement au préjudice causé à la victime.

Au point de vue de la quotité, si l'on considère la peine comme un prix à payer à la société, en réparation du préjudice qui lui est causé, on peut arriver à des absurdités,

car le problème de leur fixation, dans ce cas, doit être lié à celui du préjudice social, par conséquent au crime lui-même, non pas à l'individu; toute espèce d'individualisation en raison de l'état dangereux du malfaiteur disparaîtrait par ce fait. Ce serait la transposition de l'idée de juste prix dans le domaine de la pénalité; la société distribuerait des peines comme elle distribue des récompenses, mais en sens inverse; au lieu d'être proportionnelles aux services rendus, les peines seraient proportionnelles au préjudice causé. Le prix sera donc fixé pour la peine, proportionnellement à la dignité de la personne offensée. Chez les Germains, le wergeld était plus élevé, s'il s'agissait d'un crime contre un homme libre que contre un esclave, contre un chef que contre un soldat, contre une femme enceinte que contre une autre femme. Sous la monarchie, le crime de lèse-majesté royale était le crime humain le plus grave, et, dans le domaine religieux, le plus grand crime, le crime de lèse-majesté divine, outrage à la puissance infinie de Dieu, doit être puni d'un châtiment infini : l'enfer. Puis, avec l'uniformisation au point de vue politique, on assiste à une uniformisation du prix du préjudice moral, caractérisé par une « tendance à envisager plus froidement, sans gratitude, ni indignation, le service et le délit, abstraction faite du servant et du délinquant, et à rechercher géométriquement les conditions de l'équivalence entre le service et le prix d'une part, le délit et la peine de l'autre » (*Philosophie pénale*, 489). Mais, traitée d'une manière aussi objective, la peine ne répond pas à son but, qui est de frapper chacun selon sa perversité, selon le danger social qu'il présente. C'est la tendance utilitaire actuelle, dont Bentham a été un des défenseurs. Pour lui, la diminution des délits est un but d'utilité générale, que l'on doit rechercher par tous

es moyens. Le public ne connaît pas toujours ce qui lui est utile. Alors que Smith trouve absurde, pour un législateur, de vouloir braver l'opinion, comme le montrent très bien les échecs des lois somptuaires, de l'érection de l'ivrognerie en délit, et trouve injuste l'aggravation des peines contre le contrebandier à mesure de l'élévation des droits de douane, Bentham conclut dans le sens opposé, car, l'intérêt des deux partis s'élevant, la minorité doit toujours céder à la majorité.

« Assise sur l'opinion, dit Tarde, la peine me paraît tout autrement justifiable qu'assise sur l'utilité. A l'intérêt de la majorité s'opposera toujours l'intérêt de la minorité rebelle; l'intérêt du voleur de profession sera toujours de voler malgré l'intérêt contraire de la population honnête » (p. 496). Aussi, si Tarde n'attache pas une grande importance à l'opinion publique, en tant que moyen de remplacer la peine, il lui donne une importance capitale en tant que moyen de doser la culpabilité et de mesurer le danger de contagion conséquent à une répression défectueuse. « Ne voir dans le criminel qu'un être dangereux, et non un coupable, un infirme ou un malade, et non un pécheur et dans le châtimement qu'un procédé d'élimination et de réparation, non une flétrissure, c'est vouloir que les criminalistes, et, après eux, le public tout entier, portent sur le crime et la peine un jugement intellectuel pur de toute émotion et de tout blâme... Quand on cessera de haïr et de flétrir le criminel, le crime pullulera » (p. 497). C'est d'ailleurs ce qui explique, dans une grande mesure, le peu d'enthousiasme qu'éprouve l'opinion à juger sévèrement les condamnés politiques, et certains crimes dont l'importance lui paraît minime. Souvent, le point de vue utilitaire agit quand même; le peuple s'indigne, à la pensée du danger de

propagation imitative qui menace de sanctionner l'absence ou le peu de sévérité pour certaines infractions, mais c'est encore une raison pour éliminer la doctrine utilitaire en tant qu'elle prétend expliquer seule la répression pénale. Logiquement, les éléments esthétiques et moraux qui se sont glissés dans la doctrine utilitaire doivent disparaître, « car l'idée de l'utile ne se soutient pas toute seule, et est suspendue à l'idée du beau, du beau physique et du beau moral » (p. 499). Or, pour comparer deux utilités, il faut formuler un jugement de valeur entre ces deux utilités, et préférer l'une à l'autre. Si une chose est plus utile qu'une autre à la vie sociale c'est qu'elle est en rapport plus étroit avec l'harmonie qui doit présider aux fins de l'être social, c'est qu'elle n'est pas susceptible de troubler l'ordre, le désir d'unité qui est le facteur essentiel de toute esthétique, le seul moyen pour qu'un ensemble de parties nous apparaisse comme un tout homogène, et non pas comme un amas de choses hétérogènes. C'est par un jugement à la fois esthétique et moral, que la société doit considérer que son bonheur est dans l'harmonie de ses éléments, et non pas dans un combat perpétuel de certains de ces éléments. Par un jugement esthétique, elle jugera que son bonheur est dans l'unité; par un jugement moral, elle jugera que l'altruisme est le seul moyen d'arriver à son bonheur. Le même désir qui la pousse à éteindre le paupérisme, la pousse à éteindre la criminalité. Ce sont deux plaies de nature différente, mais également nuisibles à la société. La question est la même que celle qui se pose, quand on se demande si elle doit guérir les malades, et si elle doit nourrir artificiellement des êtres malingres et parasites. Les utilitaristes répondront qu'elle doit les nourrir et les guérir dans la mesure seulement où elle y est intéressée. Mais la

morale dira à chacun : tu dois secourir ton semblable. Par conséquent la société a des devoirs envers les malheureux. De même qu'elle a des devoirs envers les malheureux involontaires, de même elle en a envers les malheureux volontaires qui sont les malfaiteurs. Le but utilitaire de la pénalité, qui comporterait des châtimens odieux, doit être écarté et remplacé par un but humanitaire, tendant, non pas uniquement à punir un coupable et à s'en débarrasser, mais à le réadapter à la société, à l'améliorer, si la chose est possible. Il faut donc renoncer, au point de vue de la peine, à appliquer un système purement pénal et intimidant, et lui substituer, chaque fois qu'on le pourra, un système réformateur et d'amélioration de la conduite des condamnés.

Depuis longtemps, la prison est, avec la peine de mort, le moyen habituel de répression des crimes et des délits assez importants. C'est un moyen d'intimidation, et sur l'individu et sur son entourage, du moins l'espère-t-on. La peine, considérée comme une punition proprement dite, est, dans la plupart des cas, un remède plus mauvais que le mal. Mauvais remède, non pas dans son principe, car il tend à isoler l'individu du groupement malsain auquel il appartient et, par les privations, à lui enlever toute idée de récidive. Mais dans son application, l'emprisonnement, tel qu'il a été pratiqué jusqu'à ces dernières années, et qu'il est trop souvent pratiqué encore actuellement, rend l'individu plus mauvais que jamais. Quant à la mort, elle ne peut rendre l'individu meilleur qu'il n'était, et son seul but est d'intimider.

Examinons d'abord les peines privatives de liberté.

Voyons d'abord la prison. Nous parlerons de la prison en général, ce qui comprend la réclusion et l'emprisonne-

ment correctionnel, sans nous occuper des peines politiques de détention, de déportation, etc... qui sont soumises à un régime spécial et laissent peu de place à la contagion imitative.

Peines métropolitaines. — D'abord, les peines métropolitaines, prison et réclusion. Elles sont toujours temporaires et le condamné a toujours des chances de recouvrer sa liberté au bout d'un temps plus ou moins long. Aussi bien, ce n'est que la perspective de cette remise en liberté que la société doit considérer. Tant que l'individu est incarcéré, le danger social est réduit au minimum, aux quelques chances d'évasion qu'il possède. Mais là où il apparaît, c'est au moment où, rendus à la vie normale, souvent dénués de ressources, sans travail, sans logis, ces désassimilés vont être obligés de reprendre les habitudes perdues après un long isolement. Là est la difficulté des peines temporaires. Comment faire pour corriger des hommes dont les penchants n'ont été contenus que par la contrainte, par une discipline de fer? Si on ne les prépare pas à une nouvelle vie, ils seront, comme les écoliers à leur sortie de classe, heureux de retrouver l'air libre et la libre expansion, et bien disposés à en abuser. De plus, ayant connu d'autres malfaiteurs pendant la durée de leur peine, ils auront raconté leurs exploits, auront entendu ceux de leurs co-détenus, se seront liés avec eux et après leur libération, ne songeront qu'à les retrouver. La prison est donc devenue un centre de contamination, aussi bien pour le délinquant primaire, que pour le récidiviste. Ni l'un ni l'autre ne pourra, à moins d'une extraordinaire volonté, qui, presque toujours, leur fera défaut, se soustraire aux imitations mauvaises de mauvais sujets. Tel est, brièvement esquissé, le milieu contaminé que constituaient des prisons (et qu'elles

constituent encore bien souvent), avant l'introduction du principe nouveau, dit système cellulaire.

Créé pour éviter la propagation contagieuse de l'exemple, il a été appliqué pour la première fois à Gand. Il consiste dans la séparation des condamnés, le jour et la nuit, dans des cellules individuelles; cet isolement total empêche tout contact avec les autres, par conséquent toute contamination. Mais il a un grave défaut; l'homme séparé du reste du monde par les murs, n'ayant d'autre relation que le surveillant qui lui sert sa pitance, s'abrutit de jour en jour et, souvent, la folie est l'aboutissement de cette longue solitude. Un système plus doux, mais presque aussi dangereux que l'emprisonnement en commun de jour et de nuit, est pratiqué en principe dans les maisons centrales de France. Il consiste dans le travail en commun de jour et l'emprisonnement en cellule, la nuit. C'est le système dit d'Auburn, du nom de la ville d'Amérique du Nord où il fut inauguré. La loi du silence est de rigueur, mais son application n'est pas suivie, et, faute d'aménagements suffisants, un grand nombre de maisons centrales n'ont pas encore adopté les cellules individuelles. Par suite, le résultat est désastreux : l'exemple exerce son influence, et le condamné sort de la prison plus mauvais qu'avant, et déterminé à faire tous les excès dès que l'occasion s'en présentera.

Mais que faire pour arrêter une vague aussi puissante ? Il y a plusieurs moyens. D'abord, les moyens que l'on peut tenter actuellement, et qui sont sans doute très réduits, mais praticables. La première chose, c'est de donner aux condamnés le goût du travail productif. Sans doute, on ne peut songer à donner à chaque prisonnier un métier correspondant à celui qu'il exerçait dans la vie libre, ni

lui en faire apprendre un, s'il n'en a jamais exercé, mais on peut, autant que possible, lui donner une occupation qui se rapproche de la sienne, ou qui lui serve d'apprentissage en vue de sa libération, La séparation de ceux qui ont déjà exercé un métier et de ceux qui n'ont jamais travaillé fournit donc la matière à un premier triage. Tarde attribue au contact de ces deux premières catégories, un résultat bien pire que celui du contact des deux sexes. Bien entendu, à la base, il est nécessaire de séparer les criminels aliénés des autres criminels, car si l'imitation ne peut pas jouer entre aliénés, elle est possible entre aliénés et non aliénés, l'homme normal ayant conservé toute faculté d'imitation. Pour ces fous, la nécessité d'une maison spéciale s'impose. Pour les individus normaux, exempts de toute tare mentale, le régime cellulaire semble résoudre le problème, mais nous avons vu que, pratiqué d'une manière trop absolue, il peut entraîner des conséquences souvent désastreuses. Dans la solitude de sa cellule, le condamné qui ne peut pratiquer aucun travail sérieux rumine des idées de vengeance et perd tout goût au travail. Etant, par sa nature, incapable de remords, le « délinquant-né » cherche à assouvir le plus tôt possible sa fureur, et il profitera souvent des premiers moments de sa libération. Si la cellule peut avoir un bon côté, une bonne influence, c'est sur les délinquants d'occasion, et encore, ne faut-il pas en abuser, de crainte de les aigrir ou de les rendre fous. Pour ces derniers, en particulier, le système d'emprisonnement commun n'est cependant pas indiqué. « On jette dans une cour de prison, dit Tarde, au milieu des filous et d'escarpes des grandes villes, vicieusement raffinés, parlant la langue du ruisseau, avec le plus pur accent, un pauvre paysan, parlant patois, coupable quel-

quefois de viol brutal, d'un incendie ou d'un coup de fusil par vengeance, et on s'étonne de le voir sortir de là, après quelques années bien plus dangereux qu'à son entrée » (cf. p. 505).

Le régime que Tarde préconise volontiers est le système dit progressif, sorte de compromis entre la cellule et l'emprisonnement en commun. La peine serait considérée comme une sorte de convalescence, dont le début, correspondant à la diète et au lit, serait la cellule et une seconde période serait la vie commune avec les autres détenus.

Mais c'est au second stade qu'il faudrait faire attention, ne pas mélanger trop vite les condamnés, et une nouvelle sériation s'imposerait. Autrefois, cette difficulté ne se posait pas, car les criminels étaient, en général, des paysans, tels les routiers et les Jacques. Aujourd'hui, c'est l'écume des villes, mélangée aux paysans ayant participé à l'exode rural, qui constitue le fond hétéroclite des prisonniers. Si on laisse ensemble tous ces éléments, l'action du « milieu », qui s'était déjà exercée en ville, grâce à l'ivrognerie et la prostitution, continue ses effets néfastes, et nous en voyons les manifestations tous les jours. Une sériation nouvelle s'impose donc, dans cette deuxième période : on mettra d'un côté les paysans qui, entre eux, pourront parler de la campagne et des récoltes, et de l'autre les citadins, plus ou moins subdivisés.

Mais ce sont là des moyens réalisables dès maintenant, c'est-à-dire dès l'époque où Tarde écrivait ses œuvres. Est-ce là tout ce que l'on peut espérer ? Non. Il semble que Tarde ait entrevu une question, très discutée à l'heure actuelle et réalisée en Belgique pour les jeunes délinquants, les mineurs : c'est la question du travail au dehors, du travail à l'« aperto », comme disent les Italiens. Le condam-

né, nous l'avons vu, une fois sa peine subie, se trouve sans travail, et souvent, sans pain. Il peut songer à se mettre à exercer son ancien métier, mais très rares sont les patrons qui voudront d'une telle référence, et, souvent, leurs craintes sont mal fondées : un assassin d'occasion peut être un honnête homme; un voleur peut s'être amendé en prison et vouloir racheter sa conduite. Le système pénal actuel compte trop sur l'individu lui-même pour ce rachat, et, s'il lui donne le but, il ne lui donne pas les moyens.

Un système de placement doit donc être la dernière pierre de l'édifice pénal. Les sociétés de patronage existaient déjà et Tarde en souhaitait la généralisation. Par leurs visites dans les prisons, leurs membres pourraient encourager au bien ceux qui en seraient capables, et essayer de tirer du vice ceux qui pourraient s'y embourber. De plus, ces sociétés recueillant les libérés conditionnels, pourraient, soit leur redonner le goût au travail, soit apprendre un métier aux délinquants de profession. De telles œuvres sont à encourager et mériteraient certaines « prodigalités obligatoires » de l'Etat.

Mais, poursuivant la pensée de Tarde, les criminalistes contemporains demandent, dans certains cas, l'application du système dont nous avons prononcé le nom tout à l'heure : le système à l'aperto. Lorsque tout danger de contamination serait écarté, on ferait peu à peu reprendre contact avec la société, à ceux qui en seraient abandonnés. On ne se contenterait pas seulement de les soustraire à un mauvais exemple, mais on tenterait de leur donner le bon exemple, en leur fournissant, au dehors, des moyens de reprendre le courant normal de la vie, tout en les maintenant, en principe, en cours de peine, en leur

permettant de choisir un métier et de faire un apprentissage dans ce métier. Une fois libérés, dans un grand nombre de cas, leur réadaptation serait faite.

Tout ce que nous avons dit des adultes, s'applique aux mineurs internés dans les maisons dites « d'éducation surveillée ». Les mêmes exemples s'offrent aux enfants, les mêmes fréquentations douteuses, accentuées par la tendresse de l'âge; les mêmes problèmes se posent à leur sujet, et il est inutile d'y insister.

Les peines coloniales. — Synthèse des peines privatives de la liberté, dont elles participent par leur séjour forcé et la surveillance de jour et de nuit, et des peines corporelles dont elles participent par le caractère que leur donnent la nature souvent perpétuelle et le climat insalubre de la Guyane, les « travaux forcés » sont l'institution la plus contestée actuellement. Tarde en voyait nettement les vices et relevait déjà les caractères d'inefficacité et d'inutilité de cette institution. Et encore la France n'est pas la plus à plaindre, parmi les nations qui en ont fait l'expérience, car elle a enregistré quelques bons résultats : en Nouvelle-Calédonie, quelques colons ont su faire prospérer le petit lopin de terre qui leur avait été concédé. Mais par contre, tous les caractères de la prison collective, augmentés de l'insalubrité du pays, ont fait de ce système, un système péjoratif, dont les résultats sont pires que ceux d'une maison de force du continent. La transportation des forçats n'a aucun effet sur la réformation, ni même sur l'intimidation. « Paradis rêvé des pires criminels, enfer redouté des meilleurs, elle n'est nullement exemplaire, ni intimidante » (p. 513). Quant à la relégation, elle n'est nullement susceptible de relever moralement les réci-

vistes. Elle oblige à travailler dans les champs des malfaiteurs urbains, pour la plupart.

La peine de mort. — La dernière peine corporelle qui ait été conservée jusqu'à nos jours, la peine de mort, mérite de la part de Tarde, un examen assez long dans *la Philosophie pénale*. Il y voit une transposition sur le plan social des théories darwiniennes de la lutte pour la vie. Certains malfaiteurs sont inadaptés et inadaptables, il faut les condamner sans espoir de retour, se débarrasser de ce rebut social et, le seul moyen, c'est la mort. La peine perpétuelle élimine bien pour toujours également, mais la vie est toujours là, et, avec elle, l'espoir d'une réduction de peine qui peut toujours rendre au condamné la liberté. Avec la peine de mort, rien de tout cela. « La nature, dit Tarde, sur une immense échelle, en son hécatombe de faibles et de vaincus, par ses intempéries, par ses famines, par la griffe et la dent de ses carnassiers, qui lui servent de bourreaux, applique la peine de mort. Quiconque, ou ne peut s'adapter, ou ne s'adapte pas assez bien, ou ne s'adapte pas assez vite aux conditions de son existence est aussitôt sacrifié par elle. L'humanité, de tout temps, a suivi cet exemple, les premiers outils ont été des armes, l'homicide, son premier art » (p. 521).

Loin d'admettre, à l'extrême limite, ces idées darwiniennes, Tarde ne les accepte que dans une certaine mesure, quand il s'agit des hommes. Il ne les conteste pas au point de vue historique, mais en demande une certaine atténuation. Il est sans doute partisan de la peine de mort, mais un partisan modéré, il n'en reconnaît l'utilité qu'encas d'absolue nécessité. Il voit dans ce châtiment une survivance de l'antique peine.

« Cournot a raison, dit-il, de faire remarquer que l'active propagande de notre siècle pour l'abolition de l'esclavage, et, aussi bien pour l'abolition de la peine de mort, est inspirée par une sorte de « religion de l'humanité » (p. 525). Tarde, lui, voit dans cette religion de l'humanité, la « quintessence du christianisme ». « Il y a, dit-il, au fond de ce culte pour la société divinisée, une conception toute sociale de l'univers: l'amour, la grâce, un besoin de sympathie pareil à celui que les associés éprouvent les uns pour les autres, et qui les fait s'imiter sans cesse, est donnée pour principe au monde, la justice, la réciprocité des services entre les associés, lui est donnée pour but. » Or, en face de ce christianisme quintessencié, religion de l'humanité, le darwinisme oppose à chaque tentative abolitionniste, une tendance contraire, sorte de retour à l'esprit païen. Sans doute, concède-t-il, l'adoucissement général des peines amène à envisager un adoucissement progressif de la peine de mort. Sans doute on peut arriver à un nombre infime de cas d'application, mais la suppression serait une absurdité. Tarde réfute, l'un après l'autre, les arguments contre la peine de mort : d'abord, l'argument tiré de l'irréparabilité en cas d'erreur. Pour résoudre cette question, il faut remarquer que la certitude absolue ne nous appartient pas. Les erreurs judiciaires ne sont pas aussi nombreuses que les erreurs chirurgicales, par exemple : celles qui mènent à l'échafaud sont très rares. On est mal venu de parler ici d'« erreur judiciaire », car les plus nombreuses sont justement celles dont on ne parle pas, c'est-à-dire, les acquittements par erreur.

Une deuxième objection consiste à dire que la peine doit être proportionnée au délit. Mais, souvent, le délit a été commis avec des raffinements barbares, et rien de cela

n'existe dans la mise à mort par la décapitation. Les auteurs qui, par mesure d'humanité, demandent la suppression de la peine de mort ne songent même pas à demander la suppression de la transportation et surtout de la relégation, dont le manque de proportion avec la peine est cependant évident.

L'argument le plus sérieux, est, à coup sûr, celui de l'inefficacité. Holtzendorff voit, dans la peine de mort, une réclame, par l'attention du public, portée vers une salle d'assises; il voit la possibilité d'action de l'imitation, la passion du public, quand une tête est en jeu, son avidité pour les exécutions. Ce sont là des maux auxquels il est facile de remédier, par l'extension des huis clos, l'interdiction à la presse de publier des comptes rendus *in extenso*, dans l'exécution de la sentence à l'intérieur de la prison. Cependant, la statistique semble montrer que, dans les pays abolitionnistes, il n'y a pas d'augmentation, mais le résultat est variable, et certains pays, après l'avoir supprimée, l'ont rétablie. En tout cas, dans les pays où elle est maintenue, ses applications sont en décroissance. « En règle générale, dit Tarde, quand une nation, petite ou grande, se décide à supprimer la peine de mort, c'est que depuis longtemps déjà, la criminalité violente y était en décroissance plus ou moins rapide, en vertu de causes diverses » (p. 536). En sens inverse, son rétablissement indique une augmentation de criminalité violente. Ceci montre donc bien que la frayeur de la mort fait hésiter, paralyse les passions qui poussent au crime.

En faveur de l'échafaud, d'ailleurs, on invoque le désir de l'évasion, qui hante le condamné aux peines privatives de liberté, et dont le résultat est de remettre en liberté des individus extrêmement dangereux, pouvant commettre de nouveaux méfaits. De plus, le malfaiteur pèse toujours

deux chances de vivre, l'une honnêtement et sans risques, et l'autre malhonnêtement et en risquant sa vie. Risquant la balle du gendarme, il est bien capable aussi de risquer la guillotine.

Il faut donc, dit Tarde, « consolider le débris » de la peine de mort, sans en accroître l'application. C'est un « mauvais numéro de la loterie pour celui qui la subit entre mille qui le méritent à peu près également » (p. 539). A son époque Tarde remarquait que, tandis que personne ne se scandalisait des horreurs de la guerre moderne, on demandait l'indulgence pour les malfaiteurs. Sans doute, on doit éviter, le plus possible, l'horreur de l'échafaud ; « les tortures morales » de ce malheureux que l'on traîne, décollé comme une femme au bal, à la boucherie légale, sont un mal à éviter, à moins qu'elles ne servent à empêcher un mal plus grand » (p. 552). D'ailleurs cette souffrance est purement relative. Elle est certainement moindre que celle d'un honnête homme, qui se débat contre la mort pendant des semaines ou même des mois, au cours de sa dernière maladie. En résumé, le seul cas d'application de la mort, doit être le meurtre. C'est à la loi du talion que revient l'école positiviste, en posant ce principe. L'utilitarisme mènerait à la torture, mais on doit tenir compte des répugnances morales de la société ; le meurtre légal, surtout sous la forme de décapitation, doit être effectué en dehors du public. Quant au moyen de donner la mort, Tarde incline vers l'électrocution, le poison, ou tout autre moyen amenant la mort sans mutilation répugnante. Socrate aurait été exécuté sur l'Agora, guillotiné, le récit de sa mort, au lieu de nous toucher, soulèverait notre dégoût.

En somme, peines privatives de liberté, peines priva-

tives de droits, dont nous n'avons pas parlé, mais dont les résultats sont souvent aussi néfastes, peines corporelles, tels sont les modes de pénalité, but de la répression. Nous allons voir, maintenant, dans un très bref résumé, si d'autres moyens ne sont pas admissibles pour diminuer le domaine d'application au crime. Mais, auparavant, il nous faut examiner ce qui a été fait depuis Tarde.

§ 4. *La question de la répression, depuis Tarde.*

Voici aujourd'hui trente ans que Tarde est mort, et près de quarante-cinq années se sont écoulées depuis la publication de *la Philosophie pénale*. Examinons les modifications législatives inspirées par notre grand philosophe, et entrant dans le cadre de ses idées.

Il faut signaler, dans le domaine de la liberté individuelle, une tendance du législateur moderne à sauvegarder le plus possible la liberté des individus inculpés de crimes ou de délits. Cette tendance s'est exprimée en France, par une série de lois, dont la dernière en date est du 7 février 1933. Loi peu appliquée d'ailleurs, inspirée par des mobiles politiques, et dont une refonte s'est révélée nécessaire.

Signalons encore une tendance originale, exprimée dans une proposition de loi, tendant à la réforme de la magistrature, déposée par M. Lisbonne; d'après ce projet, le juge d'instruction serait complètement indépendant vis-à-vis des autres juges et du ministère public. Il aurait seul l'initiative de l'instruction, le procureur conservant le droit de poursuite et le droit de prendre communication du dossier à tout moment de la procédure. L'instruction deviendrait une carrière pour le magistrat qui l'exercerait. Le juge

d'instruction bénéficierait, dans cet emploi, de tous les avantages d'avancement et des distinctions honorifiques auxquels peuvent prétendre ses collègues du siège, et, grâce à une pratique plus longue, il acquerrait une compétence plus grande et la mettrait à profit dans l'exercice de ses fonctions.

Dans le domaine du jugement, quoique les reproches adressés au jury n'aient rien perdu de leur bien-fondé, on a pu enregistrer une tendance contraire à celle de Tarde, qui s'est matérialisée dans une loi récente, et a élargi les pouvoirs du jury, qui délibère avec la Cour sur l'application de la peine. Cette réforme n'a d'ailleurs pas donné les résultats qu'on en attendait.

Passons maintenant à l'étude de la peine. Le mouvement tendant à en adoucir l'application, que constatait Tarde, n'a fait que se développer et s'amplifier, en même temps que l'on en recherche une plus juste application.

Le principe *nulla paena sine lege* a conservé toute sa vigueur, bien qu'il ait subi un échec, dans le Code pénal des Soviets, dont l'article 16 admet, en matière pénale, l'interprétation par analogie. Cet article 16 est ainsi conçu : « Si une action quelconque, dangereuse pour la société, n'est pas prévue directement dans ce code, les limites et le fondement de la responsabilité pour cette action sont établis suivant les articles du code qui prévoient les délits qui s'en rapprochent le plus. »

« Il n'est pas possible, dit M. Donnadiou de Vabres, d'enfreindre plus nettement le principe de légalité des délits et des peines. Cependant, il ne faut pas attacher une grande importance à cette entorse aux principes traditionnels, qui n'est qu'une exception¹. »

1. D. de Vabres, *la Justice pénale d'aujourd'hui*, p. 19.

Il en est de même du principe de la sentence indéterminée, qui ferait perdre à la peine son véritable caractère de réparation sociale, en la laissant à l'appréciation arbitraire de l'administration, et qui est aujourd'hui rejeté partout.

Nous pouvons donc dire qu'en règle générale, les grands principes directeurs du droit pénal se sont conservés, et seront maintenus si le projet de Code pénal déposé au Parlement est adopté.

Cependant, sur bien des points, le Code pénal de 1810 et les règlements qui l'ont accompagné ont été l'objet de réformes profondes, ou demandent de grandes modifications.

Le premier problème qu'on se posait, était celui de l'enfance coupable. Il n'avait été qu'effleuré par le Code pénal de 1810, qui n'avait tenu compte de l'âge que dans une trop faible mesure.

Dès 1906, on a commencé à résoudre la question, et la loi du 12 avril 1906 a modifié l'article 340 du Code d'instruction criminelle, en obligeant le juge à poser la question de discernement pour les mineurs délinquants jusqu'à l'âge de 18 ans.

C'était un premier pas, une timide tentative, mais qui devait se préciser plus tard, et donner naissance à deux lois importantes, qui sont, sinon un chef-d'œuvre, du moins un progrès considérable dans le domaine de l'individualisation de la peine et dans la substitution des mesures d'éducation aux mesures de répression pure et simple.

Grâce aux lois du 11 juillet 1912 et du 21 février 1921, le mineur délinquant subit un régime tout différent de celui infligé aux majeurs. Ce n'est plus le tribunal ordinaire, statuant en audience publique, qui juge les infrac-

tions, mais un tribunal spécial, composé autant que possible de juges spécialisés. Les peines sont différentes. S'il est reconnu que l'enfant a agi avec discernement, il sera condamné à un emprisonnement de moindre durée que pour le majeur, dans un quartier spécial d'une maison d'éducation surveillée. S'il a agi sans discernement, la mesure prise sera, soit la remise à sa famille, soit la remise à une institution charitable, soit l'envoi dans une maison d'éducation surveillée.

Dans son principe, la loi paraît excellente. Elle permet au juge d'adopter la mesure à prendre au degré de vice de l'enfant. Cependant la pratique a montré que la remise à la famille présente souvent de sérieux inconvénients. Des parents sur lesquels on a d'excellents renseignements sont souvent faibles, ou bien, occupés toute la journée, ils ne peuvent pas surveiller constamment leur enfant, et la mesure prise est inopérante. Sans doute, la liberté surveillée peut apporter un palliatif, mais cette surveillance ne s'exerce qu'à des intervalles trop éloignés. La remise à une institution charitable ne donne pas tous les résultats qu'on en espérait. Sans doute certaines de ces associations remplissent leur rôle avec un très grand dévouement, mais d'autres moins scrupuleuses n'ont d'autre souci que de placer les enfants qui leur sont confiés chez des particuliers, sans s'occuper de leurs prédispositions naturelles. Souvent, ces enfants, découragés, s'enfuient et mènent une vie de vagabondage; jusqu'à l'accomplissement de nouveaux méfaits. Quant à la dernière solution : internement dans une maison d'éducation surveillée, elle donne des résultats déplorables. D'abord désignées sous le nom de colonies pénitentiaires et colonies correctionnelles, les maisons d'éducation surveillées ont pris cette

dernière dénomination depuis le décret du 31 décembre 1927 et le règlement provisoire du 8 mai 1928. Ces établissements placés sous la direction de l'administration pénitentiaire sont administrés suivant les mêmes règles que les établissements de répression pour majeurs. Le personnel est recruté d'après les mêmes principes, malgré le nom de « moniteurs » et de « maîtres » donnés aux surveillants. C'est dans ce sens qu'une réforme serait souhaitable; il faudrait substituer à ces surveillants, souvent ivrognes, brutaux, incapables de donner le moindre appui moral aux enfants, des hommes d'une moralité irréprochable, d'une haute valeur professionnelle. Jusque-là rien n'a été fait, sinon une amorce de la réforme que nous souhaitions, et qui consiste à spécialiser les agents destinés aux maisons des jeunes détenus, en supprimant le passage des surveillants d'une maison d'éducation surveillée dans un établissement pour adultes. D'ailleurs nous étudierons plus tard la question de la formation professionnelle du personnel de surveillance, à propos de l'application des peines privatives de liberté. En ce qui concerne les adultes, les réformes ne sont pas moins souhaitables. Nombreuses sont celles qui ont été proposées, mais aucune n'a été adoptée. Cependant, sur bien des points, il est facile de constater un acheminement vers ce que Tarde considérait comme un idéal.

Tout d'abord, voyons les peines privatives de liberté. Pour la sériation des condamnés, il semble que l'administration pénitentiaire ait porté ses efforts vers une classification rationnelle des individus; mais, dans cette tâche très délicate, il conviendrait de seconder sérieusement le personnel administratif, dont le rôle se montre chaque jour plus ingrat. Il serait souhaitable que le directeur

de chaque établissement fût secondé par des juristes, des sociologues et des médecins, qui émettraient leur avis au moment de l'entrée du condamné dans la prison, et chaque fois qu'il serait nécessaire en cours de peine.

En ce qui concerne la collaboration des médecins, elle a été demandée à plusieurs reprises, et elle a été l'objet d'un vœu émis par la Commission de réforme pénitentiaire, en 1925, sur l'initiative du professeur Balthazard, qui s'était inspiré des travaux du professeur Vervaecke et de ses expériences en Belgique. En 1930, M. Blacque Belair, député, déposa sur le bureau de la Chambre une proposition de résolution pour la création de laboratoires d'anthropologie criminelle et d'annexes psychiatriques dans les prisons. Nous allons en citer les passages qui nous intéressent.

« Considérant que les délinquants et les criminels diffèrent entre eux par leur état physique, leur état mental, leur caractère, et qu'il est nécessaire pour les bien connaître et pouvoir prendre à l'égard de chacun d'eux les mesures de sécurité et de relèvement en cours de peine, de les étudier, de les classer par des méthodes médico-psychologiques.... La Chambre invite le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin que :... soient créés dans les prisons des laboratoires d'anthropologie criminelle où seront constitués par des psychiatres compétents des dossiers anthropologiques de tous les individus condamnés. » Sans doute, cette proposition ne tient compte que des facteurs psycho-physiologiques, pour opérer le classement, mais c'est une ébauche, le premier pas vers une réforme plus générale, qui tiendra compte non seulement des prédispositions naturelles, physiques ou physiologiques, mais aussi des habitudes et dispositions acquises. N'était-ce

pas ce que Tarde souhaitait : séparation par catégories, triage des condamnés d'après leurs aptitudes et leur mentalité. C'est à ce but que répond le système progressif, très en vogue actuellement. La commission de réforme du Code pénal a adopté un système progressif en trois périodes, conduisant par degrés le condamné du régime le plus rigoureux à la liberté.

Dans la première période, l'individu serait soumis au régime cellulaire, avec isolement de jour et de nuit, pour une durée qui ne pourra pas dépasser un an. Pendant cette période, on pourrait observer le condamné, et voir dans quelle classe on le placerait, à l'expiration de cette durée d'épreuve. Un système analogue a d'ailleurs été institué par le règlement pénitentiaire italien du 14 juin 1931, d'après lequel « le condamné sera d'abord enfermé dans une cellule d'observation pour une durée qui ne pourra être supérieure à deux mois et qui sera déterminée par le directeur de la prison ».

Dans la seconde période, le condamné serait soumis au régime du travail en commun pendant le jour, sous la loi du silence et de l'isolement pendant la nuit.

Dans la troisième période, le détenu serait peu à peu ramené à la vie libre, avec possibilité d'application du travail *al aperto*. Mais cette réforme est-elle réalisable pratiquement ? En l'état actuel des prisons, peut-on appliquer le système, proposé par la commission ?

Deux difficultés se présentent dans cet ordre d'idées ; difficulté concernant les prisons elles-mêmes, et difficulté concernant le personnel.

a) Les prisons paraissent à l'heure actuelle insuffisamment adaptées au rôle qu'elles seraient appelées à jouer. Bien peu de prisons sont pourvues de cellules où les détenus

pourraient passer une année entière sans perdre la raison. Il serait sans doute possible d'effectuer les réparations nécessaires, mais les frais seraient tellement élevés que le Gouvernement hésiterait à les engager.

b) Le personnel est peu adapté au rôle d'enquêteur, de psychologue et d'éducateur que l'on voudrait lui faire jouer. Ces qualités, que devraient présenter le surveillant de prison, sont mises nettement en lumière par M. Armand Mossé, à propos du Congrès international pénal et pénitentiaire, tenu à Prague en 1931. Il exprime le but de la peine, et donne la solution adoptée par le congrès. « La résolution adoptée par la section, dit-il, au rapport général de M. Delaquis (Suisse), était la suivante :

« Afin de mieux assurer la protection de la société, l'exécution de la peine doit contribuer à l'éducation et à l'amendement du condamné par tous les moyens actuellement offerts par la pédagogie. Elle doit développer les facultés corporelles du condamné et envisager son éducation morale et intellectuelle en se servant de l'examen crimino-biologique et de la répartition des détenus par degrés, suivant l'influence exercée sur eux par l'éducation. »

Pour atteindre le but désiré, il faut prévoir en outre :

a) La collaboration à l'exécution de la peine, de particuliers choisis exclusivement d'après leurs qualités personnelles d'esprit et de cœur.

b) Un travail qui devrait correspondre aux aptitudes du prisonnier, et devrait être rétribué d'après sa conduite et le rendement de son activité.

c) Des moyens de récréation intellectuels et physiques, à adapter aux habitudes des différents pays, qui méritent une attention bien plus grande que celle qu'ils ont reçue jusqu'à présent,

Un amendement présenté à l'assemblée par M. Landford Bates (Etats-Unis), ajoutait : « Une portion convenable de la rétribution du détenu doit être mise à la disposition des personnes qui dépendent de lui pour leur entretien. » (Mossé, *Variétés pénitentiaires*, p. 57-58).

Or, le personnel de surveillance aujourd'hui employé dans les prisons en France répond-il à ce but ? Peut-il remplir un rôle d'éducation ? Non, ce ne sont que des surveillants chargés de veiller à ce que chacun travaille en silence et ne s'écarte pas du lieu où il doit être. Leur rôle d'éducateur est à peu près réduit à néant, et ils ne cherchent d'ailleurs pas à le jouer, étant surtout désireux de ne pas compliquer leur tâche. Si on laisse à ce personnel subalterne le rôle qu'il joue, il n'est cependant pas nécessaire de pousser très loin son éducation professionnelle, bien qu'il serait souhaitable que chaque surveillant, avant son entrée dans l'administration, suivit des cours, où on lui enseignerait son métier et la méthode à suivre pour l'exercer convenablement. C'est à ce but que tend l'école pénitentiaire, où tous les candidats aux grades de commis-greffier et surveillant-chef doivent faire un stage. La question posée au Congrès de Prague sur l'éducation du personnel était la suivante : « Comment faut-il organiser l'éducation professionnelle scientifique du personnel pénitentiaire d'administration et de surveillance ? Quelles garanties doit-on lui demander et quels avantages doit-on lui concéder pour arriver au meilleur rendement possible ? »

« Cette question, dit M. Mossé, a fait l'objet de douze rapports particuliers émanant des pays suivants : Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Norvège, Pays-Bas et Pologne.

Rapportée par M. Casterkis (Grèce), elle a fait l'objet du vœu suivant :

« Tous les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire doivent être instruits et formés spécialement pour leurs fonctions. Les fonctionnaires supérieurs doivent posséder une instruction scientifique supérieure. Il est indispensable d'avoir des écoles et des cours spéciaux pour l'éducation des fonctionnaires et surveillants. La fondation d'un institut de science pénitentiaire et de criminologie paraît spécialement nécessaire dans tous les pays. On ne saurait se dispenser de donner des cours complémentaires aux fonctionnaires déjà engagés. Il est nécessaire de tenir compte, d'une manière toute spéciale, d'une éducation sociale et pédagogique.

» Les candidats au service pénitentiaire doivent démontrer leurs aptitudes pour un accomplissement pratique et judicieux de leur tâche. Les candidats aux fonctions dirigeantes doivent démontrer, en outre, leur aptitude pour le traitement scientifique des problèmes concernant l'exécution des peines par un examen théorique et par le service pratique. On ne devrait compter d'une manière définitive que des candidats qui ont prouvé pendant un stage, qu'ils possèdent, à côté des connaissances pratiques et scientifiques, l'intérêt personnel pour leur profession, un caractère droit, l'amour du prochain, la connaissance des hommes et l'habileté pour traiter les anormaux au point de vue physique, intellectuel et moral » (Mossé, *Variétés pénitentiaires*, pp. 64-65). Mais là encore, la difficulté que nous avons rencontrée au sujet du matériel se pose. Un ouvrier qualifié, bien spécialisé, se paie plus cher qu'un simple manœuvre et il est fort probable que le plus gros écueil qui a fait échouer le vœu du Congrès de Prague, c'est

celui qui résulte de l'impossibilité pour les Gouvernements de trouver les crédits nécessaires à l'entretien d'un personnel aussi onéreux.

Tels sont les principes admis actuellement, concernant l'application des peines privatives de liberté. Ils n'ont guère changé et, s'ils sont encore discutés de temps à autre, c'est parce que l'on recherche par tous les moyens à pallier aux difficultés budgétaires dans les différents pays. Les solutions varient, mais les grands principes restent toujours les mêmes, et celui qui les domine tous est le suivant : il ne faut pas laisser la contagion exercer son empire chez les malfaiteurs, mais, au contraire, il faut chercher à lui attribuer le rôle social qu'elle doit jouer, l'adapter aux fins de la société. Voyons maintenant les peines coloniales. Malgré les critiques qui ont été faites à la transportation, on n'a jamais pu se résoudre à supprimer cette « peine de débarras », malgré les résultats désastreux qu'elles ont donné. Tous les pays qui les avaient consacrées dans leurs codes les ont conservées.

Avant la guerre, M. Chautemps en avait demandé la suppression. Des enquêtes ont été faites, des articles de journaux, des rapports ont été publiés, pour amener l'opinion à demander la suppression de la transportation. Rien n'y fait. Et cependant, le « bagne » demeure un foyer d'immoralité et de vice. Les « forçats » enfermés dans des cases communes, en proie aux désirs anormaux, favorisés par une surveillance encore moins ferme que celle exercée dans la métropole, contractent des habitudes dépravées qui s'opposent à tout reclassement dans une société saine.

Un rapport de M. Hugueney à la commission de réforme pénitentiaire a été repris par M. Sibille à la Chambre des députés, le 9 juillet 1929. Le 17 juin 1931, M. Drouot,

député, déposa une proposition de loi, reproduisant à peu près celle de M. Sibille, avec quelques modifications de détails.

D'après le système de MM. Sibille et Drouot : 1° Toute condamnation aux travaux forcés à temps dispense de la transportation le condamné non reléguable, si le juge l'entend ainsi. La transportation serait donc laissée à la libre appréciation du juge. Le condamné ainsi dispensé des travaux forcés subirait, dans la métropole, une peine de réclusion aggravée, avec isolement de jour et de nuit, pendant un an au moins et cinq ans au plus. A la demande du condamné, l'isolement pourrait d'ailleurs être prolongé au delà de cinq ans; 2° Suppression pour les transportés de l'obligation de résidence; 3° Enfin, le condamné aux travaux forcés, transporté ou dispensé, pourra être relégué, si, dans les dix ans qui suivent l'expiration de sa peine, il a encouru une peine supérieure à une année d'emprisonnement.

Cependant, ce système paraît insuffisant. N'y aurait-il pas lieu, en effet, dans tous les cas, de donner à la juridiction qui prononce la peine, le droit de décider si elle sera subie dans la métropole ou dans les colonies, sans distinguer si l'individu est reléguable ou non.

D'autre part, le maximum de la durée d'isolement semble bien élevé, et il serait préférable de l'abaisser à trois ans, pour les peines perpétuelles et deux ans pour les travaux forcés à temps.

En résumé, nous pouvons dire que le régime de la transportation est généralement condamné, en France, mais on n'a jamais osé le supprimer radicalement. Cela tient surtout aux difficultés pratiques d'application. On le remplacerait sans doute avantageusement par un système de

réclusion, mais que deviendraient les condamnés ayant subi leur peine ? On ne saurait songer, pour les empêcher de nuire, à leur interdire la résidence dans certaines villes, lorsque l'on voit tous les jours la faible efficacité de cette interdiction de séjour.

Il nous reste à dire deux mots sur la peine de mort. Le courant abolitionniste a bien essayé de se manifester, lors des travaux de la commission de révision du Code pénal, mais il n'a pu emporter les suffrages. L'opinion dominante est donc d'avis de « consolider ce débris », comme disait Tarde. Cependant, selon le vœu de notre auteur, l'exécution n'aurait plus lieu sur une place publique, mais dans l'enceinte même de la prison. Et même, certain pays balte a suivi plus fidèlement la pensée de Tarde, en proposant de faire choisir au condamné le poison ou la corde. C'est donc une tendance à substituer un mode d'exécution plus esthétique, au moyen barbare de la décapitation ou de la strangulation.

Telles sont les tendances actuelles de la méthode répressive. Elles sont complétées par les méthodes plus modernes que nous appellerons, d'un mot, les moyens préventifs.

CHAPITRE II

LA PREVENTION DU CRIME

Si les moyens répressifs, qui ont pour but de replacer le criminel dans le milieu normal, sont nécessaires, il est d'autres moyens qui sont encore plus nécessaires, ce sont ceux qui empêchent l'individu, non seulement de recommencer, de persister dans son antisociabilité, mais de commencer, de ne pas se laisser gagner par les éléments mauvais et les mauvais principes. C'est en vue de prévenir ces tendances, que l'on doit organiser une lutte préventive contre le crime. Le résultat sera meilleur encore que celui de la répression des malfaiteurs, car il tarira à sa source même le mal dont souffre l'humanité. Faute de nouvelles recrues, perdant ses éléments par le relèvement moral des bons et la disparition des mauvais condamnés, l'armée du crime sera bientôt réduite à zéro, ou tout au moins à une quantité si négligeable et si méprisée que sa disparition sera imminente. Mais, pour arriver à ce résultat, il faut trouver les moyens, tous les moyens, sans en négliger un seul, sinon tout serait à recommencer. Quels sont ces remèdes ?

Des remèdes théoriques d'abord. A ce point de vue, l'école socialiste est catégorique. Elle demande un changement complet de la société : bouleversement économique, par l'avènement d'un monopole d'Etat, d'une organisation

du travail, établissement du régime communiste, changement complet dans les modes de répression : ces médecins de la société ressemblent à ces médecins à bout de remèdes, qui ordonnent, dit Tarde, le changement d'air à leurs malades. « Changez les conditions sociales, c'est-à-dire, donnez à tous un bien-être égal et suffisant, une bonne éducation, et, dans ce milieu social réformé, toute prison sera inutile, le vice et le crime auront disparu ! » (*Rev. phil.*, 1883.II). Tarde, pas plus que l'école italienne, ne peuvent accepter cette conclusion optimiste. Pour Lombroso, l'influence de l'éducation et du milieu social est faible sur la moralité et sur l'immoralité, comparée à l'influence des « facteurs individuels » du délit : tempérament et caractère.

Tarde, tout en partant d'un point de vue opposé, aboutit à un résultat presque identique. Ce qu'il conteste, c'est que le bien-être soit un facteur de moralisation. « Ferri a donc plus raison qu'il ne le croit. Non seulement il est démontré que le bien-être ne moralise pas, ou plutôt ne suffit pas à moraliser, mais on dirait, à première vue, qu'il déprave sans compensation » (*Rev. phil.*, p. 514, 1883.II). La grande erreur des socialistes, c'est de croire que le bien-être suffit pour moraliser. Ils semblent confondre le bien-être et le bonheur, or, l'un n'entraîne pas l'autre nécessairement. Le paysan, bien que manquant du confort et du bien-être du citadin, est plus heureux que lui. Peu exigeant, goûtant le bonheur dans la vie humble et exempte de complications, il ne cherche pas le bien-être que recherchent ses semblables de la ville, et, n'ayant pas de désirs malsains, il ne cherche pas les plaisirs malsains, ni les moyens de se procurer le bien-être d'une façon malsaine. Le bien-être est en éternelle variation, alors que le bonheur est stable, dès qu'il a atteint son objet, il s'arrête comme fatigué. Et c'est

plutôt dans la recherche du bonheur, que l'on doit chercher la disparition de la criminalité. « A mon avis, dit Tarde, le débordement de notre criminalité au milieu de cette florissante plaine de notre civilisation ne prouve qu'une chose, c'est que, malgré son enrichissement, malgré son meilleur régime, malgré son ameublement et son outillage plus complets, mais non à cause de ces avantages incontestables, notre société, au fond, n'est pas heureuse, et l'est de moins en moins, à mesure qu'elle s'éloigne davantage de son ancien équilibre, sans avoir encore trouvé l'ordre nouveau, l'harmonie inconnue, prochaine, espérons-le, où les socialistes n'aspirent pas seuls » (*Rev. phil.*, 1883. II, p. 514). Plus favorisée par la satisfaction de ses désirs, la population urbaine, plus troublée que la classe rurale : « riche et malheureuse jusqu'à ce qu'elle ait réalisé son rêve, le pouvoir sans frein, le gain sans travail, fournit le plus fort contingent de la criminalité, à l'exception de quelques rentiers qui digèrent leur fortune ..., une des deux choses suivantes doit arriver dit Maudsley, à un individu, s'il veut vivre heureux : il devra être assez souple et habile pour se conformer aux circonstances, ou assez fort pour que les circonstances se conforment à lui. S'il ne peut faire ni l'un ni l'autre il deviendra fou ou se suicidera, ou deviendra criminel, ou se mettra à la charge de la charité publique. Maudsley reconnaît le lien entre le bonheur et l'honnêteté, bonheur et raison » (p. 515).

Mais, pour arriver au bonheur, il faut, nous l'avons vu, vouloir fortement ou ne pas vouloir assez, ce qui revient au même, mais cette absence de volonté permet de se plier aux circonstances bonnes comme aux circonstances mauvaises. Nous avons considéré le malfaiteur comme un individu sans volonté, subissant l'influence d'un mauvais

milieu. Pour lui, chercher le bonheur, c'est cultiver sa volonté de réagir contre son entourage. C'est cette volonté que l'on doit ressusciter dans la prison et c'est elle que l'on doit éveiller avant le premier méfait. A une volonté quasi-inexistante doit se substituer une volonté forte, capable de dominer tous les penchants, de braver l'opinion et la contrainte du milieu malsain, de fuir ce milieu si la nécessité s'en fait sentir. Celui qui, ayant réuni tous les moyens d'accomplir un crime, reculera au dernier moment devant l'horreur de l'acte, ne sera pas un coupable, si ce mouvement d'horreur vient du fond de sa conscience. Il en sera de même de l'individu assez fort pour ne pas se laisser entraîner. C'est vers ce sens de l'éducation de la volonté, de son renforcement que s'est orienté le néo-kan-tisme de l'école morale française, dont les chefs sont Fouillée, Guyau, Beaussire, Renouvier. Pour eux, le devoir est un dogme appuyé sur la seule volonté soustrait aux morsures de la raison. Leur contradiction avec le déterminisme scientifique des Italiens est flagrant. « C'est dans une morale toute neuve que Fouillée cherche un port : il croit le trouver dans la théorie des idées-forces. La liberté de vouloir, fondement indiscutable de la personnalité morale, d'après lui comme d'après l'école traditionnelle, serait une de ces idées qui constitueraient elles-mêmes la condition essentielle de leur graduelle réalisation, à peu près comme la réalité de Dieu, d'après saint Anselme, était impliquée dans la notion de sa possibilité (*Rev. phil.*, p. 38, 1888.II). Tel est donc le but à poursuivre, et Tarde se rattache volontiers à l'opinion de l'école française. La première chose à réaliser c'est le développement et la culture de la volonté, chez l'individu, son éducation morale, en quelque sorte, cette harmonie individuelle obtenue, la

contagion imitative fera le reste. Elle projettera de tous côtés ses ondes d'exemples, grâce auxquelles l'unité sociale s'ensuivra. Plus de heurt dans ces volontés tendant au même but et aspirant au même bonheur, par les mêmes moyens. Une esthétique nouvelle doit servir de modèle pour réaliser la paix sociale, esthétique sociale, où un arrangement bien compris viendra porter l'unité et l'homogénéité.

De nos jours, la tendance préventive connaît une vogue considérable. Continuant, en quelque sorte, la doctrine italienne, et rattachant le crime à l'hystérie, la théorie spiritualiste a donné aux mesures préventives une importance capitale. Elle en fait le seul moyen de lutte contre le crime.

Picone Chiodo la résume ainsi :

1° Le crime est un phénomène psychique déterminé par le concours de deux facteurs, dont l'un, intérieur — personnalité psychique du sujet — l'autre extérieur, qui se subdivise en :

a) Matériel (facteur économique, politico-physique, climat, température, etc...).

b) Psychique normal (suggestion, mauvaise éducation, mauvais exemples).

c) Psychique supranormal (influence maléfique d'entités spirituelles).

2° Le criminel, en naissant, porte avec lui la tendance au délit, qui, de potentielle qu'elle est, devient dynamique, sous l'influence des conditions extérieures — tendance qui peut être atténuée ou neutralisée par des conditions défavorables à son développement.

3° Le criminel n'est pas un malade; il est l'auteur

irresponsable, irresponsable toujours, en tous les cas, d'actions que la morale et les lois de son époque et de son pays définissent comme étant des délits. La peine est donc non seulement inefficace, mais injuste.

4° La société n'a pas le droit de punir le criminel : elle a le devoir de prévenir les délits.

5° La société est irresponsable de la genèse des délits ; elle a le droit de se défendre¹.

Les remèdes répressifs, étant, d'après la théorie spiritualiste, considérés comme nuls et de nul effet, on doit donc trouver des mesures préventives pour éliminer le crime. Quels seront ces moyens ? Les mêmes que préconisait Tarde, mais employés sur une plus grande échelle. De même que l'individu peut, par la pratique rationnelle des exercices physiques, améliorer sa personne physique, de même il peut, par des moyens appropriés, donner une orientation nouvelle à sa ligne de conduite. L'homme, qui a dompté les fauves, n'est pas encore parvenu à régler les instincts de ses semblables. Grâce à une gymnastique psychique, l'homme doit pouvoir augmenter, intensifier l'influence de l'âme sur le corps. Cette influence doit s'exercer tout d'abord sur les enfants, chez qui il faut rendre automatiques et habituelles le plus grand nombre d'actions morales. Mais, pour cela, « il ne suffit pas de prêcher ou d'abonder en de bons écrits abstraits ; il importe aussi de ne pas laisser échapper les opportunités pratiques et même les créer, et faire de manière que l'enfant sente, pense, agisse (*La théorie spiritualiste de la criminalité*, p. 155). Les bonnes actions engendrent les bonnes habitudes. « Vous abandonnez, dit Thomas Moore, dans l'*Utopie*, des milliers

1, Picone Chiodo, *La théorie spiritualiste de la criminalité*, p. 135.

d'humains au ravage d'une éducation vicieuse et détestable : la corruption, sous vos yeux, brise les bourgeons qui pourraient faire fleurir la vertu ; et lorsque, une fois devenus adultes, les hommes commettent des crimes dont vous aviez jeté le germe dans leur cœur dès le berceau, vous les abattez. Ainsi, vous créez les malfaiteurs pour les pendre. » Une forte éducation morale est donc à la base d'une rénovation sociale ; les fausses idées sur la responsabilité morale et sur la peine doivent disparaître « dans une société évoluée, le crime ne trouvera pas une atmosphère respirable et il disparaîtra ; il ne pourra plus se reproduire qu'exceptionnellement, comme une véritable monstruosité, mais il cessera de constituer un danger général et permanent » (P. Chiodo, p. 166).

Aujourd'hui la libération à un moment inopportun pousse à la récidive ; « le criminel récidiviste (le criminel habituel) existe parce que le système primitif est aussi barbare que stupide, infiniment stupide » (p. 172). La prison est impropre à toute rénovation morale, et il faut la remplacer par la mise à l'abri du criminel dans des institutions spéciales, où on le gardera pendant un temps indéterminé, jusqu'à la guérison, que l'on obtiendra par des remèdes psychiques. Et Picone Chiodo conclut : « Ne traitez pas mal le criminel, dis-je, mais je clame plus fortement encore : ne le lâchez point, s'il doit revenir au crime » (p. 173). Que doit-on penser de cette théorie ? En apparence, elle est très séduisante, mais combien de déceptions pourrait-elle donner ? Comment réaliser en pratique l'internement pour une durée indéterminée ? N'y aurait-il pas autant de danger à relâcher, en les supposant guéris, des individus qui seraient capables de recommencer aussitôt après leur sortie ? Comment constater la guérison

complète, comment ne pas se méfier du diagnostic des médecins sociaux, alors que l'on voit tous les jours les méfaits de fous rendus trop tôt à la liberté, malgré la constatation par les médecins aliénistes de la guérison définitive ?

Il convient donc de se méfier de l'application pratique de la théorie spiritualiste qui, comme toute abstraction pure, n'est pas encore mûre pour une mise en œuvre immédiate. La psychologie du malfaiteur est encore trop mal connue pour que l'on tente un essai de ce genre, et l'on est obligé d'avoir recours aux moyens actuellement en vigueur, auxquels il faut ajouter ceux qui, dès aujourd'hui, peuvent être mis en œuvre. Un grand mouvement en faveur de la prévention a fait préconiser un ensemble de mesures qui, quoique n'étant pas, à proprement parler, des mesures préventives, s'en rapprochent singulièrement. Ce sont les mesures de sûreté, qui auront une place très importante dans le Code pénal français de demain.

Les mesures de sûreté procèdent à la fois de l'élimination et de la réformation, de la peine et de la mesure préventive. Elles se rapprochent de la peine, en ce sens qu'elles relèvent de l'autorité judiciaire, qu'elles ne peuvent s'appliquer qu'à la suite d'une infraction. Elles participent des mesures préventives en ce sens qu'elles écartent, pour un certain temps, tout danger de contagion imitative, qu'elles ordonnent un traitement approprié à certaines catégories d'individus.

Certaines de ces mesures de sûreté ont un caractère presque exclusivement pénal, si on les regarde du côté de l'individu qui les subit. Telles sont : la relégation, dont on propose d'enlever le caractère perpétuel : l'interdiction de séjour, dont les modalités d'application seront laissées à l'appréciation du juge et qui ne pourra plus être suspendue

par mesure administrative; l'expulsion des étrangers, qui se présente comme une véritable peine, à l'égard de certains individus, mais dont le juge qui prononce la condamnation principale devrait envisager l'opportunité, car lui seul connaît la gravité de l'infraction et l'état dangereux du délinquant. Telles sont encore certaines mesures d'ordre patrimonial, comme la confiscation spéciale, la fermeture d'établissement, la suspension ou la dissolution des personnes morales, l'interdiction d'exercer un art ou une profession, qui revêtent le caractère de peines pécuniaires, dont le taux est indéterminé.

D'autres mesures de sûreté ont un caractère beaucoup plus voisin de la mesure préventive que de la peine. Elles frappent l'individu, non pas pour le punir, et subsidiairement, le régénérer, mais uniquement pour le régénérer, pour le rééduquer. Ce sont, d'ailleurs, pour la plupart des mesures nouvelles, qui n'ont aucun précédent dans notre code actuel, et qui s'inspirent directement de l'idée de prévention. Elles sont déjà réalisées dans certaines législations récentes, et notamment en Italie.

Les mesures prises contre les mineurs ont été étudiées en leurs lieu et place. Le placement dans un établissement charitable ou dans une maison d'éducation surveillée ou la remise aux parents sous le régime de la liberté surveillée des mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement constituent de véritables mesures d'éducation, en l'absence de tout caractère pénal. La seule réforme à opérer consisterait, ainsi que nous l'avons déjà vu, à donner un caractère essentiellement éducatif à la mesure prise contre l'enfant.

Mais la commission ne s'est pas arrêtée là : elle a jugé utile d'étendre aux adultes les mesures curatives prises

vis-à-vis des mineurs, et de leur appliquer, dans certains cas, un traitement spécial.

Ainsi les aliénés ne seront plus remis en liberté, s'ils sont acquittés comme ayant agi en état de démence, ni internés sur l'initiative de l'autorité administrative. Le juge pourra décider, comme il le fait pour les jeunes délinquants, qu'ils seront placés dans des asiles spéciaux, d'où ils ne pourront être extraits que sur présentation du certificat du médecin, attestant la disparition de tout état dangereux.

Des mesures analogues seront prises contre les alcooliques et les toxicomanes. Nous n'avons pas actuellement, en France, d'établissements correspondant aux asiles pour buveurs, qui fonctionnent en Suisse, ou des maisons de cure et de garde instituées par le Code pénal italien. Dans ces pays, tout individu qui aura été condamné pour crime ou délit commis en état d'ivresse, sera, à l'expiration de sa peine, interné dans un asile pour buveurs ou une maison de cure et de garde.

De plus, l'article 221 du Code pénal italien soumet au même régime et prescrit une cure de désintoxication aux individus usant de substances stupéfiantes. La commission de revision du Code pénal a adopté, en France, une solution analogue. On a étudié également la question du vagabondage. Sous l'empire de notre Code pénal, le vagabondage est un délit, et, combiné avec d'autres délits qui lui sont souvent connexes, il peut entraîner, s'il se répète à de fréquents intervalles, à la relégation. Cette solution paraît aujourd'hui trop dure, et les juges hésitent à la prononcer, surtout depuis que la crise économique laisse sans ressources un nombre incalculable de chômeurs involontaires. Le vagabondage devrait être retiré de la liste des délits qualifiés, mais il est quand même indispensable de prendre

des mesures contre les vagabonds, qui, bien souvent, sont réduits à la mendicité. Dans la plupart des législations modernes, on a institué des dépôts de mendicité, où sont admis également les vagabonds, ou gens sans aveu. Une pareille institution est proposée en France, et le contrôle des mendiants et des vagabonds internés dans les dépôts de mendicité serait confié aux membres de sociétés de patronage. On n'a pas osé aller plus loin, et supprimer les délits de vagabondage et de mendicité, mais, après leur peine, les individus intéressés seront l'objet d'un rapport dressé par le membre de la société de patronage chargé de les surveiller, lequel rapport sera communiqué, non seulement au juge et au ministère public, mais aussi au défenseur du condamné.

Le rôle des sociétés de patronage serait d'ailleurs encore étendu d'après le projet de réforme. Une innovation heureuse consisterait à prendre, vis-à-vis des adultes, les mêmes mesures de liberté surveillée que l'on prend vis-à-vis des mineurs, et les membres de ces sociétés joueraient un rôle extrêmement important.

Une autre innovation de la législation de demain consisterait à faire verser au condamné une certaine somme, proportionnelle à ses facultés, une caution de bonne conduite. Cette menace de perdre la somme consignée serait souvent une mesure efficace pour éviter la récidive. Elle se rapproche d'ailleurs beaucoup du sursis, qui est, dans une certaine mesure, une institution préventive.

Telles sont les principales mesures de sûreté dont l'introduction dans l'arsenal de nos lois marque un énorme progrès de la notion de prévention du crime. Leur adoption dans un nombre croissant de pays montre bien que cette notion fait son chemin, et se crée de jour en jour une place sans cesse grandissante,

Mais celles que nous avons envisagées ne sont pas les seules, et il nous faut maintenant étudier celles qui seraient à appliquer.

Ce sont les mesures préventives, qui n'ont pas leur place dans un Code pénal, mais dans les règlements administratifs. Leur étude est plutôt du domaine de la sociologie et de la morale.

Signalons, dès maintenant, le grand progrès que ferait une société civilisée en supprimant la prostitution libre, et en interdisant ce genre de vie répugnant qui consiste à vivre aux crochets des prostituées. La suppression du « milieu » amènerait une diminution de la débauche et un relèvement appréciable du niveau moral. Il est inadmissible qu'un pays qui est toujours à la tête des grands mouvements civilisateurs admette encore, à côté des maisons de tolérance, dont il faut, bon gré mal gré, tolérer l'existence, des femmes vivant plus ou moins ouvertement de la prostitution, et entretenant des hommes paresseux et ignorants du beau et du bien. La prostitution close doit suffire largement à satisfaire les passions de certains individus, mais la liberté de la prostitution doit faire place à une abolition complète de ce genre de vie, et à la disparition totale de ceux qui, grâce à elle, se procurent des moyens d'existence sans travail. Mais, dira-t-on, que feront ces individus, si on leur enlève leur gagne-pain ? Les dépôts de vagabondage et de mendicité sont tout indiqués pour eux, et, grâce au dévouement des sociétés de patronage, on pourrait, sans aucun doute, leur donner le goût du travail qu'ils n'ont peut-être jamais eu. Nous reviendrons d'ailleurs tout à l'heure sur cette question, quand nous examinerons l'influence moralisatrice du travail. Mais à partir du moment où nous quittons le domaine pénal, la tâche devient

plus difficile. Ce ne sont plus des individus que nous avons en face de nous : ce sont des tendances, des inclinations, des passions. C'est, en un mot, toute la vie psychologique qu'il faut réformer, et, en particulier, la vie affective, les sentiments, qui n'ont eu qu'un trop faible développement.

Combattre des individus, les abattre, est chose relativement facile, à côté des obstacles que l'on rencontre, quand on veut combattre des tendances. La première de ces tendances à vaincre, ce serait celle acquise par l'hérédité, celle qu'apporte le « criminel-né », qu'il porte en lui, et qui n'attend qu'une occasion pour se manifester. Sans doute, il est possible d'empêcher cette occasion d'apparaître, mais la possibilité n'empêche pas la difficulté. Au lieu de tuer des criminels après leur faute, ne serait-il pas préférable de les empêcher de naître, d'empêcher ce type professionnel de se perpétuer héréditairement. « La répétition héréditaire, dit Tarde, malgré le caractère de fatalité inéluctable qui semble lui être inhérent, est certainement plus à portée de notre main et plus maniable que beaucoup de répétitions-habitudes. Et si nous voulions bien, nous pourrions faire jouer au profit de la société, en mettant obstacle à certains mariages et en favorisant certains autres, la force toute-puissante de l'hérédité. La société, dans une certaine mesure, est donc coupable par négligence et légèreté des fautes commises par les criminels-nés, qu'elle aurait pu empêcher de naître. Elle l'est parfois autant que l'individu peut l'être des mauvaises habitudes qu'il a laissé croître et se fortifier en lui » (*Revue philos.*, 1889.II). Certains législateurs sont allés très loin dans cette voie. Le législateur allemand, en particulier, a employé la stérilisation pure et simple.

En mettant obstacle à la procréation des criminels, on

fait disparaître du même coup la famille criminelle et le rayonnement de son exemple. Mais il est d'autres cas où la volonté individuelle a besoin d'être, en quelque sorte, étayée. Par l'interdiction du mariage, Tarde adopte une solution nettement malthusienne, où la contrainte sociale remplace la contrainte morale de Malthus. Mais ce n'est pas tout : d'autres causes que la naissance, plus importantes et plus nombreuses, peuvent jouer dans la production des malfaiteurs. L'abandon des enfants est une des causes les plus agissantes de cette production, et, en combattant cet abandon, il faut combattre deux facteurs : l'occupation des parents au dehors, laissant la liberté aux enfants, et les mauvais exemples de la rue, amenant leur corruption.

Chaque fois que le mauvais exemple des parents pourra être imité par l'enfant, la société devra prendre des mesures, pour soustraire d'un milieu malsain ceux qui ne sont pas encore contaminés. Pour améliorer le milieu familial, et il faut l'améliorer chaque fois qu'on le peut, il faut lutter contre toutes les causes qui ruinent la famille, la protéger contre les dépenses exagérées du père en boissons, et, pour cela, rendre accueillant le logis, faire disparaître le taudis qui, trop souvent, hélas ! est la cause de la mauvaise santé dans les milieux ouvriers, édicter des peines sévères contre la femme mariée qui se prostitue chez elle, avec des circonstances atténuantes si le mari la délaisse et ne rapporte pas assez d'argent pour faire vivre sa famille. Enfin, faire du travail une règle de conduite, en donnant une éducation appropriée. Du travail pour tous, voilà qui faciliterait l'épuration des milieux criminels, en faisant disparaître ce genre de vie spécial et honteux ; celui qui consiste à tirer ses subsistances de la prostitution. Pour cela nous avons

vu que la campagne peut se suffire à elle-même, et elle n'a du trop-plein que parce que des individus, désireux de vivre plus largement, la quittent pour aller à la ville. La seule cause de dépopulation des campagnes, c'est le désir de vivre sans travailler beaucoup et en jouissant de tous les plaisirs de la ville. De même que l'on peut empêcher les criminels-nés de se marier, de même que l'on peut combattre la débauche occasionnelle, l'ivrognerie, la misère, de même on peut tuer ce milieu de débauche professionnelle, né du manque de travail chez tous les anciens paysans. Une sorte d'économie dirigée, de travail dirigé, peut présider aux mouvements de population des campagnes vers les villes, et battre en brèche tous leurs inconvénients. L'économie internationale, par l'intermédiaire de l'Organisation internationale du travail, s'occupe bien de cette direction des ouvriers étrangers vers les centres où la main-d'œuvre est demandée, et, par la même occasion, de les éloigner des centres où le travail est surabondant. L'économie nationale doit, mieux qu'elle ne le fait, s'occuper des mêmes questions. Par là même, elle ferait disparaître une des plus importantes causes du crime, sinon la plus importante, et à coup sûr, la plus dangereuse : le milieu criminogène, celui qui engendre la criminalité professionnelle. Est-ce à dire que toute criminalité serait supprimée ? Non, car il resterait toujours la criminalité occasionnelle moins dangereuse peut-être, mais plus difficile à éviter, celle qui résulte d'actes passagers, de crises passagères, de colères, mais accessibles au remords, chez des individus trop impulsifs. Cette criminalité malheureuse n'est cependant pas inévitable. En réprimant le crime, on peut l'éviter dans beaucoup de cas, mais on peut aussi, par une éducation sociale meilleure, éloigner de toute conscience

l'idée même de l'acte mauvais, ou développer en l'individu des mobiles d'ordre contraire, qui doivent forcément triompher. Pour y arriver, nous allons voir quels sont les moyens que préconise Tarde, et à quelles conditions.

L'instruction est sans nul doute le mode d'éducation le plus facile à répandre. Par la lecture, l'homme peut apprendre tout ce qu'il veut. Mais il faut aussi faire bien attention : l'influence de l'instruction peut se faire sentir aussi bien dans un mauvais que dans un bon sens. L'instruction primaire, ne donnant que des rudiments de science, et aucune culture esthétique, n'est pas suffisante pour permettre aux individus de discerner le bien du mal. Sans doute, ils y arrivent grâce au concours de certains préjugés, de certaines coutumes, de la religion, mais le secours nécessaire de ces éléments montre combien est insuffisant cet enseignement sans profondeur. L'imprimerie permet de diffuser autant de bons ouvrages que de mauvais, et même ces derniers, étant, par leur prix modique, plus à la portée du peuple, y sont répandus plus rapidement et plus largement, et c'est contre cette tendance à la diffusion rapide de la presse à bon marché, que l'on ne saurait trop s'élever. La presse n'est pas d'ailleurs le seul moyen de propagation des idées immorales. De nombreux lieux publics devraient également subir une censure sévère; « au lieu, dit Tarde, de se borner à frapper au fur et à mesure ses manifestations (du crime), il faut — avouons-le — il faut avoir l'œil ouvert sur ce qui se publie et se propage par les livres et les journaux, les cercles et les cafés »... (*R. phil.* 1883, p. 520). Il faut donc bien se garder de conclure que l'instruction, en général, suffit pour enrayer le crime, en suggérant de bonnes idées à ceux qui seraient tentés de faire mal. Comme le démontre la statistique, l'enseignement primaire ne suf-

fit pas, il lui faut un complément, et ce complément existe dans les études secondaires et supérieures : c'est un certain développement de la moralité, avec l'amour des études esthétiques, du beau et du bien.

« L'influence moralisatrice du savoir commence au moment où il cesse d'être un outil seulement, et devient un objet d'art » (*Revue phil.*, 1883,1). C'est ce qui explique le faible contingent criminel parmi les professions libérales et les classes lettrées. « Ce motif suffirait pour recommander à l'avenir les études littéraires, l'art et aussi bien les spéculations philosophiques, toutes choses qui, en intéressant l'homme à son objet pour cet objet, le désintéressent de lui-même, et lui révèlent au fond de ce désintéressement, son suprême intérêt, au fond de l'inutile, le beau. Quand il a appris à connaître certaines impressions délicates, il y prend goût, et ce désir de les retrouver lui fait repousser les satisfactions basses qui lui en fermentaient le chemin » (*Revue phil.*, 1883,1). L'utilitarisme ne donne donc qu'une satisfaction partielle aux besoins à satisfaire. Il convient au fond de l'inutile de retrouver le beau, source de l'art. Si la religion est utile, au sens utilitariste du mot, elle est aussi utile au sens moral, car elle développe en l'homme ce besoin de beauté, cette soif de vérité qu'il cherche dans la divinité. Or, toutes les religions sont capables d'inspirer des sentiments idéaux, et de faire désirer à l'homme la perfection, sentiment esthétique par excellence.

Par ces quelques exemples de remèdes préventifs, nous avons vu la possibilité de leur application et de leur mise en œuvre. D'autres moyens peuvent être appliqués, mais nous pouvons nous en tenir là, et nous pouvons, dès maintenant, dire avec Tarde : « Concluons donc que l'action préventive du législateur sur la criminalité ne saurait être

qu'indirecte, ingénieuse et détournée, simple affaire d'adresse et de tact médical, et que, pour être des remèdes excellents, les moyens proposés par la nouvelle école italienne... ne sont eux-mêmes que des palliatifs » (*Rev. phil.*, 1883, p. 520). Comme moyen unique de lutte contre le crime, la prévention ne suffit pas, mais, combinée avec la répression modernisée et adaptée à son but, elle doit devenir un instrument de première importance pour faire de la société moderne un ensemble d'harmonie et de beauté.

CONCLUSION

L'avenir de la moralité

Maintenant que nous avons examiné sous toutes ses faces le problème de la criminalité, il nous reste à voir si l'optimisme de Tarde au sujet de la disparition possible de la criminalité par l'application des méthodes qu'il préconise peut se trouver vérifié par les tendances actuelles de la moralité. D'abord, le progrès de la moralité est-il compatible avec le progrès de la civilisation ? Pourquoi notre civilisation, au lieu de réprimer les diverses formes du délit, les laisse-t-elle se développer ? Deux versants sont à choisir, entre lesquels tout homme hésite : l'ambition et l'orgueil, aux vertus meurtrières ; la volupté et la vanité, aux charmes trompeurs. L'apogée de la criminalité violente n'est pas dans le passé le plus reculé d'un peuple, mais dans son âge héroïque. De nos jours, la criminalité violente se trouve dans les bas-fonds des villes, qui deviennent, selon l'expression de Tarde, « les exutoires des champs ». La Corse et l'Italie méridionale, pays de vendetta, forment un contraste avec les pays tout à fait modernisés par leur chiffre supérieur de criminalité vindicative et sanguinaire et leur chiffre inférieur de criminalité voluptueuse et astucieuse. « Est-ce par une suite d'un progrès de la pitié que les homicides ont relativement diminué ? Non, pas plus que l'augmentation des vols, des abus de confiance, des faux,

n'est due précisément à un progrès de l'égoïsme. Tout s'explique simplement par la voluptuosité toujours croissante de nos mœurs; aussi bien l'augmentation des infanticides, suite des progrès du libertinage, que la diminution des homicides par point d'honneur, préjugé mal conciliable avec l'amour effréné du plaisir; aussi bien l'accroissement des propriétés que celui des attentats à la pudeur » (*Revue phil.*, 1886.1.124).

Une telle constatation pourrait faire croire à une déformation du crime dans un sens plus immoral que son sens primitif, par suite des progrès de la civilisation. Il n'en est rien heureusement. « Le plus grand progrès de la civilisation consiste à élargir de plus en plus le cercle des devoirs mutuels et des attachements » (p. 129). Le progrès moral n'est pas incompatible avec le progrès industriel et scientifique. Ils sont tous trois dus à des accumulations d'ingéniosités heureuses. « Il est donc bien certain que la civilisation est, par elle-même, et au sens susdit, moralisatrice; il suit même de là que, poussée à bout, elle devrait avoir pour conséquence la résorption du délit, et discerner sa criminalité propre, en quelque sorte, comme certains foyers, leurs fumées » (p. 130). Tarde compare le crime à une éruption de boutons sur la peau, due à certains microbes, et que des remèdes peuvent guérir. « Les délits sont, en quelque sorte, les éruptions cutanées du corps social; indices parfois d'une maladie grave, ils révèlent l'introduction, par le contact avec les voisins, d'idées et de besoins étrangers, en contradiction partielle avec les idées et les besoins nationaux » (p. 130).

Le seul moyen d'expansion de l'honnêteté, celui qui résume tous les autres, et qui est encouragé par l'éducation sociale, telle que nous l'avons vue fonctionner, dans le

système de Tarde, c'est le travail. « Le travail honnête, qui est un ensemble d'actes d'imitation de la majorité, tend à fortifier le conformisme général, et ne saurait avoir pour effet de stimuler le travail déshonnête, qui consiste en dissidences... à la fin, après cette longue période de guerres et de révolutions, de conquêtes et d'épurations, qu'on appelle l'histoire, un seul et unique état, une seule et unique civilisation existera sur terre... » (pp. 131-132). Sans doute à cette unification de la civilisation et de la conscience morale, le mensonge opposera toujours une très vive résistance. Une lutte finale s'engagera entre la fausseté et la sincérité, et la sincérité l'emportera nécessairement, car « plus nous nous assimilons les uns aux autres, plus nous devons être portés à être sincères » (p. 136). Avec une telle assimilation poussée jusqu'à ses dernières limites, il est difficile de conclure à l'impossibilité de la disparition du crime et du criminel. Cet optimisme est peut-être exagéré, mais il montre bien la grandeur d'âme de Tarde, et sa croyance en la bonté naturelle de l'homme.

« Il n'est donc pas vrai, s'écrie-t-il, que le crime même réduit à un minimum numérique, soi-disant irréductible et assignable d'avance, ait été placé dès l'origine, à la manière de l'amour, pour parler comme un chœur antique « parmi les forces éternelles et divines qui meuvent ce monde ». Son origine est historique, avant tout, son explication est, avant tout, sociale. Mais en admettant qu'il disparaisse un jour, les variétés de la nature humaine, dont il s'alimente aujourd'hui, et qui, réunies, composent son type, n'auront point disparu pour cela. Elles se seront dispersées et réparties entre d'autres types. En attendant — et je crains bien que l'attente ne soit longue — le type qu'elles forment ne perd rien de sa réalité, parce que sa

permanence indestructible doit être réputée très contestable » (p. 627, 1885.1).

La disparition du crime est donc une résultante de la bonne harmonie entre les hommes et entre les peuples. Peut-être ne pourra-t-on jamais l'obtenir complètement, car il est difficile d'obtenir, dans un orchestre aussi singulier que celui des nations qui couvrent le monde, qu'une note discordante ne vienne troubler le bon ordre. Mais tous les moyens doivent être mis en œuvre pour aboutir à la beauté. De bonnes relations sont indispensables entre les hommes et entre les peuples, mais que faut-il pour obtenir cette harmonie indestructible ? Il faut orienter les individus vers le beau, le beau physique et le beau moral. L'esthétique doit être à la portée de tous, afin que tous puissent juger la disparition de tout ce qui est laid. C'est à la prévention que doit donc appartenir la première place dans la science pénale de demain. « C'est en atteignant avec une calme fermeté, dit M. Donnedieu de Vabres, les auteurs d'excitations malsaines, les pornographes, les provocateurs de la haine des classes, qu'on réduira le nombre inquiétant des actes d'indiscipline et des délits contre les mœurs » (*La justice pénale d'aujourd'hui*, p. 218). A cette énumération, nous ajouterons la lutte contre certaines publications de presse à bon marché et certains films cinématographiques. Mais pour arriver à ce résultat, il faut un gouvernement solide, stable et sûr de lui. A tous les moments où un gouvernement stable dictait ses volontés, on a pu constater un temps d'arrêt dans la courbe ascendante des statistiques criminelles. « Qu'est-ce à dire, conclut M. Donnedieu de Vabres, sinon que le problème de la répression

est, avant tout, un problème moral; que sa solution doit être attendue beaucoup moins de la science et de la technique de la Justice, qui élève les nations » (p. 218).

Vu : *Le Doyen,*
Edgard ALLIX.

Le Président de la thèse,
J. HUGUENEY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- Blacque-Belair.** — Proposition de résolution. *Documents parlementaires*, Chambre 11 juillet 1930, n° 3837.
- Caujole.** — Rapport sur la proposition de résolution de M. Blacque-Belair, *Doc. parl.*, Ch. des Députés, 2 juillet 1931, n° 5416.
- Donnedieu de Vabres.** — *La justice pénale d'aujourd'hui.*
- Durkheim.** — *Les règles de la méthode sociologique.*
— « Crime et santé sociale », *Revue philosophique*, 1895.
— « Dégénérescence et criminalité », *Revue philosophique*, 1887.
- Espinas.** — Analyse de la « criminalité comparée », *Revue philosophique*, 1887.
- Féré.** — « Dégénérescence et criminalité », *Revue philosophique*, 1887.
- Ferri.** — *La sociologie criminelle.*
— « Les raisons historiques de l'école positiviste du Droit criminel », *Revue philosophique*, 1883.
— « L'éducation, le milieu et la criminalité », *Revue philosophique*, 1883.
— « Socialisme et criminalité », *Revue philosophique*, 1883.
- Garofalo.** — *La criminologie.*
— « Le délit naturel », *Revue philosophique*, 1887.
— « L'anomalie du criminel », *Revue philosophique*, 1887.
- Garraud.** — *Traité de droit criminel.*
- Janet.** — *L'automatisme psychologique.*
- Lombroso.** — *L'homme criminel.*
— *L'homme de génie.*
— *La femme criminelle et la prostituée.*
— « La fusion de la folie morale et le criminel-né », *Revue philosophique*, 1886.
- Matagrín.** — *La psychologie sociale de Gabriel Tarde.*
- Mossé.** — *Les prisons.*
— *Variétés pénitentiaires.*
- Poletti.** — « À propos de la statistique criminelle », *Revue philosophique.*
- Picone-Chiodo.** — *L'école positive de droit criminel.*

Salieilles. — *De l'individualisation des peines.*

Sighele. — *La foule criminelle.*

Tarde. — *La philosophie pénale.*

— *La criminalité comparée.*

— *Les transformations du droit.*

— *L'opinion et la foule.*

— *Les lois de l'imitation.*

— « La statistique criminelle du dernier demi-siècle », *Revue philosophique*, 1883.

— « Sur quelques criminalistes italiens de la nouvelle école », *Revue philosophique*, 1883.

— « La psychologie criminelle », *Revue philosophique*, 1887.

— « Le type criminel », *Revue philosophique*, 1885.

— « L'avenir de la moralité », *Revue philosophique*, 1886.

— « Problèmes de criminalité », *Revue philosophique*, 1886.

— « La crise de la morale et la crise du droit pénal », *Revue philosophique*, 1888.

— « La dialectique sociale », *Revue philosophique*, 1888.

— « Le crime et l'épilepsie », *Revue philosophique*, 1889.

— « Misère et criminalité », *Revue philosophique*, 1890.

— « Questions sociales », *Revue philosophique*, 1893.

— « Criminalité et santé sociale », *Revue philosophique*, 1895.

— « Qu'est-ce que le crime? », *Revue philosophique*, 1898.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	1
Première partie. — Le criminel.....	23
<i>Chapitre premier. — Critique du type criminel.....</i>	23
§ 1. Caractères anthropologiques.....	23
§ 2. Caractères psychologiques. Responsabilité.....	27
L'identité individuelle.....	29
L'identité personnelle, imitation de soi-même.....	31
La similitude sociale imitation d'autrui.....	33
Formation de l'idée de délit.....	35
§ 3. L'anomalie du criminel.....	47
<i>Chapitre II. — Le criminel anormal. Théorie de l'irresponsabilité....</i>	57
<i>Chapitre III. — La foule criminelle.....</i>	77
Deuxième partie. — Le crime.....	91
<i>Chapitre Premier. — Qu'est-ce que le crime.....</i>	92
<i>Chapitre II. — Les facteurs de la criminalité.....</i>	104
<i>Chapitre III. — Crime et santé sociale.....</i>	115
Troisième partie. — Les remèdes.....	135
<i>Chapitre premier. — La répression.....</i>	137
§ 1. La poursuite de l'infraction.....	138
§ 2. Le jugement.....	139
§ 3. La peine.....	144
Peines métropolitaines.....	152
Peines coloniales.....	157
Peine de mort.....	158
§ 4. La question de la répression depuis Tarde.....	162
<i>Chapitre II. — La prévention du crime.....</i>	175
Conclusion. — L'avenir de la moralité.....	193

Imp. J. Bière, 18, rue du Peugue, Bordeaux. — 1935.
